

d'Lëtzeburger **Land**

ADR

Dräimol Nee

Le monde politique appréhende le nouvel ADR de Fernand Kartheiser et Fred Keup

Alles oder nichts

Justizministerin Sam Tanson (Déi Gréng) hat den Stundentarif der Prozesskostenhilfe angehoben. Deren Reform lässt auf sich warten

Duopole

Quand la Brasserie nationale (Bofferding, Battin) titille le leader de l'eau minérale Rosport... le Conseil de la Concurrence veille

Photo : Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#32 67. Jahrgang 7. August 2020

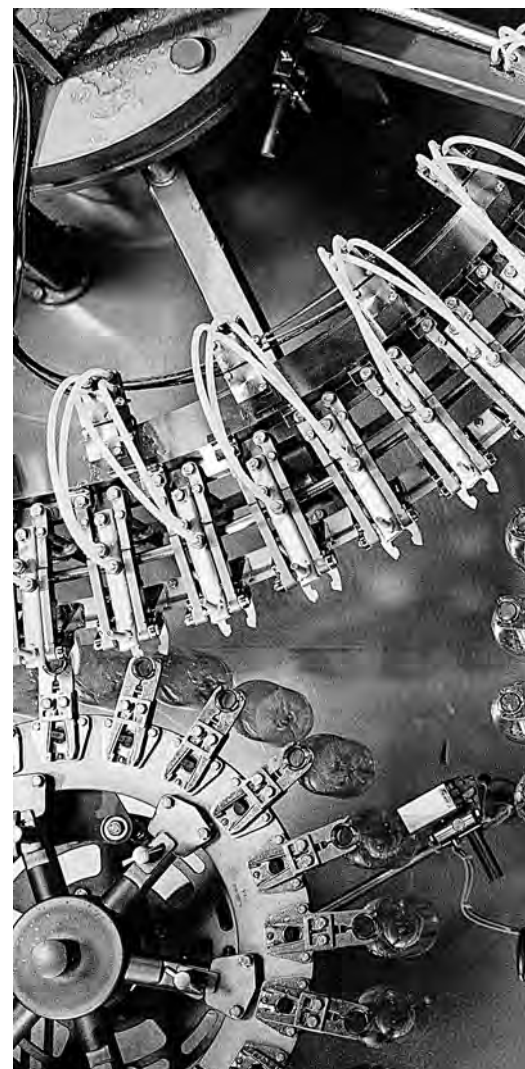


5 453000 174663



2 0 3 2

4,00€



Les responsables de la Brasserie nationale pour le développement de Lodyss nous accueillent lundi dans la salle de dégustation de la nouvelle eau au cœur de l'établissement à Bascharage, dans une salle adjacente aux cuves, elles-mêmes reliées à des kilomètres de tuyauterie. L'eau distribuée depuis Käerjeng perturbe les rouages bien huilés des Sources Rosport

Duopole

Pierre Sorlut

Lodyss. L'audace, ou le culot ? Après quelques semaines de mise en route, les observateurs qualifient de « coup de maître » la dernière offensive du magnat de la bière luxembourgeoise, Georges Lentz. À 71 ans, le patron de la Brasserie nationale (Bofferding et Battin) attaque le leader incontesté de l'eau minérale en bouteille : Rosport. Voilà 45 ans que le *Stater*, héritier de la brasserie Funck-Bricher dans le Grund (reprise par son père à sa cousine Maria Funck après la Deuxième Guerre mondiale), œuvre à l'èrection d'un champion national brassicole. Après la fusion en 1975 avec la brasserie de Bascharage, Georges Lentz, rapatrié du *Midwest* américain pour l'occasion (il effectuait ses études à la Miami University of Ohio), a hissé Bofferding en tête des ventes de bières au Grand-Duché, doublant Diekirch-Mousel et survivant au déclin de la consommation fatal à Henri Funck, Clausen et même Funck-Bricher. (Cette dernière ressuscitera en 2019 par le miracle du marketing.) La réussite est notamment passée par l'acquisition au cours des années 1990 des distributeurs Hippert puis Munhowen. C'est l'autre coup de maître. Ces plateformes ont facilité l'intégration verticale pensée par Georges Lentz, particulièrement via la signature de baux (pour la location de cafés liés à des licences pour l'exploitation de débits alcoolisés) entre les propriétaires des cafés et leurs exploitants, ainsi que de contrats de distribution de bière assortis de clauses d'exclusivité (l'exploitant doit par exemple vendre 80 pour cent de la production du brasseur-bailleur). La Brasserie de Luxembourg (Diekirch-Mousel) et la Brasserie nationale se partagent l'essentiel des licences, relève le Conseil de la concurrence dans un rapport d'enquête sectoriel (qui a exigé deux ans de travail) rendu en mars 2019. Riche de ces constatations et après ciblage de certaines pratiques, l'institution qui veille au respect du droit de la concurrence a par la suite communiqué des griefs à la Brasserie nationale pour qu'elle revoie ses contrats passés avec les débits de boisson. « Ils peuvent toujours demander », répond l'espégle Georges Lentz ce mercredi, interrogé à ce sujet. « Nous ne sommes pas d'accord avec la méthodologie et menons des discussions avec le Conseil de la concurrence », poursuit-il,

pour prouver que Bofferding et Munhowen n'abusent pas de leur position dominante sur le marché.

Au cours d'un déjeuner partagé cette semaine à la brasserie, le truculent entrepreneur confesse qu'on souhaite toujours transmettre l'entreprise dans un meilleur état qu'elle ne l'était quand on l'a récupérée. Georges Lentz Jr (de son vrai nom, car fils de Georges Lentz) s'apprête dans les prochaines années à passer la main à la dixième génération, ses enfants Isabelle et Mathias. Quelle a été l'ambition du patriarche pour transformer l'entreprise ces quarante dernières années ? Mettre la main sur toutes les marques locales pour prendre un maximum de parts de marché aux bières étrangères nationalement, créer des synergies et attaquer l'international avec la marque phare. L'entreprise aurait ainsi répondu aux besoins d'économies d'échelle et à une plus grande cohérence stratégique, notamment pour organiser la distribution au niveau national et à l'étranger. Mais Diekirch et Mousel, réunies dans la Brasserie de Luxembourg, ont été rachetées en 2002 par Interbrew, devenue AB-Inbev, leader mondial du secteur. À Wiltz, la dorénavant troisième brasserie nationale, Simon, revendique son indépendance. Seule Battin, en 2004, a succombé aux avances de Georges Lentz. Assis sur une pile de cash (Georges Lentz parle de « surcapitalisation ») amassée par une gestion en bon père de famille associée à des investissements bien sentis, Georges Lentz entrevoit, les limites de la croissance externe. Le développement commercial sature localement pour la bière. Soixante pour cent de la production est vendue au Grand-Duché. Il s'étend aussi loin que possible dans la Grande Région, mais se confronte aux potentats locaux et aux difficultés à distribuer. Bofferding se boit jusqu'en Alsace en passant par Reims ou Lille en France (quinze pour cent de ventes) et sur la province du Luxembourg en Belgique (25 pour cent).

Argent liquide

Quelques percées commerciales à l'étranger construisent le pan narratif de la Brasserie nationale. Des restaurateurs chinois de la rue d'Anvers

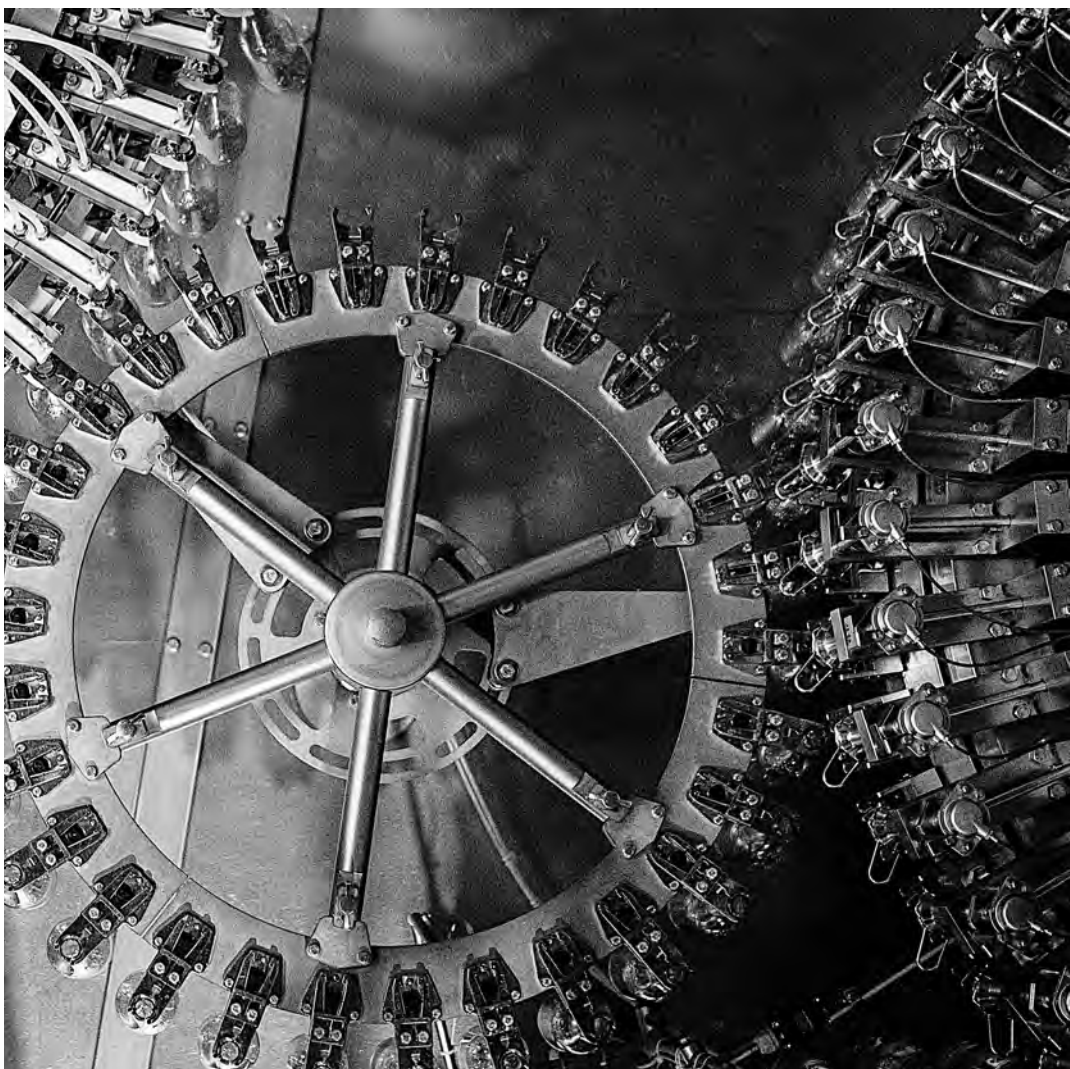
à Luxembourg — « parmi les premiers à ouvrir un restaurant asiatique au Luxembourg il y a plus de vingt ans, maintenant chaque village en compte au moins deux », complète Georges Lentz — ont lancé la marque de Käerjeng dans l'Empire du milieu autour de 2010. Cette seule famille d'entrepreneurs de la restauration a écoulé quelque 500 hectolitres par an en Chine. Le fantasque (mais doué en affaires) Georges Lentz cite également un importateur camerounais rencontré en 2019. « Il a voulu deux containers complets. Il est arrivé avec un sac en plastique rempli de billets. On lui a dit que ça ne marchait pas comme ça », raconte-t-il, et qu'il fallait régler par virement, notamment pour répondre aux exigences antiblanchiment. Pour le cas d'espèce, Georges Lentz précise que la banque a renseigné les informations requises pour établir la traçabilité de l'argent. D'une manière générale toutefois, l'expansion géographique (à laquelle on ajoute les bourgades américaines peuplées par la diaspora luxembourgeoise l'Irlande, l'Islande ou le Panama, « tous les pays avec lesquels le Luxembourg a des liens ») coïncide, notamment du fait de barrières administratives et tarifaires. Le réel effort en termes de diversification produits — « les gens trouvaient que nous étions ennuyeux », dit Georges Lentz — arrive aussi à ses limites. Le maître brasseur Maurice Treinen remarque que la brasserie produisait seulement deux bières à son arrivée il y a 23 ans. « La Bofferding en fût et la Bofferding en bouteille », plaisantent ses représentants. Maintenant, la Brasserie nationale vend quatorze bières « maison », mais elle ne s'arrête pas là.

Il y a une dizaine d'années, Georges Lentz a voulu diversifier la provenance de l'eau afin de répondre à ses différents besoins. Il faut à la Brasserie nationale quatre litres du liquide pour produire un litre de bière (pour la composer, mais aussi pour nettoyer les installations). La brasserie pompait uniquement à 80 mètres de profondeur. Elle a entrepris un nouveau forage. Cent mètres. 150. 170. « Plus c'est profond, plus c'est cher », grimace Georges Lentz au cours d'une visite improvisée de la brasserie pour nous montrer « la source ». Et à 317 mètres, l'eau a fini par

apparaître. L'idée de l'exploiter commercialement en tant qu'eau minérale n'a pas germé tout de suite. Le cheminement a opéré... au fil de l'eau. Georges Lentz avait quitté en 2005 son siège au *board* de Rosport, où il officiait en tant qu'administrateur indépendant. Figurent traditionnellement dans cette instance des représentants des familles de brasseurs nationaux : la famille Reiffers-Libens (héritière des Henri-Funck-Mousel) en tant qu'actionnaire principal, la famille Fontaine (via la brasserie Simon, actionnaire minoritaire) et donc Georges Lentz. Les sources Rosport avaient été fondées à l'initiative de Dick Bofferding dans les années 1950. Cet héritier de la brasserie de Bascharage avait vendu ses parts à ses frères et sœurs pour s'aventurer dans l'eau et exploiter la source dénichée par le géologue Jean Lucius grâce à une conversation entendue dans un bistrot local.

Au tournant des années 2000, Munhowen prenait de plus en plus d'importance et un conflit d'intérêts avait jailli du fait de la distribution dans les cafés et les grandes surfaces des étiquettes star de Nestlé, Vittel et San Pellegrino. Difficile de concilier les intérêts du groupe Suisse avec ceux des patriotes de Rosport. « On m'a fait comprendre que je ne devais pas forcément reposer ma candidature (au conseil d'administration de Rosport, ndlr) », ironise Georges Lentz lundi entre deux bouchées de *Wiener Schmitzel*. Une anicroche consécutive distend encore le lien entre le brasseur et l'entreprise Rosport. Constatant en 2016 que sa filiale Munhowen organisait trente pour cent des ventes de Rosport, la Brasserie nationale a demandé un prix préférentiel à Rosport, ou plus précisément au groupe à qui elle vend sa production pour assurer sa distribution : Coca Cola. « Les cafetiers gagnaient davantage à vendre les marques Nestlé », explique Georges Lentz. Fin de non-recevoir. L'aventure commerciale dans l'eau peut commencer sans remords. Sont entreprises les démarches pour obtenir l'autorisation d'exploitation de l'aquifère qui s'étend sur une grande partie du territoire luxembourgeois et déborde sur les pays voisins. La Brasserie nationale est bien intégrée au monde politico-entrepreneurial. Figurent à son conseil d'admi-

Assis sur une pile de cash amassée par une gestion en bon père de famille associée à des investissements bien sentis, Georges Lentz entrevoit les limites de la bière et se jette à l'eau



Quand la Brasserie nationale titille le leader de l’eau minérale Rosport

nistration l’avocat et ancien ministre CSV, Jean-Lou Schiltz (aujourd’hui vice-président de la Fedil), l’ancien édile DP de Luxembourg, Paul Helminger (par ailleurs président de Cargolux), le président de Bernard Massard, Hubert Clasen, ou encore Michel Wurth (dirigeant historique d’ArcelorMittal Luxembourg et ancien président de la Fedil).

Coups bas

Les caractéristiques de l’eau collectée à Bascharage sont, elles, définies grâce à la recherche nationale et des fonds en provenance du FNR, de la Ville de Luxembourg ou de l’administration de la gestion de l’eau. Le List travaille ainsi depuis dix ans, dans le cadre de projets de recherche existants, précise-t-on à l’institut basé à Belval, à l’analyse et à la datation de l’eau aujourd’hui exploitée par la Brasserie nationale. Des experts du List interviennent dans des spots vidéo diffusés depuis le mois de mars et le lancement de Lodyss. Ils y expliquent l’origine chronologique de l’eau — l’ère glaciaire — distribuée et ses qualités, notamment l’absence de nitrates, déjections de la présence humaine. Interrogée sur d’éventuels rapports commerciaux avec une entreprise privée, l’institut public répond que ses chercheurs « n’ont pas été rémunérés. Leur intervention se résume pour l’essentiel à l’état actuel des connaissances – notamment liées au temps de transit de l’eau dans nos hydrosystèmes », complète le département communication.

La commercialisation de Lodyss, officialisée en mars, est orchestrée à grands renforts de comm’. La Brasserie nationale évoque neuf millions d’euros d’investissement. Un pour la seule conception de la bouteille à Londres et huit pour l’achat d’une nouvelle machine de triage et lavage (pour l’ensemble des contenants de

la brasserie). Sont évidemment recyclés les concepts éminemment « green » de la consommation : une eau minérale locale pour la génération Greta, une empreinte écologique faible (pas de plastique) et une alimentation saine. Chaque bouteille, toutes en verre (25, 50 ou 100 centilitres), est consignée. La campagne de pub revêt elle une dimension hollywoodienne au regard des budgets traditionnellement alloués dans le milieu (à l’exception notable de l’iconique campagne de Rosport en 2014). Binsfeld a été mandatée pour réaliser le clip. Contactée, l’agence de communication tait les informations sur les images spectaculaires (qui n’ont vraisemblablement rien à voir avec le Grand-Duché) de fonte de glacier et d’écoulement de l’eau dans la roche. Un communicant nous explique seulement que le projet était hautement confidentiel lors de sa réalisation. La primeur de l’arrivée de Lodyss sur le marché est néanmoins venue de Rosport qui lors de la présentation de ses résultats le 12 mars dernier, juste avant le confinement, a souhaité la bienvenue à ses « nouveaux collègues » sur le marché de l’eau. Une manœuvre qualifiée de « kleine Schweinerei » à la Brasserie nationale.

Celle-ci avait planifié sa conférence de presse la semaine suivante et elle n’est pas en reste niveau vacheries. Rosport (qui par ailleurs minimise cette annonce en prétextant l’existence d’un site internet et de matériel commercial avant qu’ils ne la profèrent) apparaît dans la présentation de Lodyss associée à Coca Cola... laissant entendre que la Brasserie nationale est le seul acteur purement luxembourgeois. Le leader national de l’eau minérale a effectivement un lien historique avec la multinationale américaine. La famille Backes, concessionnaire de Coca Cola au Grand-Duché lors de la création de Rosport, est partie prenante à l’entreprise depuis ses origines,

notamment pour le volet distribution. Dans les années 1970, l’entreprise a même fusionné avec Coca Cola et Canada Dry. Sources Rosport, la production d’eau, et Soutirages luxembourgeois, la distribution, ont fait sécession en 1998, laissant d’un côté les actionnaires luxembourgeois (une quinzaine selon différentes sources, mais dont la liste est précieusement cachée), de l’autre Coca-Cola Entreprises Luxembourg, dénomination sociale convertie en Coca-Cola European Partners en 2016 qui n’est autre que le plus gros embouteilleur européen. L’entité luxembourgeoise et européenne du groupe américain se charge ici de la vente de l’eau de Rosport en plus de faire fructifier la propriété intellectuelle de Coca-Cola (Rosport fait de même au sein de BML.) L’entreprise née à Atlanta n’a en revanche, selon différentes sources, plus d’action dans Rosport.

Avant l’arrivée de Lodyss en mars, Rosport (dont la Brasserie nationale a recruté le maître-eau pour développer la sienne) occupait bien le marché. Entre trente et 35 pour cent des ventes d’eau minérale, chiffrent les intéressés. « Die Brasserie Nationale will nun auch ein Stück vom Kuchen », titrait le *Wort* en mars. Si l’on exclut la filiale Munhowen (plus de 230 employés), la Brasserie nationale fait à peu près la même taille (27 salariés contre 28) et la même marge bénéficiaire que Rosport. L’entreprise de Bascharage a réalisé 3,2 millions d’euros de profit sur un chiffre d’affaires de dix millions d’euros (un chiffre à peu près stable) en 2018. Chez Rosport, on réalise 1,6 million d’euros de bénéfices en 2019 (1,8 million l’année précédente) sur un chiffre d’affaires de 5,6 millions d’euros (6,3 en 2018). Mais l’eau de Bascharage se déverse maintenant sur tout le territoire. Au bout des 2,7 kilomètres de tuyaux de la Brasserie nationale, l’on remplit 27 000 bouteilles par heure. Une journée, un

Le Conseil de la concurrence, déjà « en affaires » avec la Bofferding et Munhowen, veille aux développements dans les débits de boissons

shift, représente 270 000 bouteilles. L’eau représentera un quart de la production de l’entreprise en volume, soit 50 000 hectolitres. Et les premiers retours de terrain sont positifs, nous dit-on. « 80 pour cent des restaurateurs en redemandent, c’est énorme », jubile Maurice Treinen.

Marché miné

Chez Rosport, on prend (officiellement) l’arrivée de Lodyss (eau plate et gazeuse, comme la source au cheval) avec philosophie. « Elle a tout à fait sa place sur le marché grand-ducal », explique le directeur Max Weber au *Land* cette semaine. Le regain d’intérêt pour les produits locaux rassure. On considère dans le nord que la Brasserie nationale et Munhowen verront moins d’intérêt à distribuer les eaux Nestlé... et donc que le Lodyss se nourrira des 65 pour

cent du gâteau restant. L’eau plate de Rosport, Viva, s’est bien taillée sa place face à Vittel et Évian (*Land*, 22.10.2004). Mais les lieux de potentiels affrontements sont multiples. La grande distribution compte pour un tiers du chiffre d’affaires de Rosport. Lodyss s’y affiche aujourd’hui à un prix similaire voire inférieur. Au Cactus Bereldange (le Saint des saints), Lodyss eau plate se vend à 72 centimes, contre 74 pour la Viva. Dans les institutions publiques et notamment les cantines scolaires, aussi un tiers du chiffre d’affaires de Rosport selon les informations fournies par la direction, Lodyss bousculera aussi sa concurrente locale au bénéfice de la même légitimité nationale.

Enfin, pour le dernier tiers, la bataille se jouera dans l’horeca. Ici, Munhowen (qui, sur sa plateforme Drinx, fait déjà la part belle à ses nouveaux produits quand Rosport git au plus profond du référencement des boissons non alcoolisées) imposera sa puissance de frappe et notamment ses liens commerciaux avec les cafetiers. Georges Lentz exclut de retirer Rosport du portefeuille. Mais des avantages commerciaux et des clauses d’exclusivité pousseront certainement à la consommation de Lodyss. Georges Lentz n’en fait d’ailleurs pas mystère. D’autant plus que la Brasserie nationale multiplie les gestes pour faciliter la sortie de crise à ses débits de boisson. 10 000 futs ont été distribués gratuitement pour réamorcer les ventes dans les bistrotts. Ceux ouverts avant le confinement ont été remplacés. Avec l’eau, la Brasserie nationale ajoute un verrou à sa relation avec les débits de boissons, ceux qui font le lien avec la demande. Le Conseil de la Concurrence a déjà le groupe à l’œil pour ce qui concerne les contrats d’exclusivité liés à la bière. L’institution confirme au *Land* être attentive aux différents développements dans les débits de boissons qui constitueraient des entraves au marché.



Édito

Les mains liées de Claude T.

josée hansen

Alors que Claude Turmes, ministre écolo de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, avait l'image d'un eurodéputé (1999-2018) fichtrement compétent en matière d'énergie (et super-efficace pour le faire savoir au Luxembourg), tout semble lui échapper depuis deux ans. Après la trahison que lui a infligée son collègue François Bausch en juin, expliquant à l'antenne de *RTL Radio Lëtzebuerg* que son cadet avait mis la charrette avant les bœufs en voulant encourager le passage à la mobilité électrique pour les voitures de *leasing*, que rien n'avait encore été décidé au niveau du gouvernement, le voilà attaqué de front par le journal proche des Verts et une ancienne collaboratrice – alors même qu'il pensait bien faire. Dans son édition du 30 juillet, le *Woxx* reproche à Turmes de vouloir faire de l'aménagement du territoire en secret, alors que Pascale Junker, ancienne employée responsable du sujet au ministère, publie à son compte *Le Luxembourg en 2050 – De l'aménagement au ménagement du territoire*, un « essai » personnel qui se base sur les données collectées avec les équipes du ministère. Quoi qu'elle prétende, cette publication qui prône la décroissance, fait forcément de l'ombre au ministre. Le vocabulaire est d'ailleurs sensiblement identique : de décarbonisation à résilience, tout y passe. Or, au lieu de profiter de ce nouveau consensus, Turmes est mis au pilori.

Que s'est-il passé ? En 2018, le ministère de l'Aménagement du territoire lance une large consultation citoyenne pour imaginer le Luxembourg de demain. Dans ce processus participatif, plusieurs demandes s'imposaient, se souvient Marie-Josée Vidal, coordinatrice générale du ministère, comme la volonté de miser davantage sur la proximité ou de protéger les ressources existantes. Les conclusions de ce processus ont été coulées dans une consultation internationale lancée très discrètement fin juin sur les plateformes européennes de marchés publics sous le titre *Luxembourg in transition*. Les équipes pluridisciplinaires, qui se constitueront autour de binômes architectes/ingénieurs, voulant y participer peuvent soumettre leurs candidatures jusqu'à fin août. Quatorze d'entre elles seront retenues pour la première phase, puis sept pour la deuxième et quatre pour la troisième phase. Les gagnants seront connus en juin 2021. Sur le site *luxembourgtransition.lu* sont clairement explicités les contraintes de marché et l'énorme usine à gaz mise en place pour la sélection et l'accompagnement (comité interministériel, comité consultatif et comité scientifique, soit plus d'une trentaine de personnes). Le processus est inspiré de ceux mis en place pour imaginer le Grand Genève ou le Grand Paris. En plus, le Luxembourg implique volontairement la région transfrontalière. Une conférence de presse annoncée pour octobre devrait permettre de donner un coup de projecteur au projet.

Donc tout devrait aller parfaitement bien, l'approche participative n'a-t-elle pas été largement saluée pour la reconversion de l'ancien site industriel de Schiffange en ville nouvelle l'année dernière ? D'autant plus que l'avis du Conseil d'État sur les quatre plans sectoriels logement, transport, zones d'activités économiques et paysages est tombé en mai et que des amendements sont en cours d'élaboration pour que le tout puisse enfin être coulé dans une loi d'ici la fin de l'année. Les résultats de *Luxembourg in transition* et les plans sectoriels aboutiront au *Programme directeur d'aménagement* du territoire ou PDAT – un terme encore nettement moins connu que le fut l'IVL de Michel Wolter (CSV).

Mais au pays des *Nimbys* (*not in my backyard*), où la propriété privée est intouchable, les prix du terrain exorbitants et l'autonomie communale sacrée, vouloir déclarer des régions de développement, des possibilités de zones économiques ou, surtout, limiter le gâchis de ressources est perçu comme de l'économie planifiée (*Planwirtschaft*) d'inspiration communiste. Alors que de nombreux ministères, communes et ONGs veulent participer à la prise de décision, Claude Turmes a définitivement pieds et poings liés. Son enthousiasme juvénile est en train d'en pâtir.

Der Status Luxemburgs als „Fahrradnation“ scheint in den vergangenen Jahren etwas in Vergessenheit geraten zu sein, zumindest verglichen mit dem Hype, der mit Fränk Schlecks Stürmung der Alpe d'Huez seinen Höhepunkt erreichte. Abseits der Kameras radeln wir dennoch weiter, zumindest auf dem Papier: Rund 12 200 Anfragen nach finanzieller Hilfe, die jedem Fahrrad- und Pedelec-Käufer seit März 2019 zustehen, sind bis Juli beim Staat eingegangen. 1,8 Millionen Euro wurden laut einer parlamentarischen Anfrage bisher an 7 205 Anträge/innen ausbezahlt, wobei die Wartezeit mittlerweile zehn Wochen beträgt. Ob die Maßnahme den Autos das Asphalt dort streitig macht, wo es notwendig wäre, oder ob die Drahtesel weiterhin nur am Wochenende zum Grasen raus dürfen, kann jeder bei einer kleinen Lustfahrt morgens auf den Boulevard Royal oder Kirchberg für sich selbst herausfinden. Am besten unter der Woche. mp

Anthony Dehez

blog

Soziales

Politik

Politik

Gesundheit

Gesundheit

Justiz

Eugène Storck,



ancien président de l'Association luxembourgeoise des employés de banque et assurance (Aleba), vient de décéder à l'âge de 76 ans. Juriste de formation, il avait présidé le syndicat entre 1979 et 1994, durant l'âge d'or de la place bancaire. Le besoin en main d'œuvre et les profits des banques étaient tellement énormes que l'Aleba réussissait à imposer des conventions collectives contenant des hausses de salaires de plus de sept pour cent. Storck restera dans les annales syndicales comme l'homme qui a refusé l'entrée dans l'OGBL. En 1978, la question de la « Eenheitsgewerkschaft » avait divisé l'Aleba : le secrétaire général Storck (au milieu sur la photo) s'opposant au président Marcel Wahl. Ce fut également un divorce entre les deux principales délégations du personnel : celle de la Bil (dont était issu Storck) voulant maintenir l'Aleba, celle de la BGL rejoindre l'OGBL. Le grand fait d'arme de Storck reste la grève sectorielle de juillet 1991 qui avait mobilisé quelque 4 000 employés de banque sous un grand chapiteau au Glacis. Storck s'était retiré de la présidence de l'Aleba en 1994 pour raisons de santé. bt

La carafe à la Chambre

La Commission des Pétitions à la Chambre a voté mercredi le rapport établi consécutivement au débat sur « le droit à l'eau du robinet » au restaurant et dans les cafés. Le texte doit encore passer devant quatre commissions avant publication mais, selon les informations collectées par le *Land*, le gouvernement se dirige vers un cadre réglementaire instaurant la mise à disposition de carafes de 0,5 ou un litre. Une campagne de communication sera organisée pour informer sur sa qualité. Légalement, les communes peuvent accorder à l'horeca des tarifs préférentiels pour l'accès à l'eau. L'UE exige d'ailleurs de ses États membres qu'ils promeuvent l'utilisation de l'eau du robinet. Selon les dernières discussions, les restaurants et les cafés devraient être libres de déterminer si le service sera gratuit ou facturé. Au cours du débat, la ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg a rappelé que « l'eau du robinet est de qualité optimale et que ses normes de potabilité sont bien souvent meilleures que celles de l'eau minérale ». Les pétitionnaires soulignent en outre que la consommation de l'eau de robinet est jusqu'à cent fois plus respectueuse de l'environnement que celle de l'eau minérale. Les acteurs du marché sollicités, Rosport et Lodys (voir pages 2-3), oscillent entre sérénité (la consommation d'eau minérale serait un événement et porterait un engagement social quand le recours à la carafe n'aurait qu'une dimension utilitaire) et agacement (éroder les maigres marges réalisées par la restauration). pso

Candide

Dans deux interviews parues ce mercredi, le chef de la fraction socialiste Georges Engel se montre étonnamment candide sur l'éternelle pomme de discorde (photo : pg) du prochain « Spitzenkandidat » : « Ich könnte mir Paulette Lenert als Spitzenkandidatin gut vorstellen und meine, dass das Dan Kersch überhaupt nicht stört » (*Wort*) ; « Ich hätte nichts dagegen, wenn sie Spitzenkandidatin werden würde, aber am Ende muss der Parteikongress darüber entscheiden » (*Tageblatt*). À noter que plus aucun journaliste ne s'enquiert des futures ambitions de Franz Fayot et de Taina Bofferding, les deux anciens jeunes espoirs de la social-démocratie semblant écrasés par leurs nouvelles charges ministérielles. bt



Covid-19 : Révélateur social

Le nombre de testés positifs au Covid-19 (525 personnes) et leurs contacts identifiés (3 179) resterait « stable à un niveau élevé », écrit le ministère de la Santé dans son bilan hebdomadaire, comme si on devait commencer à s'habituer à cette funeste « stabilité ». En prêchant l'évangile de la « Eegeverantwortung », le gouvernement avait individualisé la question de la propagation épidémique – voire culpabilisé les infectés –, passant sous silence les facteurs sociaux qui la déterminent. La carte des cas positifs (entre le 22 juin et le 12 juillet) par communes a montré que les villes ouvrières du Sud (Differdange, Pétange et Esch-sur-Alzette) et du Nord (Ettelbruck, Wiltz) avaient été touchées de plein fouet par la deuxième vague. Quant à la ceinture dorée qui entoure la Ville, elle s'en sortait quasi-indemne. On recensait ainsi très peu de cas dans les « communes de riches » que sont Kopstal, Niederanven, Schuttrange, Strassen, Bertrange, Mamer ou Weiler-la-Tour. La carte des infections de juillet 2020 se recoupe ainsi avec l'indice socio-économique par communes qu'avait publié le Statec en juillet 2017. C'est que les ménages à faible revenu sont plus nombreux à vivre dans des logements surpeuplés, à utiliser les transports en commun ou à exercer des métiers qui ne peuvent être faits en mode « home office ». Ne donnant à voir que les cantons et non plus les communes, la nouvelle carte confirme la tendance : entre le 13 juillet et le 2 août, le canton d'Esch recensait 49 nouvelles infections par 10 000 habitants, contre 24 dans la capitale et entre huit et 17 dans les cantons plus ruraux. bt

Palliativmedizin in Zeiten von Covid

Während das Gesundheitswesen unter dem Gewicht der ersten Welle ächzte, zieht die Association luxembourgeoise de médecine palliative (ALMP) eine gemischte Zwischenbilanz. Das Schreiben öffnet mit einem Zitat Immanuel Kants, der sich bekanntermaßen fragte, was man denn nun wissen könne. Die ALMP kommt zur Erkenntnis: Die Palliativ-Pflege wurde bisher vergleichsweise leicht von der Corona-Krise getroffen. Trotz der Widrigkeiten konnte die Palliativ-Versorgung zwischen dem 15. März und dem 15. Mai weitgehend sichergestellt werden. Das ging aus einer Umfrage in neun befragten Einrichtungen hervor. Die Qualität der Pflege litt zum Teil unter den Maßnahmen des *social distancing*. Besuche bei den Patienten waren nur eingeschränkt möglich. In der Umfrage werden logistische Probleme offensichtlich: Einrichtungen meldeten Schwierigkeiten bei der Beschaffung von Schutzbekleidung und hatten mit einem Mangel an Desinfektions- und Hygienemitteln zu kämpfen, vor allem im März, als die Nachfrage für diese Mittel sich überschlug. Engpässe bei Medikamenten gab es keine. Die ALMP kritisiert den „etwas trägen und komplexen“ Informationsfluss des Triumvirats der Ministerien für Familie, Gesundheit und soziale Versicherung. Hier wäre eine Vereinheitlichung wünschenswert gewesen, auch wenn sieben der neun befragten Einrichtungen sagen, sie seien „ausreichend informiert“. In der beobachteten Zeit wurden 154 neue Patienten palliativ aufgenommen, unter ihnen litten zwei an Covid-19. mp

Le crime financier se paie...

... légèrement, quand on fait amende honorable et qu'on n'a pas d'antécédent. Les juges du Tribunal de Luxembourg ont condamné la semaine dernière la société Victory Asset Management à 25 000 euros d'amende pour ne pas avoir effectué les devoirs d'identification de trois de ses clients et de leur argent. L'affaire mérite l'attention à plusieurs égards. Elle est résolue par jugement sur accord, une procédure rare permise en l'espèce par la bonne volonté affichée par la partie accusée pour remédier aux problèmes identifiés. L'entreprise d'investissement condamnée (dont le nom, comme celui de toutes les parties, est tû dans le jugement remis au *Land*, mais que nos recherches ont permis d'identifier) l'a été pour avoir placé des revenus non déclarés de la boîte de nuit au Cap d'Agde du beau-père de Johnny Halliday, André Boudou, ou encore d'avoir accueilli l'argent de la Comtesse de Spoelberch, héritière de l'empire brassicole Interbrew (anciennement AB Inbev), détourné par une ancienne avocate luxembourgeoise (entretiens condamnée à deux ans de prison) . Victory Asset Management (qui a le prince Guillaume comme administrateur depuis 2010) a déjà été sanctionnée administrativement (amende de 36 000 euros) par le régulateur. La CSSF avait débusqué ladite entreprise dans son enquête consécutive aux révélations des Panama Papers. Elle avait ensuite prévenu le parquet. pso

Le monde politique appréhende le nouvel ADR à partir d'octobre, avec Fernand Kartheiser en président du groupe parlementaire et l'arrivée de Fred Keup au *Krautmaart*

Dräimol Nee



À la fête de Wee2015, le soir du référendum du 7 juin 2015 : Fred Keup...

josée hansen

Pussy wagon Ses anciens élèves, ceux qui l'ont eu comme enseignant de géographie au début de sa carrière à l'Athénée, se souviennent de lui en prof un peu tête en l'air, pas vraiment bien préparé et presque un peu timide. Dans cet établissement élitiste, il arrivait dans une petite voiture toute pourrie, qui se démarquait par sa déco de flammes sur les côtés et un intérieur éclairé aux néons. Et puis, oui, il y en a aussi qui se souviennent s'être allègrement moqué de ses goûts musicaux : il avait affirmé un jour n'écouter que de la musique allemande, « parce que là, au moins, je comprends tout le texte ». Jusqu'en juillet, Fred Keup est enseignant au Lycée technique d'Esch-sur-Alzette. Il s'apprête à quitter l'enseignement pour rejoindre un siège de député. À quarante ans, cet activiste pour le refus du droit de vote pour les étrangers lors du référendum en 2015, remplacera le vieux roublard Gast Gibéryen, qui prend sa retraite après 31 ans de politique. Le groupe politique ADR auquel appartiennent aussi l'artisan élu au Nord Jeff Engelen et l'ex-avocat du Centre Roy Reding, sera alors présidé par le très conservateur Fernand Kartheiser. Faut-il craindre un virage à l'extrême-droite avec ce duo ?

Rietspopulisten « La grande question est : qu'est-ce que le départ de Gast Gibéryen va faire de ce parti ? », se demande Léonie de Jonge, *assistant professor* à la Rijksuniversiteit Groningen, qui s'est spécialisée dans la recherche sur les extrêmes-droites dans le Benelux. « Parce que Gibéryen était clairement populiste mais pas très à droite, alors que Kartheiser n'est pas populiste, mais beaucoup plus à droite ». Fred Keup, lui, partage avec Fernand Kartheiser une vision très conservatrice de la société luxembourgeoise, prônant les valeurs catholiques, la famille, la fierté nationale et un certain masculinisme. Comme Kartheiser et sa partenaire Sylvie Mischel de la section femmes de l'ADR, Keup est anti-immigration et sans conteste aussi xénophobe, mais il fait très attention à sauvegarder son image de gentil garçon d'à côté, ce blond aux yeux bleus propre sur soi, qui aime sa femme, ses enfants, son jardin et la Cour grand-ducale. Il est flagrant à quel point Keup contrôle son image publique, évitant clairement d'afficher des signes extérieurs qui pourraient le rapprocher de l'extrême-droite. Par contre, il est à craindre que son maître à penser, ouvertement raciste Tom Weidig, entre avec Keup en cheval de Troie à la Chambre.

7 Fred Keup a sept ans lorsque Gast Gibéryen, le syndicaliste du NGL, et Roby Mehlen l'agriculteur du FLB, fondent l'Aktiounskomitee 5/6 Pensioun fir jiddfereen, neuf quand ils entrent pour la première fois au Parlement, décrochant d'emblée quatre sièges. Ils s'engageaient alors pour que les petites gens du secteur privé aient les mêmes privilèges que les fonctionnaires, notamment en ce qui concerne les retraites. À cette

Fred Keup a sept ans lorsque Gast Gibéryen, le syndicaliste du NGL, et Roby Mehlen, l'agriculteur du FLB, fondent l'ADR, quatorze ans à l'heure de la Valissenaffär et 24 lorsque Marc Zuckerberg lance Facebook

époque-là, Pierre Peters et sa National-Bewegung occupèrent l'extrême-droite du spectre politique, ne décrochant pourtant jamais de mandat national. Keup a quatorze ans à l'heure de la *Valissenaffär* de Roby Mehlen et 24 lorsque Marc Zuckerberg lance Facebook – à peu près au moment où lui, Keup, passait ses soirées aux fêtes de Den Atelier. Le réseau Facebook lui apportera son *instant fame* en 2015. Le 10 avril 2014, Frederic Keup, son épouse Rita Figus (dont il s'empresse toujours de souligner l'origine italienne) et leur copain Steve Kodesch déposent les statuts de leur asbl « Nee zum Ausländerwahlrecht », qui, dans son objet explique : « Zweck der Vereinigung ist die Verhinderung eines Ausländerwahlrechts für die Parlamentswahlen und die Förderung einer Integrationspolitik, die die politische, sprachliche, und kulturelle Identität der luxemburgischen Nation erhält ». La crainte de l'invasion d'étrangers et le protectionnisme des valeurs luxembourgeoises étaient donc déjà là dès les débuts.

80% Le gouvernement Bettel-Schneider-Braz I, sorti des urnes en 2013, voulait se montrer progressiste sur tous les plans, entre autres celui de la participation démocratique d'une part sans cesse croissante de résidents d'origine étrangère. Pourquoi ne pas consulter le peuple via référendum ? Mais, avec la nonchalance des gagnants, les trois orfèvres de la coalition, surtout le socialiste Etienne Schneider, avaient bâclé la préparation de cet important rendez-vous démocratique. L'ADR était immédiatement pour le refus des trois propositions (droit de vote des étrangers, abaissement du droit de vote actif à seize ans et limitation de la durée des mandats

politiques à dix ans), le CSV aussi, mais de manière moins sectaire. Et voilà soudain cette asbl de Fred Keup qui, via un site internet *Nee2015.lu* et la distribution de matériel promotionnel, devint le porte-parole du camp du non. Sans aucune légitimation démocratique, grâce juste à quelques *likes* sur une page Facebook, il se retrouva érigé en porte-parole de la société civile et discuta de manière virulente avec Laura Zuccoli de l'Asti à la radio ou le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn (LSAP) à la télévision. Les plus de 80 pour cent de refus de ce droit de vote pour les étrangers en juin 2015 fit dire à Keup qu'il était le représentant de cette population, « mir sinn déi politesch Mëtt ». Émoustillé par tant de popularité, il se cherche une perspective à plus long terme, change le nom en Wee2050 et se donne un nouveau programme, qui tourne davantage autour de la langue et de l'identité luxembourgeoises.

En 2018, Rita Figus quitte l'asbl et Tom Weidig la rejoint en tant que président. Keup avait commencé une carrière politique chez Déi Lénk, puis avait tenté de rejoindre le CSV sous Claude Wiseler, qui ne voulait pas de lui. En amont des élections législatives de 2018, l'ADR tenta de ratisser large dans le camp identitaire et, après avoir absorbé le réseau de Lucien Welter en offrant une place sur ses listes à cet auteur d'une pétition défendant le luxembourgeois, phagocyta Wee2050 et invita Keup et Weidig sur ses listes aussi. En 2018, Keup se classe troisième au Sud, avec 8 865 voix – 10 000 de moins que Gibéryen. Weidig arrive en cinquième position. Aux européennes de 2019, Fred Keup atteint la troisième place de l'ADR avec 18 487 voix – largement moins que la moitié des plus de 43 000 voix de Gast Gibéryen. En soirées électorales, il se montra nettement plus sage et timide que sur les réseaux sociaux. Mais sous la pression de Welter, de Wee2050 et de l'ADR, la campagne de 2018 aura été identitaire au lieu d'être politique ou sociale et tous les partis s'afficheront *op Lëtzebuergesch*.

Sacrée liberté d'expression Or, il ne faut pas se leurrer et ne voir en Fred Keup que le voisin un peu spécial mais inoffensif. Il y a, dans la méthode de Wee2050, et désormais aussi dans celle de l'ADR, toutes les stratégies qu'utilisent les partis populistes d'extrême-droite en Europe. En premier la provocation sur les questions migratoires – voir l'affaire du *post* de Sylvie Mischel en décembre 2019, fustigeant la politique migratoire de Jean Asselborn, qui préférerait les étrangers aux Luxembourgeois. Ces provocations permettent ensuite au parti de se distancer et de faire amende honorable. Le beurre et l'argent du beurre. Ou l'outrage affiché, notamment sur une prétendue limitation de la liberté d'expression par une gauche bienpensante – qui est toujours couplé à une avalanche de procès pour diffamation, comme le font Fred Keup et consorts contre des militants politiques ou des artistes critiques comme Tun Tonnar. Dans les coulisses du



...et Tom Weidig

FC Kielen (club de foot qu'il préside) et des associations pour la langue ou le patrimoine bâti, Fred Keup mord aussi, persuadé qu'il y a une conspiration internationaliste et antifasciste qui veut la peau des conservateurs.

Toxique « Bien sûr que nous sommes un peu inquiets pour le paysage politique, estime Sergio Ferreira, le responsable du travail politique de l'Asti, mais je ne crois pas qu'un député sur soixante puisse mettre en péril la démocratie. » Il craint plutôt un abaissement du niveau des débats à celui de

Facebook. « En 2015, Fred Keup incarna le populisme d'extrême-droite, c'est clairement un élément toxique. » L'ADR devait une grande part de sa popularité aux talents rhétoriques de Gast Gibéryen, bête politique qui avait l'instinct pour les soucis des petites gens et savait comment agacer le pouvoir. Des talents qui lui valurent de se classer septième dans le hitparade *Politbarometer* de début juillet (avec cinquante pour cent d'adhésion ; derrière Claude Wiseler, CSV, mais devant de nombreux ministres). Ce costume est un peu grand pour Fred Keup – pourvu qu'il ne change pas de couleur.

Zufallsgespräch mit dem Mann in der Eisenbahn

Der Preis der Freiheit

Romain Hilgert

Die erste Welle der Corona-Seuche hatte von Mitte März bis Mitte April 70 Tote und über 3 000 Infizierte verursacht. Dank der Schließung der Baustellen, Schulen, Geschäfte und Restaurants war sie abgeklungen. Daraufhin hatten die wissenschaftlichen Berater der Regierung, die Covid-19 Task Force, am 20. Juni „eine geringfügige 2. Welle, die sich über den Herbst und Winter aufbaut“, angekündigt. Eine Woche später löste die Aufhebung des *Lockdowns* mechanisch die zweite Welle von Infektionen aus.

Die Covid-19 Task Force rechnet mit 1 500 Toten, der Präsident der UEL befiehlt der Regierung: „On ne reconfinera pas.“

LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert erklärte die unerwartete zweite Welle am 10. Juli mit der Beobachtung: „Die Leute stecken sich grosso modo im Privaten an.“ Sie hatte im ersten Covid-Gesetz die privaten Kontakte einschränken wollen. Aber der Staatsrat hatte gedroht, „à s'opposer formellement à l'article sous revue. Il propose le dispositif suivant, rédigé dans la logique de l'abandon de toute réglementation des réunions dans les lieux privés“.

Im Namen der CSV hatte Claude Wiseler am 22. Juni den Staatsrat zur Streichung der Bestimmung beglückwünscht: „Mir si frou, datt dat eraus ass“. Sein Parteipräsident Frank Engel ist ein Verehrer des autoritär-liberalen Joseph Bech. Er bewundert laut *Lëtzebuurger Land* vom 22. Mai den freizügigen Umgang mit dem Virus in Schweden. Schweden zählt fünfmal mehr Covid-Tote als alle anderen skandinavischen Länder zusammen, so die *New York Times* vom 23. Juni.

Auch der ADR-Abgeordnete Roy Reding hatte sich beschwert: Mit ihrem Kampf gegen Partys und Familienfeste wolle die Regierung, „d'Bierger schikanisieren“ und einen „Iwwerwaachungsstat“ organisieren. Seine Meinung teilt die staatliche Menschenrechtskommission. Sie hatte in ihrem Gutachten geklagt, „que la responsabilisation, la confiance et la collaboration avec la population ne soient plus le pivot central, mais ont été remplacées par des mesures plus coercitives et invasives“.

Nach Beginn der zweiten Welle schätzte die *Task Force* am 24. Juli die Zahl der Covid-Toten auf 1 400 oder 1 500 bis Ende des Jahres. Ohne Berücksichtigung des Corona-Tourismus während der Urlaubszeit. Sie warnte, dass die Intensivstationen der Krankenhäuser schon Ende August überlastet sein könnten. Die Helden des Liberalismus änderten inzwischen vorsichtig ihre Meinung. Aber Regierung, Opposition und Presse sind sich einig, die *Task Force* als Spinner abzutun, die bloß die Leute erschrecken und disziplinieren wollen.

Denn behielt die *Task Force* diesmal recht, wäre eine zweite Konfination unvermeidlich. Der Direktor des Handelsverbands, Nicolas Henckes, eröffnete aber am 29. Juni bei *RTL* die Gewinn- und Verlustrechnung: „Et wär eng Risekatastroph, wann d'Butteker nees missten zoumaachen. Dat géif méi grouss Problemer mat sech bréngen wéi de Virus selwer.“ Der Präsident der Union des entreprises luxembourgeoises, Nicolas Buck, befahl der Regierung am 10. Juli im *Paperjam* knapp: „La question ne se pose plus: on ne reconfinera pas, ni au Luxembourg ni ailleurs.“ Dann werden 1 500 Freiwillige gesucht, die bereit sind, im Virenkrieg für den Wirtschaftsstandort zu sterben.

Die CSV hadert weiterhin mit ihrer Oppositionsrolle

Stilleleben

Pol Schock

Wankelmüt Vor kurzem hat die CSV ein neues Werbevideo publiziert: Es handelt sich um ein sogenanntes Sommerinterview, ein lockeres Gespräch zwischen dem jungen CSV-Politiker Christophe Origer und Parteipräsident Frank Engel. Die Politiker sitzen auf Holzbänken am Echternacher See, vor ihnen stehen zwei Flaschen Ramborn, im Hintergrund fährt ein Kind mit einem Fahrrad vorbei. Gleich zu Beginn stellt der junge Politiker seinem Parteipräsidenten die hypothetische Frage, ob er sich noch einmal für die CSV entscheiden würde, wenn er heute 19 Jahre alt wäre.

Engel lehnt sich nach vorn, er räuspert sich. Er habe nie zu denen gehört, die aus Karrieregründen Mitglied der CSV geworden seien, auch wenn es damals in den Neunzigerjahren natürlich solche Menschen gegeben habe. Deshalb halte er es für möglich, dass er sich erneut für die CSV entscheiden würde. Sofern er sich denn überhaupt für Politik interessieren würde. Und sofern er sich nicht vom Erfolg und der Lockerheit der Liberalen würde blenden lassen. Oder von den Grünen, die mittlerweile Regierungspartei mit idealistischem Anspruch sind. Oder von den Sozialdemokraten, die eine soziale Agenda verfolgen. Die Frage sei schwierig, stellt Engel fest, er sei zum Glück keine 19 mehr. „Mee ech mengen, ech hoffen, wier ech haut nach eng Kéier an der Situation, géif ech op der selweschter Plaz landen.“

Das Sommerinterview lässt tief blicken. Der CSV-Präsident kann nicht eindeutig sagen, ob er heute noch einmal in die eigene Partei eintreten würde. In einem Video, das eigens zu Propagandazwecken gedreht wurde. In dem die Partei sich selbst die Fragen stellte. Und die Antworten maßgeschneidert formulieren konnte.

Mit Verlaub: Wer, bitte schön, soll diese Partei wählen, die nicht einmal von sich selbst überzeugt ist?

Selbstverständnis Es gab eine Zeit, da hätte niemand in der CSV mit dieser Frage gehadert. Eine Zeit, als es nur eine Partei gab, an der keiner vorbeikam. Die sich nach niemanden richten musste. Die nahezu alles in diesem Land bestimmte. „Natürlich, wo denn sonst?!“, wäre wohl die klare Antwort auf Frage des jungen Politikers gewesen. *Mia san mia*, sagen die Bayern zu diesem unübertroffenen Selbstverständnis, das vor nicht allzu langer Zeit zur Identität der CSV gehörte.

Doch dieser Nimbus ist nur noch ein Wink aus der Vergangenheit, heute weiß die CSV nicht mehr so recht, wofür sie steht – sie wirkt wie ein verunsicherter kranker Mann, der sich irgendwie nutzlos vorkommt. Wenn die CSV im Parlament die Regierung als Oppositionspartei stark angeht, wird sie von Medien und Öffentlichkeit für ihre Aggressivität und unverschämte Borstigkeit kritisiert. Wenn sie sich zurückhält, wird ihr Passivität und Schlafmützigkeit unterstellt. Wie sie es macht, es ist falsch.

Dabei sollte es genau andersherum sein: Die CSV ist mit rund 10 000 Mitgliedern die größte Volkspartei des Landes, sie stellt mit 21 Sitzen die stärkste Fraktion im Parlament, verfügt über die meisten parlamentarischen Mitarbeiter und politische Erfahrung. Eigentlich müsste sie die Regierung vor sich hertreiben, den demokratischen Diskurs beleben und das Augenmerk auf Fehler und Unstimmigkeiten in der Koalition legen und nicht auf eigene Missgeschicke. Warum gelingt ihr das nicht?

Leadership Es ist nicht so, dass die CSV-Fraktion untätig wäre. Im Gegenteil: Allein Fraktionspräsidentin Martine Hansen hat bereits in dieser Legislaturperiode rekordverdächtige 117 parlamentarische Anfragen gestellt. Ihr Team um *Spindocter* Ady Richard, der bereits unter Premier Jean-Claude Juncker als Berater agierte, gilt parteiübergreifend als fleißig. „Emsige Martine“ wird sie von einem Parteimitglied genannt. Doch ihre Arbeit findet nur wenig Widerhall, trägt kaum Früchte. Sie kann den Fleiß nicht in politisches Kapital und Popularität umsetzen – weder in der Bevölkerung noch in den eigenen Reihen. Denn abgesehen von Parlamentariern wie Gilles Roth, Diane Adehm oder auch Laurent Mosar, die den oppositionellen Stil von Hansen mittragen, ziehen nicht alle am selben Strang. Manche CSV-Abgeordneten machen

ihr eigenes Ding, andere wirken wie Zombie-Parlamentarier, die apathisch vor sich hindösen. Welchen Beitrag genau Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes oder Emile Eicher ins Parlament einbringen, lässt sich nicht mit letzter Gewissheit sagen.

Martine Hansen fehlt es dabei vor allem an einer inhaltlichen Profilierung. Wohin sie die CSV führen will, bleibt auch zwei Jahre, nachdem sie den Vorsitz der Fraktion übernommen hat, unklar. Mit ihrer moderat-konservativen Haltung in Umwelt- und Klimafragen kann sie bestenfalls bei der länd-

von Premierminister Xavier Bettel (DP) muss sie Spitzenkandidatin des gesamten Landes sein und schichtenübergreifend in den bevölkerungsdichten Kantonen Esch und Luxemburg ankommen.

Ihr außerparlamentarischer Nemesis Frank Engel hat ebenso Schwierigkeiten, die Partei zu leiten. Engel wird nicht müde zu betonen, dass ihm als Präsident ohne parlamentarisches Mandat die mediale Plattform fehlt, um groß aufzutumpfen. Aber auch die Mittel, um die Regierung mit harten Bandagen anzugehen und die Fraktion hinter sich zu einen. So

Durchschnittsalter der CSV-Parlamentarier liegt bei 55 Jahren, das der LSAP liegt bei 51, das der Grünen bei 45. Der jüngste CSV-Abgeordnete ist Serge Wilmes mit 38 Jahren – einem Alter, in dem man bei den Grünen fast schon zu den alten Haudegen gehört. Das höhere Alter der Abgeordneten ist per se nicht unbedingt ein Problem, aber es hindert die Fraktion, das gerne benutzte Schlagwort Erneuerung glaubhaft zu vermitteln. Auf den CSV-Bänken sitzen seit Jahrzehnten die gleichen Gesichter, die für die Wahlniederlagen von 2013 und 2018 mitverantwortlich sind.

Eigentlich müsste die CSV die Regierung vor sich hertreiben, den demokratischen Diskurs beleben und das Augenmerk auf Unstimmigkeiten in der Koalition legen und nicht auf eigene Missgeschicke. Warum gelingt ihr das nicht?

junge Liste mit eher unbekannten Kandidaten – und war für das historisch schwächste Wahlergebnis der CSV verantwortlich. Ein Fehler, wie eigentlich alle in der Partei sagen, und wie Engel mittlerweile zum Teil auch selbst eingesteht.

Doch auch in den anderen Bezirken denken CSV-Strategen darüber nach, wie sie die alten Eisen dazu bewegen können, ihre Plätze vor den nächsten Wahlen zu räumen für jüngere Politiker wie Jeff Boonen im Norden, Max Hengel im Osten oder Laurent Zeimet im Süden.

Comeback der Dinosaurier Während Hansen und Engel bisher erfolglos um Führungsanspruch in der Volkspartei ringen und sich nicht wirklich profilieren können, tauchen alte Gesichter wieder in der Öffentlichkeit auf. Claude Wiseler wirkt sichtlich befreit von der Last des CSV-Spitzenkandidaten und von der Rolle, in die sein damaliger *Spindocter* Marc Glesener ihn drückte. Er wurde in der schwierigen Corona-Zeit für kurze Zeit zum Gesicht der Opposition mit pointierter Kritik an der Regierung. Das war so auffällig, dass selbst das eher zurückhaltende *Luxemburger Wort* von einem Wiseler-Comeback schrieb. Wiseler selbst dementierte alsbald auf *Radio 100,7*, weiterhin irgendwelche politischen Ambitionen für einen Führungsposten in der Partei zu hegen. Aber nicht wenige in der Partei halten das Szenario für möglich.

Für ausgeschlossen gelten jedoch die hartnäckigen Gerüchte, wonach Luc Frieden oder Jean-Claude Juncker an die Spitze der Partei zurückkehren könnten. Frieden lässt sich zwar stets eine Tür offen, wenn er nach einer möglichen Rückkehr gefragt wird, und auch Juncker hat in der vergangenen Zeit überraschend forsch die Regierungspolitik in Interviews kommentiert. Allerdings verfügen beide kaum noch über den nötigen Rückhalt in der Partei, um erneut in der ersten Reihe der CSV zu stehen.

Die schwachen Umfragewerte drücken derzeit auf die Gemütslage der Parteimitglieder. Von Aufbruchstimmung ist keine Rede, eher sind die Mitglieder frustriert, weiter gegenüber der Gambia-Koalition an Boden zu verlieren. Aber eine Idee, um sich von dieser Blockmentalität zu lösen, neuen Schwung in die alte Volkspartei zu bringen und sich gegen ihren Verfall zu stemmen, hat anscheinend niemand. Deshalb gilt es als ausgemacht, dass Frank Engel beim Parteikongress am April 2021 erneut zum Vorsitzenden gewählt wird und damit die CSV auch in den doppelten Wahlkampf 2023 führt. Bis dahin sind es immerhin noch zwei Jahre, um sich Gründe zu überlegen, warum junge Menschen weder Mitglied der CSV werden sollten.



Ehemaliges Führungstrio: Claude Wiseler, Luc Frieden und Jean-Claude Juncker beim CSV-Parteikongress im März 2018

lichen Bevölkerung punkten, zu Bildungsfragen, immerhin ihr einstiges Steckenpferd, schweigt sie nahezu vollkommen und auch sonst wirken ihre Aussagen eher wie eine Fortsetzung der Regierungspolitik mit anderen Mitteln und leichten, kosmetischen Abweichungen. Ein mitreißender Hausrück-Moment ist ihr bisher noch nicht geglückt. Zudem kann sie mit ihrem charmanten Eiskeler Akzent zwar Wähler/innen im kleinen Nordbezirk überzeugen. Aber als mögliche Herausforderin

wirkt er stets wie ein Einzelgänger, der am Rande des Geschehens steht und im Affekt Schimpfwörter in die Arena werfen. Damit kann er gelegentliche Treffer landen, aber das reicht nicht, um den *Lead* zu übernehmen. Und ob das der geeignete Stil ist, um die größte Partei des Landes zu präsidieren, stellen moderatere CSV-Mitglieder ebenso in Frage.

Verpasste Gelegenheit Die CSV stellt dabei eine der ältesten Fraktionen des Parlaments. Das

Dabei ergab sich 2019 bei den Europawahlen eigentlich die Möglichkeit, gestandene Politiker eher konfliktarm von ihren Parlamentsposten zu lösen: So wäre etwa Viviane Reding (69) sehr gerne EU-Kandidatin für die CSV geworden. Sie hätte als ehemalige Kommissarin und *Roaming Queen* wohl ein ordentliches Ergebnis eingefahren und damit im nationalen Parlament den Weg frei gemacht für die 30-jährige Elisabeth Margue. Doch Parteipräsident Engel entschied sich dagegen, setzte lieber auf eine

Alles oder nichts

Ines Kurschat

„Wir helfen beim Ausfüllen der Anträge, denn die sind für unsere Klienten oft zu kompliziert“, sagt Charlotte Marx. Die Sozialarbeiterin der Stëmm vun der Strooss betreut Bedürftige, die Hilfe beim Behördengang wünschen: Sei es, um Wohngeld zu beantragen, weil die Miete zu teuer ist, Rechnungen zu reklamieren – oder um einen Anwalt zu organisieren. Bei Menschen mit geringem oder keinem Einkommen übernimmt der Staat die Kosten für den Anwalt. Anfang dieser Woche meldete das Justizministerium, den Tarif der Beratungshilfe um zehn Prozent anzuheben. Und zwar von zuvor 87 Euro auf nunmehr 96 Euro die Stunde. Angehende Rechtsanwälte bekommen einen Stundensatz von 64 statt zuvor 58 Euro.

Die Rechtsanwaltskammer begrüßt die Anhebung: „Die letzte Erhöhung geht auf 2011 zurück“, sagt Vize-Battonnière Valérie Dupong. Die Kammer entscheidet über die Vergabe der Prozesskostenhilfe und hat dafür Personal, das die eingereichten Anträge prüft, allerdings mehr und mehr am Limit arbeitet. Wer eine bestimmte Einkommensgrenze nicht überschreitet, kann Hilfe beantragen. Dies beim Barreau in Luxemburg ebenso wie im Bezirk Diekirch.

„Seit der Reform des Revenu minimum garanti, heute Revis genannt, hat sich der Kreis derjenigen deutlich erweitert, die Anrecht auf Prozesskostenhilfe haben“, erklärt Valérie Dupong weiter. Vor 2019 lag die Schwelle bei einem Erwachsenen bei rund 1 867, heute sind es 2003 Euro. Für einen Erwachsenen mit drei Kindern lag die Schwelle bei 2376 Euro, während sie heute bei 3 363 Euro liegt. Dieser erweiterte Berechtigtenkreis spiegelt sich in den Antrags-Statistiken wieder: Gegenüber 2018 mit 3 776 positiven Bescheiden auf Prozesskostenhilfe beim Barreau Luxemburg-Stadt waren es 2019 bereits 4 744. Dabei ging die Anzahl der abgelehnten Anträge von 474 auf 350 zurück. Im Bezirk Diekirch waren es 657 gebilligte Anträge (160 ablehnt) für 2018, für 2019 dann 610 positive Bescheide, bei 88 abgelehnten. Den Kreis der Berechtigten zu erweitern, war erklärtes Ziel der Regierung gewesen.

Mehr Anträge Inzwischen hat sich die Entwicklung stabilisiert: Vom 1. Januar bis 30. Juni beschied die Rechtsanwaltskammer 1 994 Hilfeanfragen positiv, das Gros mit über zwei Drittel aller Anträge im Bereich des Strafrechts und des Verwaltungsrechts. Weil die Hilfe sich an Menschen mit geringem Einkommen richtet, seien „Flüchtlinge, die Asyl suchen oder Strafgefangene, die ein Urteil anfechten“ darunter, so Dupong. Aber auch Scheidungsfälle oder Mietstreitereien.

Auf 8,3 Millionen Euro bezifferten sich die Ausgaben des Justizministeriums für diese staatliche Hilfe im vergangenen Jahr, gegenüber 6,6 Millionen Euro im Vorjahr 2018. Ein nicht unerheblicher Anstieg, der laut Barreau zum größten Teil eben auf jene neue Rechenweise des Revis zurückgeht. Das Justizministerium bestätigt indirekt diese Leseweise: Der Kumul sei auf Fälle zurückzuführen, die sich bei der Rechtsanwaltskammer angehäuften hätten, schreibt dessen Pressestelle auf *Land*-Nachfrage. Für dieses Jahr sind sieben Millionen Euro veranschlagt. Der entsprechende Passus im Staatshaushalt sieht zudem eine Projektion für die kommenden Jahre vor: Demnach stabilisieren sich die Ausgaben um die sieben Millionen Euro, mit 7,1 Millionen in 2021, 7,2 Millionen in 2022 und fast 7,4 Millionen für 2023. Auf Nachfrage, ob darin eventuelle Mehrkosten einer geplanten Reform enthalten seien, verneint das Ministerium: Es handele sich um eine „normale Progression“.

Die Höhe der Prozesskostenhilfe ist indes seit Jahren ein schwelender Streitpunkt zwischen der Anwaltskammer und Regierung: Kanzleien, die viele Klient/innen haben, die auf staatliche Unterstützung angewiesen sind, um die Anwaltskosten zu bezahlen, klagen, die Hilfe sei zu niedrig angesetzt und würde nicht die realen Beratungskos-



In Asylverfahren, aber auch vorm Familiengericht oder beim Jugendschutz wird häufiger Prozesskostenhilfe beantragt

ten decken. Insbesondere solche Kanzleien, die sich auf Asylrecht oder die Verteidigung komplizierter Kriminalfälle spezialisiert haben, hätten das Nachsehen, weil sie von ihren Klient/innen nicht die üblichen Sätze von 200 Euro und mehr fragen könnten. „Reich wird man damit nicht“, sagt Fränk Wies, Fachanwalt für Asylrecht. Etwa 50 bis 60 kleinere bis mittlere Anwaltskanzleien sind, laut Barreau, erzielen einen Großteil ihrer Einkünfte über die staatliche Prozesskostenhilfe.

Für sie stellt die ab 2. August geltende zehnprozentige Erhöhung eine teilweise Verbesserung dar. 2010 war die Prozesskostenhilfe von der Indexierung ausgenommen und seitdem nicht mehr erhöht worden. „So gesehen, wird sie lediglich an die Entwicklung der Lebenshaltungskosten der letzten Jahre angepasst“, bemerkt Rechtsanwalt Frank Wies. Unter dem grünen Justizminister Félix Braz war eine Reform der Hilfe angedacht worden. Zum einen sollte der Zugang erleichtert, zum anderen die Hilfe präziser werden. Ein Tarifsystem sollte die aktuelle Berechnung ablösen und helfen, die Kosten für unterschiedlich aufwändige juristische Akte präziser zu erfassen und ergo Anwaltskanzleien gemäß ihrem realen Aufwand zu entschädigen. Das hätte allerdings Mehrarbeit für die Kammer bedeutet. „Eine Umstellung auf ein System mit mehreren Tarifen wäre sehr kompliziert geworden“, gibt Valérie Dupong zu bedenken. Derzeit existieren Tarife, X Minuten etwa für ein Beratungsgespräch, eine Vorladung oder eine juristische Schlussfolgerung.

Und raus bist Du Parallel wurde in der zuständigen Arbeitsgruppe daher ein anderes System angedacht: Eine gestaffelte *assistance judiciaire partielle*, die je nach Aufwand unterschiedlich hoch ausfällt. „Eine gestaffelte Beratungshilfe wäre flexibler“, sagt Valérie Dupong. Ein Problem ist mit dem aktuellen System ist, dass durch die starre Einkommensgrenze immer wieder Antragstellende, die knapp darüber lag, von der staatlichen Unterstützung komplett ausgenommen sind, obwohl sie vielleicht trotzdem zu wenig verdienen, um sich einen Rechtsbeistand in einem mehrjährigen Gerichtsverfahren leisten zu können. Das neue, an Belgien angelehnte System würde eine flexiblere Handhabung erlauben und so könnten Haushalte, die leicht über der Einkommensgrenze liegen, trotzdem Hilfe bekommen, nur eben nicht den vollen Satz. „Die letzten Jahre ist es nicht mehr so leicht gewesen, bei Härtefällen Ausnahmen zu machen und ja, ab zwei Euro konnte jemand die Hilfe zuerkannt bekommen oder eben nicht“, erklärt Vize-Battonnière Dupong. Derzeit beraten Vertreter des Barreau zusammen mit dem Justizministerium über die Vorgehensweise. „Die Justizministerin führt mit uns Gespräche“, bestätigt sie. Doch noch steht nicht einmal ein Vorentwurf. Denn es gibt zudem grundsätzliche Bedenken: Die Beratungshilfe, je präziser abgerechnet und aufgeschlüsselt, erlaubt gewissermaßen auch eine Kontrolle der Arbeit einer Kanzlei durch den Staat, obwohl es hier um höchst Vertrauliches geht.

Gleichwohl ist die juristische Beratungshilfe ein unerlässliches Instrument, um den Zugang aller



Das neue, an Belgien angelehnte System würde eine flexiblere Handhabung erlauben und so könnten Haushalte, die über der Einkommensgrenze liegen, trotzdem Hilfe erhalten – nur eben nicht den vollen Satz

zur Justiz zu gewährleisten. Nicht nur Rechtsanwälte bemängeln Unzulänglichkeiten im geltenden System. Auch Sozialarbeiter, die beim Ausfüllen der Anträge helfen, sehen Probleme. Denn für die Hilfe muss zunächst ein dreiseitiges Formular ausgefüllt werden, das sich die Antragstellenden beim Barreau herunterladen können. Die Bedarfsprüfung ist Voraussetzung, um staatliche Unterstützung bewilligt zu bekommen. Sie ist ziemlich ausführlich und erlaubt den Behörden einen tiefen Einblick in die persönlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse. Akribisch muss jedes Einkommen aufgeführt werden. Die Personen, die sie anfragen, vereint indes die soziale Randlage: Es sind Menschen mit wenig Geld, Arbeitslose, Alleinerziehende, Flüchtlinge oder auch Strafgefangene.

Gleiches Recht? In Stëmm von der Strooss, wo Sozialarbeiterin Charlotte Marx Hilfesuchende berät, sind es vorrangig Familien oder Alleinerziehende, die sich aus eigener Kraft keinen Anwalt leisten können. Etwa für ein Scheidungs- oder ein Jugendschutzverfahren. Doch freier Zugang zur Justiz meint auch freie Wahl des Rechtsbeistands. In Luxemburg existieren keine derartigen Analysen, aber ausländische Studien haben nachgewiesen, dass Rechtsberatungen und Gerichtsverfahren, die über die Prozesskostenhilfe abgerechnet werden, häufig eher von angehenden Anwälten/innen übernommen werden oder von kleineren Kanzleien. Das muss nicht, kann sich aber auf die Qualität der Verteidigung niederschlagen.

Justizministerin Sam Tanson hat die Sätze für die Prozesskostenhilfe erhöht. Die angekündigte Reform lässt weiter auf sich warten

Spanien

Mit Angst in den Sommer

Chrëscht Beneké, Barcelona

Drei Viertel der Spanier haben im Alltag Angst vor dem Coronavirus. Während die Bilder von unvorsichtigen Ballermann- und Strandtouristen die Einwohner nach der eigenen, harten Quarantäne und knapp 30 000 Toten empören, machen sie sich ebenso Sorgen, was das längst spürbare Ausbleiben der Touristenmassen für ihre gebeutelte Wirtschaft bedeutet.

Eine anonym gebliebene Expertenrunde hatte für die spanische Regierung einen vorsichtigen, dreistufigen und epidemiologisch sinnvollen Ausstiegsplan aus dem Alarmzustand vom 15. März erarbeitet. Doch Ende Juni brach dieser vorzeitig unter dem Druck der Realität zusammen: Es wurde für die linke Minderheitsregierung immer schwieriger, die nötige parlamentarische Mehrheit für die jeweils zweiwöchige Verlängerung des Alarmzustandes zu organisieren. Und während Italien oder Frankreich ersten Sonnenliebhabern Avancen machten, blieben die spanischen Grenzen dicht. Allerdings „nur“ bis zum 21. Juni statt dem anfangs anvisierten 1. Juli. Spanien kann auf seine Tourismusindustrie nicht verzichten.

Dennoch sind die Zahlen des nationalen Statistikinstituts INE zum Juni dramatisch: 97,7 Prozent weniger Touristen brachten mit 133 Millionen sogar 98,6 Prozent weniger Euro ins Land als die 8,8 Millionen Spanienbesucher im Juni 2019. Spanien steckt in einem Dilemma: Nach den dramatischen Bildern und Berichten aus den Krankenhäusern vom März und April und den erschreckenden Zahlen von insgesamt über 350 000 Infizierten, 100 000 davon in der wichtigsten Urlaubsregion Katalonien, und knapp 30 000 Toten hat ein großer Teil der Bevölkerung regelrechte Angst. Was das Aufflammen von immer neuen Infektionen – laut Gesundheitsministerium landesweit über 400 lokale Herde – im letzten Monat nur verstärkt. „Wir waren im Sommer noch jedes Jahr zwei Wochen am Meer, doch dieses Jahr geht es in eine abgelegene *casa rural* in die Berge“, erzählt Edu Ramirez, der sehr früh eines der längst ausgebuchten, abgelegenen Häuser auf dem Land buchte. Einige verschanzen sich sogar noch immer in den engen eigenen vier Wänden, während andere es genießen, dass zumindest unter der Woche die allermeisten Strände tagsüber ungewohnt leer bleiben. Alle aber begleitet ein ungutes Gefühl, denn rund 15 Prozent der Wirtschaftsleistung stammen aus dem nach dem Baugewerbe zweitwichtigsten Wirtschaftszweig Tourismus. Beim unmöglichen Spagat zwischen Abschottung und Tourismus finden in einer Umfrage der wichtigen Tageszeitung *La Vanguardia* 95 Prozent der Befragten, dass die Wirtschaft zu stark vom Tourismus abhängt.

Was aber kurzfristig nicht zu ändern ist, und Ángeles Chacón, verantwortlich für die Wirtschaft in der katalonischen Regionalregierung, warnt in der derzeitigen Lage: „Katalonien steht vor einem kritischen Sommer für den Tourismus. Unser Aufruf an die Zentralregierung erfolgt in roten, fluoreszierenden Großbuchstaben.“ Anfang Juli hatte ein großer Ausbruch unter den meist ausländischen Saisonarbeitern in den Obstplantagen rund um Lleida international Schlagzeilen gemacht. Die verhängte Quarantäne, sowie die mittlerweile permanente Maskenpflicht im Freien auch in den wichtigsten Ferienregionen Katalonien, Balearn und Kanaren sorgten dafür, dass die Buchungen abrupt einbrachen. Ein rigides Sicherheitskonzept und eine gut 38 Millionen Euro teure Werbekampagne der Regierung können dabei wenig gegen diese Schlagzeilen und Bilder von unbedarftem Feiern auf dem Ballermann oder ziemlich vollen Stränden ausrichten. An etlichen Orten der Costa Brava, Costa Dorada und sogar in den Pyrenäen läge die Auslastung jedoch bei gerade mal 15 Prozent, klagt Ángeles Chacón und fordert, dass die „ERTE“ für die Tourismusindustrie bis März 2021 verlängert werden. In Katalonien wären nämlich alleine ein Viertel dieser coronabedingten, temporären Arbeitslosengelder auf die Tourismusbranche zurückzuführen und eine Besserung sei kaum in Sicht.

Während einer Pressekonferenz übte sich der katalanische Regionalpräsident Quim Torra denn auch in dem unmöglichen Spagat: Erst forderte er seine Mitbürger auf, soziale Kontakte einzuschränken und zuhause zu bleiben. Und warb unmittelbar danach auf Englisch für seine Region als sichere Tourismusdestination; trotz oder gerade wegen Reisewarnungen in den drei wichtigsten Herkunftsländern Frankreich, Großbritannien und Deutschland. Dabei hat die der Unabhängigkeit zugeneigte Regionalregierung zumindest in den ersten Wochen mit der anfangs für 17 Millionen Euro privat vergebenen Früherkennung und Nachverfolgung neuer Infizierter dramatisch versagt und liegt mit 10 899 Infektionen alleine in den letzten beiden Juliwochen bei knapp acht Millionen Einwohner/innen landesweit vorne, wie die konservative Hauptstadtpresse höhnt.

Die aktuelle Mobilisierung auch öffentlicher Kräfte kommt wohl zu spät. Jedenfalls um weiteren Schaden vom darhenden Tourismus abzuwenden. Die katalanischen und spanischen Klagen, dass die ausländischen Reisewarnungen nur durch den Wunsch bedingt seien, ihr Werben für Urlaub zuhause zu verstärken, klingt dabei wohlfeil. Schließlich setzt man selbst auch auf diese Strategie, um die Ausfälle durch ausländische Touristen zumindest zum Teil zu kompensieren.

Doch nicht nur Edu Ramirez verweigert sich: „All die Jahre waren wir Spanier den beliebtesten Urlaubsorten nicht gut genug, weil die Ausländer mehr Geld ausgeben. Auch wenn sie jetzt für uns ihre absurden Preise auf der Rambla gesenkt haben, werde ich dort keinen Espresso trinken.“ Die Renitenz ist aber auch aus einem anderen Grund verständlich: In der Zwickmühle zwischen gesundheitlichen Gefahren und dem Damoklesschwert einer schweren wirtschaftlichen Rezession – die spanische Zentralbank prognostiziert 15,1 Prozent Rückgang beim Bruttoinlandsprodukt und den Wegfall von bis zu 5,5 Millionen Arbeitsplätzen, 23,6 Prozent der Erwerbstätigen – optieren viele Spanier/innen für die eigenen vier Wände und billigere Ausflüge in der näheren Umgebung.

Deutschland

Die Anzahl der Birkenstocksandalen



Ein Demonstrant in Berlin ohne Mund- und Nasenschutz

Martin Theobald, Berlin

Jeder Mensch kann sich einmal verzählen. Oder sich verschätzen. Am vergangenen Samstag gab es in Berlin eine Demonstration von Gegner/innen der Maßnahmen zur Eindämmung der Corona-Pandemie. Die Polizei schätzte 20 000 Teilnehmende, die Veranstalter hingegen zählten bis zu 1,3 Millionen. Zum Beweis ihrer Schätzung flutete diese das Internet mit einem imposanten Bild einer Massenbewegung vor dem Brandenburger Tor. Darauf stehen dicht an dicht Tausende Menschen auf der Straße des 17. Juni. Asphalt ist kaum zu erkennen.

Was der Veranstalter verschweigt, ist, dass das Bild gar nicht vom Corona-Protestzug stammt, sondern bereits vor 19 Jahren – während der Love Parade 2001 – aufgenommen wurde, als angeblich eine Million Menschen im Rhythmus des Taktes durch den Tiergarten wippten. Die Aufnahme gilt nun als angeblicher Beweis und wird auf Facebook, Twitter und in Messenger-Gruppenunzählige Male geteilt. Gefolgt von der immer gleichen Argumentation: Der Veranstalter wirft den Medien vor, die Zahlen von der Polizei ungeprüft zu übernehmen, und der Polizei, gezielt Falschmeldungen zu verbreiten. Dazu erschrecken sie anicht davor zurück, nachweislich gefälschte Tweets der Berliner Polizei zu verbreiten

Es geht um die normative Kraft des Faktischen. Wobei das, was als Fakt gilt, nicht länger Fakt sein muss, sondern das, was am „lautesten“ und am häufigsten kommuniziert wird. Dazu gehört auch, was verbreitet und geteilt wird. Wobei Fakten nicht zählen, denn schließlich gibt es zu jeder Tatsache eine vermeintliche „Alternative“ oder Meinungsvielfalt mit Deutungshoheit, wie es die Protestler kundtaten mit sehr weitreichenden Redebeiträgen während der Abschlusskundgebung, die die üblichen „Merkel muss weg“-Ansagen aufgriffen, wie auch die These, dass Bill Gates das Virus entwickelt habe, und die Botschaft teilten: „Jesus lebt!“

Ebenso wenig sind die Teilnehmenden unter einen Hut zu bringen: Ältere Menschen aus Süddeutschland protestieren sprichwörtlich Hand in Hand mit muskulösen Männern in Partystimmung und Menschen mit esoterischen Bannern, gleichauf mit Rechtsextremisten, Vertreter/innen der Reichsbürgerbewegung und NPD-Kader neben Familien mit Kindern – allesamt in Birkenstocksandalen. Kaum einer im Protestzug trägt Maske. Passanten und Jour

Es sind eben diese Verharmlosung und das Kunterbunt, die Protestmärsche wie den am Samstag in Berlin für manche attraktiv machen

nisten werden aufgefordert, ihre abzulegen. „Gesicht zeigen“, schreien die Demonstranten – was ein bekannter Slogan einer renommierten Anti-Rechts-Organisation ist. Abstandsregeln sind nicht nur obsolet, sondern vollkommen egal. „Lasst euch nicht von der Regierung spalten“, fordert eine Rednerin in der Nähe des Brandenburger Tors; ein paar Wagen weiter fragt ein Mann: „Wollt ihr alle Party machen?“ Es sieht nach Karneval aus, als jemand Bonbons und Süßigkeiten vom Wagen wirft. Die Sprechchöre dazu: „Berlin, Berlin! Wir ziehen durch Berlin!“ Und: „Wir, wir, wir sind die zweite Welle.“

Es ist genau diese Verharmlosung, die Protestmärsche wie diese attraktiv machen. Verstärkt durch den Mix der Corona-Gegner. Doch diese Demonstranten sind keine homogene Gruppe, die sich allein durch ihren Widerspruch gegen die Pandemie-Maßnahmen findet, sondern eine heterogene, beliebige Gruppierung, die den Protestmarsch stets auch für „Zweitbotschaften“ nutzt. So marschieren an diesem Samstag Mütter und Väter neben einer Frau mit Hakenkreuz-Tattoo und einem Mann, der ein antisemitisches Pamphlet offen bewirbt. Deshalb fühlen sich auch die Impfgegner angesprochen, ebenso wie Eltern, die beispielsweise von der langen Zeit der Betreuung der Kinder genervt sind. Sie lassen sich leicht von Verschwörungstheoretikern, Modernisierungsverlierern und Reichsbürgern instrumentalisieren und vor deren Karren spannen. Verstärkt wird dies dadurch, dass Vertreter/innen des deutschen Bio-Landwirtschafts- und -Anbauverbands

Demeter mitmarschieren. Dieser Verband wurde vor zwei Jahren mit dem Negativpreis „Brett vorm Kopf“ ausgezeichnet. In der Begründung zur Preisverleihung hieß es damals: „Wer Demeter-Produkte kauft, meint wohl oft, der Umwelt etwas Gutes zu tun – in Wahrheit wird damit ein vorwissenschaftlich-magisches Weltbild gefördert, mit fragwürdigen Ritualen, willkürlich erfunden vom Esoteriker Rudolf Steiner.“ Der Corona-Protest wird als Vehikel für verschwörungstheoretische, rassistische, homophobe, spalterische und antisemitische, aber auch für die freiheitlich-demokratische Grundordnung wie die Gesellschaft angreifende Botschaften genutzt. Darin liegt der gefährliche Unterton der Demonstration.

Genau dieses undefinierte Inhaltsbild bedient der Veranstalter des Protests, der Stuttgarter Verein „Querdenken711“. Wer auf dessen Webseite nach Inhalten sucht, muss sich durch eine Menge kruder Videos mit Redebeiträgen bewegen, die eher einem *stream of consciousness*, man kann es auch Gelaber nennen, gleichen, denn einer programmatischen Positionierung. Hinzu kommt die Beißhemmung der „wehrhaften Demokratie“. Die freiheitlich-demokratische Grundordnung bewertet die Meinungsfreiheit als hohes Gut, das es zu verteidigen gilt. Dieses Gut findet seine Schranken lediglich in der Leugnung des Holocausts. Daraus resultieren Erfahrungen, die Deutschland mit dem Totalitarismus machte. Eingriffe in persönliche Freiheitsrechte sind schwer durchsetzen, weshalb Kanzlerin Angela Merkel persönlich den Corona-Beschränkungen gegenüber der Bevölkerung begründete. So soll das oft benutzte Argument der Corona-Gegner entkräftet werden, dass mit den vorgenommenen Maßnahmen etwa das deutsche Grundgesetz außer Kraft gesetzt, die Meinungs-, Presse- und die Reisefreiheit abgeschafft würden. Generell zeigt sich das Unbehagen und die Angst der deutschen Gesellschaft wie politischen Elite beim Vorgehen gegen solche Strömungen – auch innerhalb staatlicher Organisationen.

Am vergangenen Wochenende war der Kampf der Zahlen eigentlich bereits im Vorfeld entschieden: In Internetaufrufen zur Demo hatten die Stuttgarter mit 500 000 Teilnehmenden geprahlt, die aus ganz Deutschland nach Berlin reisen würden. Doch erst kurz vor dem Veranstaltungstag hatten sie die Demonstration dann offiziell bei der Berliner Polizei angemeldet: mit nur noch 10 000 Teilnehmer/innen.

se et le bâtiment administratif, le portail du portier stive pour la greve de 1942 répétition et le passé de complètement réhabilités (sans de base)

des législateurs avaient des différents modèles d'urbanisation. Wille et l'habitation sont des gages: lesques privés qui sont intervenus en tant qu'État, avec des objectifs sociaux et économiques. Un la présence du marché du logement est devenue celle qu'elle avait au moment du passé. Ce qui est fin de compte, ne peut vraiment dans l'après de la réhabilitation privée par l'industrie délicate

maux weitgehend frei berichtenden türkischen Medien systematisch unter Druck zu setzen. Nicht mit gestrichelten Einschränkungen, sondern durch schlaue Füllrhetorik. Der erfahrene und kritische Journalist Aydin Ergin beschreibt dieses Vorgehen im Blog international.de links, de so: „Ein Finanzpod, der aus höchsten Gütern oder sehr großen Bauprojekten besteht, die den Lowseason bei staatlichen Ausschreibungen erhalten, hat Zeitungen und Fernsehkanal-tun aufkauft und deren Führungsgesamt mit Leuten besetzt, die Erdogan-Empfehlungen und Anweisungen befolgen.“

ernsten Angriffs des autoritären Regimes auf kritische Medien häuften sich bereits im Vorfeld. Denn seitdem die größten und be-kanntensten Medien von Erdogans Helfern an-gekauft sind, sind es vor allem die kleinen Medien im Internet, die dem Regime ein Dorn im Auge sind.

Mit einer Absandung vom 1. August 2019 ver-sucht der türkische Hohe Rat für Rundfunk und Fernsehen (RTÜK) zur Zeit, das Internet unter seine Kontrolle zu bringen. Laut ihr müssen ab-jetzt Sender und Livestream-Kanäle, die in der

Der Vertreter von Erdogans Partei im RTÜK, Nuraliha Öztürk, beantragte gegenüber der BBC, zwar, dass Sender, die auf YouTube oder Per-scope einige Stunden senden, von der neuen Regelung nicht betroffen seien. Doch der Text der Absandung ist demselben ungenügend, dass nicht nur die vom Regime verbannten kri-tischen Medien in der Türkei wie MedyaScope oder F24 bald zum Schweigen gebracht werden könnten, sondern auch internationale Sender. Vor allem wird bereits geklärt, wie die Kon-trollen von RTÜK mit dem neuen, gemeinsa-men YouTube-Kanal der Sender Deutsche

nen lässt, wobei die Rete geht untereinander Medienwelt

In diesem „Analysis“ wird nicht erstattung der türkischen und Sendungen der britischen schen DW, der US-amerikan französischen France 24, die n und des chinesischen CCTV Tagesschau The Independent das Privilegium einzelner Jour Medien wird analysiert. Sie i ihrer Facebook- oder Twitter-ber“ Seite behauptet, die Fome wissenschaftlichen Ergebnisse

Die genannten Medienanstal-ten der dort beschäftigten lo-zen Beispiel in den sozialen N Terrorangriffen auf die Dik verurteilt nach ihre Trauer i Schandabklärung: „Ein beides ar Medienanstalten, die von vielfältigen und unabhängigen betrieben, befinden sich unter Tücken Gegnern.“

Sie, „erregt“ den Internat häusern dreht, sie sollen ihre überprüfen, die Arbeit der Re-polieren, die antischen Dikt-täkt mehr Beachtung, sehr einseitige Berichterstattung zur

Dabei bleibt zu betonen, da Regime noch nicht sein genau und Polen gegen die Medien n das es in nahe Zukunft wech-buffieren, nach für die noch a-ten auch nur einen Schimmer Normalisierung gibt.

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Lëtzeburger Land.

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Schießgeräte aus dem Schwarzwald

Martin Ebner

Oberndorf am Neckar ist ein schwäbisches Städtle wie viele. Rund 14 000 Einwohner. Unten im Tal ein versiffter Bahnhof. Darüber in der Altstadt viel Leerstand, aber alles proper renoviert und gefegt. Rund herum viel Grün, adrette Einfamilienhäuser mit Solardächern, dazwischen Fabriken. Ungewöhnlich ist nur, dass immer wieder Journalisten und Filmemacher herumstiefeln, in den verschlafenen Straßen nichts Besonderes finden, und dann Titel formulieren wie „Vom Töten leben“, „Meister des Todes“ oder „Der Tod, die Waffen, das Schweigen“. Neuerdings gerne in Kombination mit „Steueroase“, „Briefkasten-Firma“ und „Luxemburg“.

Am Rande des Schwarzwalds sind sonst Autoteile, Uhren und Dentalgeräte üblich. Die Oberndorfer aber tüfteln an besonderer Präzisionstechnik: In den ehemaligen Mauser-Werken fertigt die Rheinmetall Waffen Munition GmbH unter anderem Bordkanonen für den Eurofighter. Vergleichsweise harmlos ist die Feinwerkbau (FWB): Sportwaffen und Nostalgie-Revolver. Junghans Microtec im benachbarten Seedorf will Marktführer für Zünder aller Art sein. Weltweit bekannt ist vor allem der größte Arbeitgeber, mit



Hauptsitz von Heckler&Koch

Hauptquartier in einem Neubaugebiet oberhalb der Stadt: Heckler & Koch (H&K) liefert Pistolen, Gewehre und Granatwerfer.

Für Aufsehen sorgten in der fleißigen Idylle lange nur Pazifisten, meist Auswärtige: Mal blockierten Musikgruppen die Zufahrt von H&K, mal lief ein Nikolaus mit Gewehr und Patronengurt über den Weihnachtsmarkt, dann wieder schleppten sie Ärzte aus Kenia oder Flüchtlinge aus Bosnien an, die bei den „Kleinwaffen“ im Heimat- und Waffenmuseum unappetitliche Erinnerungen auspackten. Unvergessen auch ein Spendenaufruf auf *Youtube*, die Oberndorfer „Todeszone“ mit einem Sarkophag à la Tschernobyl einzubetonieren: H&K sei „das tödlichste Unternehmen Europas“, jede Viertelstunde werde irgendwo auf der Welt ein Mensch mit einer H&K-Waffe umgebracht.

Vor den Absperrungen bemühen sich immer wieder Demonstranten um Randalie. In letzter Zeit aber stehen ihnen H&K-Leitung und Eigentümer, Waffenkäufer und Justiz die Schau. Früher waren sie eine verschworene Gemeinschaft: Es kam schon mal vor, dass ein Landgerichtspräsident nach der Pensionierung als Geschäftsführer bei H&K anheuerte und sich diskreter Lobby-Arbeit widmete. Heute aber erreichen die Kämpfe um H&K „ein Niveau, wie man es sonst fast nur

Heute erreichen die Kämpfe um H&K „ein Niveau, wie man es sonst fast nur aus Hollywood-Filmen kennt“, staunt die Lokalzeitung *Schwarzwälder Bote*

aus Hollywood-Filmen kennt“, staunt die Lokalzeitung *Schwarzwälder Bote*.

Erst stritten sich Bundesregierung und H&K öffentlich über die Treffsicherheit des Gewehrs G36. Dann wurde ein neuer Geschäftsführer, der Transparenz und Verantwortung versprach, umgehend wieder gefeuert. Sein Vorgänger wiederum, mit *Change-of-Control*-Klausel im Arbeitsvertrag,

klagte um eine Abfindung, weil der Eigentümer von H&K gewechselt habe. Den im Register mit einer Schweizer Adresse eingetragenen Hauptaktionär Andreas Heesch konnte aber das Landgericht Rottweil nicht ausfindig machen. Dafür wurde das Landgericht Stuttgart ungewöhnlich aktiv: Fast zehn Jahre nachdem der Pazifist Jürgen Grässlin Anzeige erstattet hatte, verurteilte es erstmals H&K-Mitarbeiter wegen illegaler Waf-fenexporte nach Mexiko zu Bewährungsstrafen und ordnete gar die Einziehung von 3,7 Millionen Euro Verkaufserlösen an. (Die Verurteilten, H&K und die Staatsanwaltschaft ziehen dieses Verfahren jetzt vor den Bundesgerichtshof.)

Das Geschäftsjahr 2018 lief für H&K nicht so gut: 382 Millionen Euro Schulden bei 221 Millionen Einnahmen, acht Millionen Euro Verlust. Die Buchprüfer von KPMG merkten an, fehlende Liquidität gefährde den Fortbestand der Firma. Ratingagenturen, die H&K auf Ramschniveau abstufen, wurden von H&K gekündigt, weil man in nächster Zeit keine Anleihen benötige. Darauf wildes Rätselraten in den Medien: Wem gehört der Hauslieferant der Bundeswehr eigentlich? Woher kommen 80 Millionen Euro Überbrückungskredite? Das Magazin *Focus* argwöhnte Attacken „dubioser russischer Investoren“.

Ein Showdown von Anwälten brachte im Dezember 2019 mehr Klarheit: Bei einer außerordentlichen Aktionärsversammlung ließ Andreas Heesch, deutscher Investor mit Wohnsitz London, mit eigenen Stimmen sich selbst in den Aufsichtsrat von H&K wählen und Harald Kujat als Aufsichtsratsvorsitzenden bestätigen. Vergeblich versuchte die Compagnie de Développement de l'Eau (CDE) aus Luxemburg das zu verhindern: Kujat, ehemals einer der ranghöchsten deutschen Militärs, habe keine Wirtschaftserfahrung, er solle bei H&K nur Berater werden. Mit süffisanten Fragen kritisierten die Vertreter der CDE frühere Entscheidungen Heeschens, besonders die Aufnahme eines hochverzinsten Kredits über 100 Millionen Euro für missglückte Diversifikationsversuche in Gartengeräte, Flugzeuge und Schiffe.

Die CDE, die sich als H&K-Kreditgeberin outete, verwaltet das Privatvermögen von Nicolas Walewski, einem französischen Investor mit Wohnsitz London. Der Gründer der Alken Asset Management, früher besonders mit Wirecard-Aktien erfolgreich, war an H&K seit 2015 mit 5,1 Prozent beteiligt. Weitere zehn Millionen der insgesamt 27 Millionen H&K-Aktien hatte Heesch an Walewski für ein Darlehen verpfändet, die Stimmrechte aber vorerst behalten. Möglicherweise hat sich die Partnerschaft der Investmentbanker verflüchtigt. Jedenfalls wollte die CDE nun die Mehrheit an H&K übernehmen. Das musste aber erst nach dem Außenwirtschaftsgesetz genehmigt werden.

Mitte Juli gab die deutsche Regierung dafür grünes Licht. Die Formalitäten werden wohl bei der nächsten, rein virtuellen und von Demos kaum zu störenden Hauptversammlung am 27. August erledigt. Jens Bodo Koch, der Vorstandsvorsitzende von H&K, begrüßt den neuen „finanzstarken, langfristig orientierten Mehr-

heitseigner“ aus Luxemburg: „Mit dem Engagement von CDE sind gut 900 zukunftsfeste und innovative Arbeitsplätze in Oberndorf gesichert.“ Die CDE stehe hinter der „Grüne-Länder-Strategie“ von H&K, „nur noch demokratische Staaten“ mit Waffen zu beliefern.

Überhaupt sei „der Gesamtausblick für die nächsten Jahre positiv“, beruhigt der H&K-Chef: Die Auftragsbücher seien voll, zum Beispiel mit „Mitteldistanzwaffen“ für die hessische Polizei und Präzisionsgewehren für die US-Armee. „Konsequent weiterverfolgt“ werde auch der Klimaschutz: trotz deutlich größeren Produktionsumfangs weniger Kohlendioxid-Emission. Zumindest in Oberndorf am Neckar kommt die Welt so wieder in Ordnung.

Um das Image von H&K zu verbessern, wurde Marco Seliger als Pressesprecher engagiert, ein ehemaliger Kriegsreporter der *Frankfurter Allgemeinen Zeitung* und der *Neuen Zürcher Zeitung*: www.heckler-koch.com

Pazifisten führen eine *Kritische Chronik Heckler & Koch* und haben sich auch sonst auf H&K eingeschossen: www.juergengraesslin.com

Tödliche Feinmechanik mit 200 Jahren Tradition

1811 wird in Oberndorf am Neckar im ehemaligen Augustinerkloster die **Königlich Württembergische Gewehrfabrik** eingerichtet. Ihre Angestellten Wilhelm und Paul Mauser gründen 1872 eine eigene Firma: **Mauser** liefert Gewehre für Preußen, aber auch für Kriegsgegner wie Belgien oder Serbien, Karabiner für die deutsche Wehrmacht, aber auch Pistolen für die Sowjetunion. Nach dem Boom im Zweiten Weltkrieg wird Mauser von den Franzosen demontiert.

Die ehemaligen Mauser-Ingenieure Edmund Heckler und Theodor Koch machen sich 1949 selbstständig. Zunächst fertigt **Heckler & Koch** Teile für Nähmaschinen und Fahrräder. Die ersten Waffen liefert H&K an die Franco-Diktatur in Spanien, bald auch an die deutsche Bundeswehr, weitere Armeen und „Ordnungskräfte“ in mehr als 90 Ländern. Von H&K kommen zum Beispiel die Dienstpistolen der Luxemburger Polizei. Terroristen und Kriminelle können nicht direkt bei H&K einkaufen.

Die deutsche Bundesregierung finanziert in den **1950er Jahren** die Entwicklung des Sturmgewehrs G3 von H&K (Fotos links und rechts). Die Lizenzgebühren fließen in den Bundeshaushalt; Deutschland vergibt großzügig Nachbaugenehmigungen an den Iran, die Türkei, Saudi-Arabien und ein Dutzend weiterer Länder. Vom G3 werden mindestens 15 Millionen Stück gebaut – nach der Kalaschnikow das weltweit verbreitetste Gewehr. Überhaupt laufen während des Kalten Kriegs die Geschäfte wie geschmiert. **1985** hat H&K mehr als 2 500 Beschäftigte. Auch die DDR kauft Waffen von H&K, was aber weder in Ost noch West an die große Glocke gehängt wird.

Nach dem Fall der Berliner Mauer droht kurzzeitig der Weltfriede: Die deutsche Bundesregierung hatte in die Entwicklung des Gewehrs G11 bereits mehr als 40 Millionen Euro investiert, storniert dann aber die Aufträge. H&K ist hochverschuldet, steht **1991** vor dem Konkurs – und wird vom britischen Rüstungskonzern **BAE Systems** übernommen.

2002 wird H&K an den Investor **Andreas Heesch** verkauft. H&K kommt in die Schlagzeilen: Reklamationen von Kunden, Entlassungen, Gerichtsverfahren, Verluste. Bei einer Aktionärsversammlung am **19. Dezember 2019** wird Heesch von der Luxemburger Holding CDE des Investors **Nicolas Walewski** öffentlich angegriffen, kann sich aber zunächst behaupten. Am **15. Juli 2020** erlaubt das deutsche Bundeswirtschaftsministerium der CDE, die Mehrheit an H&K zu übernehmen. **2020** wird spannend: Die Bundeswehr soll ein neues Standard-Gewehr bekommen, als Ersatz für das bisherige G36 von H&K – ein Auftrag von rund 250 Millionen Euro. me



Dank der Luxemburger Holding Compagnie de Développement de l'Eau kann Heckler & Koch weiter die Welt mit Handfeuerwaffen versorgen

Des pertes d'emplois par millions

Le cinquième rapport de l'Organisation Internationale du Travail depuis février éclaire sur les impacts du Covid-19

Georges Canto

Un geste « chiche, choquant et humiliant » : ainsi a été qualifiée par le personnel du grossiste alimentaire suisse Aligro, la distribution, comme récompense pour les « services rendus » pendant la crise sanitaire, d'un chèque-repas de 200 CHF (185 euros) valable uniquement chez les restaurateurs clients de la société. Une faveur qui n'était pas accordée en cas d'absence, même justifiée par la maladie, Covid-19 compris, ou la garde d'enfants. En France, les employés de l'Intermarché de Miramas (entre Arles et Marseille) ont reçu au même

titre des bons d'achat de cinquante euros, uniquement utilisables dans les rayons alimentaires de leur magasin. Un geste à mettre en regard de la promesse, faite au début du confinement par les enseignes françaises de grande distribution, d'octroyer une prime de mille euros à leurs salariés pour les remercier de leur mobilisation au travail en dépit des risques. Pendant le confinement et aussitôt après, parmi les personnes qui ne pouvaient recourir au télétravail, seuls les soignants, toutes catégories confondues, ont eu droit à une

certaine reconnaissance sociale et financière, jugée insuffisante par beaucoup. En revanche les « petites mains » dont on a fait mine de découvrir l'utilité sociale, comme les caissières, les livreurs, les routiers ou les conducteurs de bus, n'en ont guère bénéficié malgré les belles promesses.

C'est dans ce contexte de relations sociales tendues qu'a été publié le 30 juin le rapport de l'Observatoire de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le Covid-19 et le monde du travail. Il s'agit de la cinquième édition depuis le début de la crise sanitaire. Les précédentes avaient déjà noté que si « les perturbations considérables causées par la pandémie sur le marché du travail concernent toutes les catégories de travailleurs, certains groupes sont particulièrement touchés ». L'OIT avait alors souligné l'impact de la crise sur les jeunes salariés et sur les travailleurs du secteur informel : ces derniers, particulièrement nombreux dans les pays en développement, ont été plus gravement touchés que lors des crises précédentes. En effet ils ont peu de possibilités de faire du télétravail et sont plus vulnérables aux mesures de confinement.

Le rapport publié le 30 juin se penche plus spécifiquement sur le cas des femmes avec « des tendances inquiétantes qui menacent d'aggraver les disparités existantes et de réduire à néant les gains récents enregistrés en matière d'égalité de genre sur le marché du travail ». Mais il présente surtout une analyse quantitative de la baisse des heures travaillées, qui selon l'OIT, « constitue un indicateur global de l'impact de la crise du Covid-19 sur le marché du travail ». La quasi-totalité des travailleurs dans le monde, soit 93 pour cent, vit dans des pays où ont été prises des mesures de fermeture des lieux de travail sous une forme ou sous une autre. Des assouplissements ont eu lieu à partir de mai, mais fin juin des restrictions importantes persistaient en Amérique du nord et en Amérique latine tandis que les obligations générales de fermeture avaient qua-

La quasi-totalité des travailleurs ont été concernés par des mesures de fermeture des lieux de travail

siment disparu en Europe, en Asie centrale, en Afrique et dans les pays arabes.

La fermeture des lieux de travail et l'application d'autres mesures de confinement, combinées à la détérioration rapide des conditions économiques, ont conduit à une chute brutale des heures travaillées entre janvier et juin 2020. La baisse est même plus forte qu'estimée dans la deuxième édition de « l'Observatoire de l'OIT » parue le 7 avril. Au premier trimestre 2020, environ 5,4 pour cent des heures travaillées dans le monde ont été perdues par rapport au trimestre précédent, ce qui équivaut à 155 millions d'emplois à temps plein (sur la base de 48 heures de travail par semaine). Sans surprise l'Asie de l'est a pesé à elle seule 61,3 pour cent de la réduction globale (95 millions d'emplois ETP) à cause de la Chine où un confinement strict est apparu dès la fin janvier. Cela représente une baisse de 11,6 pour cent des heures travaillées. L'Europe était alors moins touchée, avec une perte moyenne de 4,2 pour cent (de 3 pour cent au nord à 5,3 au sud) équivalente à six millions d'emplois tout comme l'Amérique du nord (diminution de 1,8 pour cent pour deux millions d'emplois).

Les choses ont nettement changé entre avril et juin. Au niveau mondial la baisse des heures travaillées s'est amplifiée, avec sur le deuxième trimestre une perte équivalant cette fois à 400 millions d'emplois ETP, soit 2,6 fois plus que sur les trois premiers mois. En valeur, c'est toujours en Asie que la perte a été la plus importante avec 233 millions d'emplois, soit 86,4 pour cent de plus qu'au trimestre précédent mais elle est désormais surtout concentrée dans le sud et le sud-est du continent (145 millions d'emplois en moins). En évolution, le plus fort creusement de pertes a été enregistré sur les continents américains où la destruction d'emplois est passée de onze millions au premier trimestre à 70 millions au deuxième, soit 6,4 fois plus. En Europe du nord, du sud et de l'ouest, la perte d'emplois, estimée à 29 millions d'avril à juin, a été 4,8 fois supérieure à celle de janvier à mars, une évolution proche de celle de l'Europe de l'est passée de 3 à 15 millions d'emplois perdus.

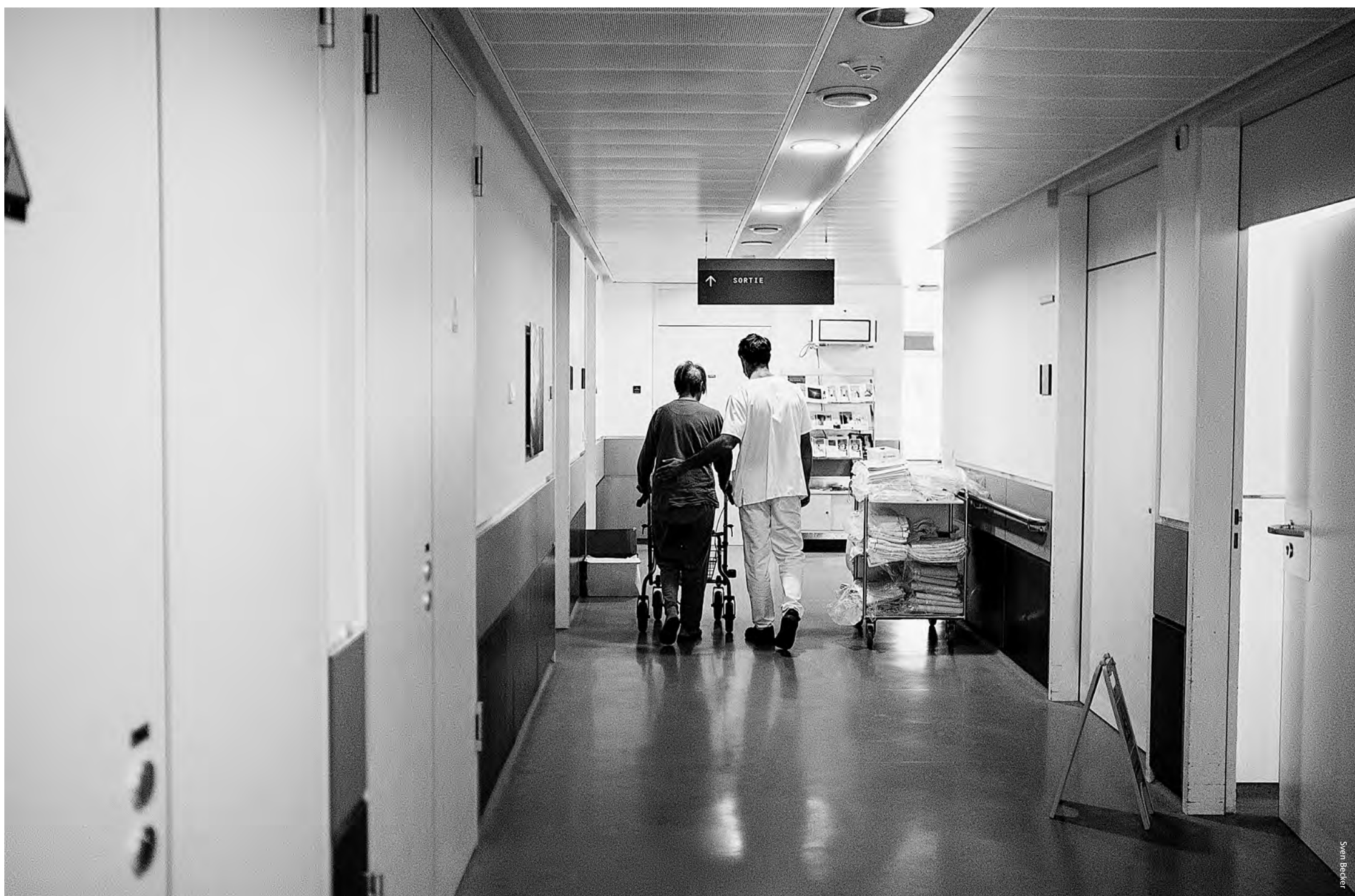
Les perspectives pour la fin de l'année 2020 ne sont pas bonnes, car « la reprise du marché du travail sera aléatoire et partielle », de sorte que les pertes en heures travaillées devraient continuer et encore représenter quelque 140 millions d'emplois à temps plein au quatrième trimestre (octobre-décembre) de cette année dans le scénario de base. Elles seraient toujours majoritairement localisées en Asie (57 pour cent), mais la part des Amériques et de l'Europe devraient légèrement augmenter (totalisant un tiers des pertes contre 29 pour cent d'avril à juin). Cependant, selon une version pessimiste, qui suppose une deuxième vague de la pandémie avant la fin de l'année, la perte en heures travaillées équivaldrait à 340 millions d'emplois à temps plein au dernier trimestre, soit deux fois et demi plus, avec une répartition assez semblable selon les pays. Même si l'on suit un scénario optimiste, fondé sur une reprise économique rapide, les heures de travail dans le monde ne reviendraient pas au niveau d'avant la crise : elles se situeraient en décembre 2020 à un niveau inférieur de 1,2 pour cent à celui de fin 2019 soit tout de même la perte de quelque 34 millions d'emplois dans le monde, sauf dans les pays arabes et en Afrique.

Les femmes en première ligne

La crise économique née du Covid-19 a touché plus fortement les femmes que les hommes, pour quatre raisons majeures selon l'OIT. Elles sont nombreuses à travailler dans des activités gravement touchées par la crise, notamment les services. Entre 45 et 59 pour cent, selon les régions du monde, de celles ayant un emploi exercent dans les secteurs très affectés comme l'hôtellerie et la restauration ou le commerce de détail, contre 33 à 42 pour cent des hommes. De plus elles y travaillent souvent de manière informelle (42 pour cent contre 32 pour les hommes). Les mesures de confinement ont rendu très vulnérables les femmes qui exercent une activité professionnelle dans le travail domestique. Le nombre de celles risquant de perdre leur emploi et leur revenu était estimé en juin 2020 à 37 millions (soit la moitié de tous les personnels domestiques). Comme il s'agit surtout d'immigrées, leur vulnérabilité est accrue par la faiblesse de la protection sociale dans les pays hôtes et par l'impossibilité de pouvoir rentrer chez elles en cas de confinement et d'interdictions de voyager.

Dans le monde, les femmes représentent plus de 70 pour cent des personnes employées dans le secteur de la santé et de l'action sociale, jusqu'à 80 pour cent dans les régions les plus développées. Avant la crise elles y occupaient déjà des emplois moins qualifiés et moins bien payés que les hommes. Pendant la crise sanitaire, elles ont dû en plus affronter des conditions de travail très pénibles (horaires, stress, manque de moyens) et parfois dangereuses en raison des risques accrus de contamination, surtout dans les pays pauvres. Enfin, alors qu'en temps normal, les femmes assurent déjà environ les trois quarts des « soins non rémunérés » (assistance aux proches notamment aux enfants) elles ont été frappées de plein fouet par la fermeture des crèches et des écoles, sans pouvoir compter sur des personnes plus âgées au sein de la famille pour cause de confinement. La situation des mères célibataires (près de 80 pour cent des parents isolés) était souvent critiquée quand elles devaient continuer à travailler, même à distance.

L'OIT, qui a également relevé les risques accrus de violences domestiques durant la crise, s'inquiète de la diminution plus rapide de l'emploi des femmes. Dans un pays aussi avancé que le Canada, il a chuté de 15,5 pour cent de mai 2019 à mai 2020, soit 3,7 points de plus que celui des hommes. Aux États-Unis, il a baissé de 13,8 pour cent, deux points et demi de plus que chez les hommes. gc



Les « petites mains » dont on a fait mine de découvrir l'utilité sociale, comme les soignants, les caissières, les livreurs, les routiers ou les conducteurs de bus, n'ont guère bénéficié des belles promesses

Cas de figure

Selon l'OIT « se concentrer seulement sur le chômage constitue une vision trop limitée pour évaluer l'impact de la pandémie sur le marché du travail », car les pertes en heures travaillées recouvrent quatre situations :

- 1/ Les horaires raccourcis : baisse de la moyenne des heures hebdomadaires travaillées par comparaison avec la situation d'avant la crise.
- 2/ L'occupation d'un emploi sans effectuer aucun travail : ce cas recouvre également celui des salariés absents de leur travail de manière temporaire (comme les personnes en chômage partiel ou en arrêt maladie).
- 3/ Le chômage au sens habituel du terme : personnes sans emploi et en recherchant un.
- 4/ L'inactivité : retrait de la population active.

Il existe des différences considérables dans la composition des pertes d'heures travaillées selon les pays. Au Royaume-Uni en mars et avril, les cas des personnes ayant un emploi mais ne travaillant pas représentaient 73 pour cent des pertes d'heures de travail. La proportion était beaucoup plus faible au Canada (48 pour cent) et surtout aux États-Unis (24 pour cent) : dans ce pays le chômage de millions de salariés et les retraits d'activités étaient responsables des deux tiers de la diminution des heures travaillées. En Corée c'est la réduction du temps de travail qui a été privilégiée (56 pour cent des pertes). Au Canada la proportion liée à la mise en retrait de la vie active est assez élevée (28 pour cent). gc

Kurze Chronik der Spanischen Grippe in Luxemburg

„Loosst déi jong Leit liewen! Loosst déi al Leit stierwen!“



US-Amerikanische Truppen bei einem Konzert in Echternach am Ende des Ersten Weltkriegs 1918

Marie-Paule Jungblut

„Loosst déi jong Leit liewen! Loosst déi al Leit stierwen“ sangen die Kinder, als sie am Vorabend des Sankt Blasius Festes 1919 in der Hauptstadt Luxemburg von Haus zu Haus zogen und mit dem Volkslied *Léiwé Herrgottsbliessen* um Süßigkeiten baten. Der Vers beschreibt die sanitäre Situation, in der sich das Großherzogtum Luxemburg im Februar 1919 befand, sehr treffend. Die dritte Welle der Spanischen Grippe, die Schätzungen des Medizinhistorikers Henri Kugener zu Folge insgesamt etwa 2 300 Menschen in Luxemburg das Leben kostete, hatte das Land fest im Griff. Mehr und mehr ältere Menschen starben, während die Kinder die Krankheit gut überstanden.

Zeitgenössische ärztliche Berichten und Zeitungsartikel erlauben es uns, den Verlauf der Spanischen Grippe und den Kampf gegen die Pandemie 1918/19 in Luxemburg nachzuzeichnen.

Die Grippe im Anmarsch

Über die Frage, ob der amerikanische Soldat Albert Gitchell, der sich am Morgen des 4. März 1918 in Camp Funston, Kansas über Fieber, Kopf- und Halsschmerzen beklagte, Patient 0 der Spanischen Grippe war, diskutieren Epidemiologen und Seuchenhistoriker seit Bekanntwerden der Krankheit. Diese Frage interessiert uns nur insofern, als das Auftreten der Krankheit 1918 in Zusammenhang mit dem Transport von deutschen Kriegstruppen stand, die sich in den Schützengräben der Westfront, wo sich die Krankheit seit Mitte April ausgebreitet hatte, angesteckt hatten. Im Bericht des medizinischen Sanitätsinspektors des Kantons Capellen und Arzts der Eisenbahngesellschaft Guillaume Luxembourg, Dr. Felix Arend, heißt es, dass die Seuche Ende Juni durch das „Militär resp. durch die über unsere Grenzen hinausfahrenden Eisenbahner eingeschleppt“

worden sei. In ihrer Lokalrubrik notierte die *Obermoselzeitung* lakonisch: „Hollerich, 10. Juli. Die sogenannte spanische Krankheit hat ihren Weg nun auch zu uns gefunden. Zahlreiche Fälle sind bereits ärztlicherseits festgestellt.“ Den Namenszusatz „spanisch“ verdankte die Grippe der Erkrankung des spanischen Königs Alfons XIII. und seines Kabinetts Ende Mai des gleichen Jahres. Während die Medien der kriegsführenden Nationen Nachrichten zurückhielten, die die Moral ihrer Landsleute destabilisieren konnten, durfte die Presse des neutralen Spaniens vergleichsweise unzensuriert über die neue Krankheit und über die Maßnahmen, die spanische Ärzte dagegen ergriffen, berichten.

Als erstes Luxemburger Todesopfer galt der „Arbeiter und Friseur“ Franz Feller aus Neudorf, den die *Obermoselzeitung* als „Muster eines sorgsam Hausvaters und Vater von

Als erstes Luxemburger Todesopfer galt der „Arbeiter und Friseur“ Franz Feller aus Neudorf, den die *Obermoselzeitung* als „Muster eines sorgsam Hausvaters und Vater von fünf kleinen Kindern“ beschrieb

fünf kleinen Kindern“ beschrieb. Feller starb am 5. August 1918 nach einer zweitägigen doppel-seitigen Lungenentzündung.

Die drei Wellen

Die Spanische Grippe verbreitete sich in drei Wellen. Wie überall auf der Welt verlief die erste Welle im Frühsommer 1918 auch in Luxemburg relativ leicht und wurde wohl deshalb auch nicht im Bericht des medizinischen Kollegiums zur sanitären Lage Luxemburgs 1918 erwähnt. 1919 charakterisierte Sanitätsinspektor Arend die Grippe als „anfänglich gutartiger Natur“ und hielt fest, dass die meisten Betroffenen ihre Arbeit nach vier bis fünf Tagen wieder aufnehmen konnten. Im Kanton Clerf schien die Grippe, die vereinzelt und harmlos auftrat, im

(Fortsetzung auf S. 12)

(Fortsetzung von S. 11)

August erloschen zu sein. Allein der Sanitätsinspektor des Kantons Esch/Alzette, Dr. Pierre Metzler, beschrieb die frühsummerliche Epidemie bereits als sehr heftig. Das mag damit zusammenhängen, dass die Stadt Bettemburg als Eisenbahnknotenpunkt, der Luxemburg mit der Westfront verband und in der viele Zugführer wohnten, zum dicht besiedelten Kanton Esch/Alzette gehörte. Sanitätsinspektor Arend meinte im Nachhinein auch festgestellt zu haben, dass Orte mit militärischer Besatzung heftiger und länger von der Krankheit heimgesucht worden seien als Gegenden ohne Militärpräsenz.

Aufgrund der Unterschätzung der Gefahr, die von der Influenza ausging, traf ihre Rückkehr Luxemburg im August 1918 weitgehend unvorbereitet. Infolge der durch die Krankheit bedingten Komplikationen, zu denen „Entzündungen resp. Eiterungen der Lungen, des Herzens, der Gewebe, der Gelenke, der Nerven, des Gehirns, des Darmes, also fast aller Organe [gehörten und] die häufig in einigen Tagen, manchmal blitzartig zum letalen Ende führten“, wurde sie, um es mit den Worten von Felix Arend auszudrücken, innerhalb eines Monats zum „Schreckgespenst“. In der Abgeordnetenversammlung war die Krankheit kein Thema. Sie fand lediglich am 25. Oktober 1918 im Zusammenhang mit der krankheitsbedingten Lahmlegung des Friedensgerichts in Esch/Alzette Erwähnung. Bereits am 18. Oktober 1918 hatte das *Tageblatt* die Regierung aufgefordert, einzugreifen, um die „nicht Infektierten“ zu schützen: „Es steht viel, sehr viel auf dem Spiel und könnten sich Gleichgültigkeit und Bürokratismus bitter rächen. Es heißt rasch handeln.“ Die Grippe bedingten Krankmeldungen belasteten die ohnehin durch den Krieg geschwächte Wirtschaft. Am 23. Oktober 1918 berichtete das *Luxemburger Wort*, dass im Düdelinger Hüttenwerk nur noch drei von sechs Hochöfen in Betrieb seien. Arbeiterentlassungen seien jedoch nicht erfolgt.

Nach dem vorläufigen Abflauen der Grippe im Dezember 1918 überrollte die dritte Welle der Krankheit Luxemburg zwischen Februar und April 1919.

Spekulationen über den Krankheitserreger

Aufgrund seiner Winzigkeit war der Erreger der Spanischen Grippe unter den 1918 in der Bakteriologie gängigen optischen Mikroskopen nicht zu sehen. Erst das Anfang der 1930er-Jahren von den Deutschen Max Knoll und Ernst Ruska entwickelte Elektronenmikroskop ermöglichte die Sichtbarmachung von Viren. Der für die Spanische Grippe verantwortliche Influenza-A-Virus H1N1 wurde 1943 erstmals optisch erkannt. In den Sanitätsberichten und in der Presse tauchte der Begriff Virus dennoch immer wieder auf. Er wurde als Sammelbezeichnung für viele Arten von Krankheitsüberträgern gebraucht.

Die Erklärungen von Luxemburger Sanitätsinspektoren zu den Krankheitsursachen spiegeln den damaligen bakteriologischen Wissensstand wider. Der Sanitätsinspektor des Kantons Mersch, Dr. Victor Dasburg, meinte, dass man es mit „einer septischen Blutkrankheit, für deren Auftauchen wahrscheinlich das Kriegselend und die Verwesungen auf den Schlachtfeldern anzuschuldigen“ seien, zu tun habe. Dasburg vermutete also, dass es sich bei der Krankheit um eine Blutvergiftung handelte. Der für die Kantone Diekirch und Vianden zuständige Sanitätsinspektor Dr. Jean Boever war der Meinung, es handle sich „bei den Schwerkranken [...] um eine Mischinfektion durch Influenzabazillen mit Streptokokken, wodurch disseminierte Eiterherde in den Körperorganen entstanden, sehr oft mit letalem Ausgang.“ Seine Erklärung griff auf die seit der Russischen Grippe von 1892 gängige Theorie über das *Haemophilus influenzae*-Bakterium aus Nasen- und Rachenraum zurück, das man bei vielen Grippetoten entdeckte.

Der Luxemburger Schularzt Dr. Eugène Giver, der in seinem Sonderbericht über die Situation in den hauptstädtischen Grundschulen unterstrich, dass seine Äußerungen auf Beobachtungen fußten, befand, dass es sich um zwei unterschiedliche Infektionen handeln müsse. Die erste werde von einem „virus fixe“ übertragen, der sich auf die beim Sprechen, Niesen und Husten freigesetzten Tröpfchen „fixiere“ und sich dann in der Nase, im Rachen und in der Luftröhre festsetze. Die zweite Erkrankung, die er als „grippe nerveuse“ bezeichnete, und von der wir heute wissen, dass es sich um eine Hirnhautentzündung handelte, die häufig als Sekundärinfektion der Grippe beobachtet wurde, führte er auf einen frei in der Luft schwebenden Erreger zurück.

Volkversammlungen, die im Zusammenhang mit dem Waffenstillstand vom 11. November 1918 stattfanden, trugen sicher ebenso zur Verbreitung der Krankheit bei wie die politischen Demonstrationen der unmittelbaren Nachkriegszeit

Der damalige Direktor des 1900 in Luxemburg per Gesetz gegründeten praktischen bakteriologischen Laboratoriums, Dr. August Praum, hatte an bakteriologischen Weiterbildungen am Robert Koch-Institut in Berlin und am Pariser Pasteur-Institut teilgenommen. Beide Institute gehörten 1918 zu den weltweit führenden Zentren für die Erforschung von Infektionskrankheiten. Die luxemburgische Presse berichtete über Forschungserfolge aus Paris. Am 1. No-

vember 1918 schrieb das *Luxemburger Wort*, das Pasteur-Institut habe ein Serum gegen die Komplikationen der Grippe in der Luftröhre und in der Lunge gefunden. Das Blatt bezog sich wahrscheinlich auf den Selbstversuch des Arztes René Dujarric de la Rivière. Dieser hatte sich das filtrierte Blut eines Influenza-Patienten von einem Kollegen injizieren lassen. Der Forscher erkrankte daraufhin, genas und reagierte anschließend negativ auf den filtrierten Auswurf eines Grippe-Kranken, den er sich in den Rachen pinselte. Aus diesem Experiment schloss er, dass ihn das eingespritzte Serum immunisiert hatte. Aus heutiger Perspektive wissen wir, dass er nicht durch das injizierte Blut erkrankt war, sondern dass er sich wahrscheinlich bei dem Kranken, dem er das Blut für sein Experiment entnommen hatte, über die Atemwege angesteckt hatte.

Der Verlauf der Krankheit

Der Bericht des Schularztes der Gemeinde Luxemburg liefert uns einen Einblick darüber, wie zeitgenössische Ärzte den Verlauf der Krankheit bei Erwachsenen und Kindern wahrnahmen. Als einzige Gemeinsamkeit stellte Giver fest, dass die Krankheit bei allen Betroffenen plötzlich und mit ungewohnter Heftigkeit ausbrach und die Opfer von einer tiefen Mattigkeit befallen wurden. Auf zwei bis drei Tage Krankheit folgte bei den Schulkindern eine ebenfalls zwei bis dreitägige Rekonvaleszenz. Insgesamt verlief die Krankheit sehr gutartig und harmlos: „D'emblée, la grippe infantile prend le caractère mixte de catarrhale, nerveuse (et gastro-intestinale) avec céphalée, mal de gorge et toux (plus rarement de colique et de diarrhée).“ Komplika-

kationen waren, wenn auch nicht absolut unbekannt, so doch zumindest sehr selten. Rückfälle stellte der Schularzt keine fest. Anders verhielt es sich bei den Erwachsenen, „où l'épidémie grippale à un moment donné, prenait des allures catastrophales et où il y a eu même de nombreux cas de mort foudroyante.“

Der Bericht des Ärztekollegiums bestätigte Givers Aussage: [La grippe] a été bien meurtrière, et elle a fait des ravages surtout parmi la classe ouvrière sur la brèche, et les adultes imprévoyants. Nous la retrouvons en 1919 avec un second retour offensif, très violent encore.“ Sanitätsinspektor Arend stellte fest, dass niemand vor der Krankheit geschützt sei. Er notierte, dass viele Einwohner des Kantons Capellen „zweimal, manche sogar dreimal [davon befallen worden seien]. Anfänglich [seien] ältere Leute sowie Kinder unter 12 Monaten verschont [geblieben], später jedoch [seien] auch diese und zwar nicht zu leicht davon ergriffen [worden]. Daß die Unterernährung beim tödlichen Ausgange eine gewisse Rolle [spiele, sei] nicht zu leugnen, doch [seien] Todesfälle bei den bestgenährten und den kräftigsten Leuten nicht allzu selten gewesen. Während der Genesung [spiele] die [kriegsbedingte] Unterernährung eine große Rolle indem viele, selbst leichte Fälle sich Wochen, ja Monate lang bis zur vollen Genesung“ hinzögen.

Die Eindämmung der Grippe

Am 9. August 1918 empfahl die *Obermoselzeitung* ein Hausmittel, das in einem Leserbrief, der in einem „englischen Blatt“ veröffentlicht worden war und den Verfasser 1912 in Schott-



land vor der damals dort grassierenden Grippe geschützt haben soll. Es bestand im „Schnupfen von Tabak, der mit großer Geschwindigkeit die heimtückischen Bazillen in der Entwicklung“ hemmen und vernichten sollte. Die Zeitung *L'indépendance luxembourgeoise* berichtete am 14. März 1919, dass sich die Pariser Akademie der Wissenschaften mit Methylenblau als Grippemittel auseinandersetzte. Der Metzger Arzt Dr. Blum behauptete, er habe es in 250 Fällen erfolgreich eingesetzt. Blum bevorzugte die intravenöse Injektion. Die Einnahme des Medikaments über den Mund führe zu Verdauungsproblemen und die intramuskuläre Injektion sei häufig schmerzhaft, so der Arzt. Methylenblau wurde unter anderem als Malariamittel eingesetzt. Beiden Mitteln war gemeinsam, dass sie nichts gegen die Krankheit bewirkten.

Am 2. November 1918 veröffentlichte ein unbekannter Autor im *Luxemburger Wort* „Schutzmaßnahmen gegen die Grippe“. Die Ratschläge zum persönlichen Schutz von Kranken und Gesunden lauteten: „Beim Husten und Niesen halte dir ein Taschentuch vor den Mund. Beim Sprechen bleibe wenigstens einen halben Meter von deinem Gegenüber entfernt und dulde auch nicht, daß jemand beim Sprechen näher an dich heranrückt. In der Elektrischen oder auf der Plattform, im Theater u. s. w. unterhalte dich überhaupt nicht; lassen sich kurze Besprechungen im engen Raum nicht vermeiden, dann sprich nicht in deinen Nebenmann hinein, sondern an ihm vorbei und wenn er sich beim Sprechen beharrlich dir zukehrt, dann wende das Gesicht ab.“

Die Grippe betraf die Kommunen des Landes nicht gleichzeitig und nicht mit der gleichen Heftigkeit, so dass die Eindämmungsmaßnahmen unterschiedlich ausfielen. Die Sanitätsinspektoren ordneten das Verbot von Ansammlungen und das Schließen von Schul-, Tanz-, Konzert- resp. Versammlungssälen an. Die Volkversammlungen und Lampion-Umzüge, die vielerorts in Luxemburg im Zusammenhang mit dem Waffenstillstand vom 11. November 1918 stattfanden, trugen sicher ebenso zur Verbreitung der Krankheit bei wie die politischen Demonstrationen der unmittelbaren Nachkriegszeit. Insgesamt beklagte Sanitätsinspektor Arend, dass Verhütungsmaßnahmen wie der Besuch von Tanz-, Konzert- und anderen Versammlungssälen vielfältig außer Acht gelassen worden seien. Die Schließung der Lokale konnte deshalb auf die Dauer nicht beibehalten werden. Das antiklerikale *Tageblatt* wunderte sich am 4. November 1918, warum der protestantische Tempel und die Synagoge „behördlicherseits“ wegen der Ansteckungsgefahr geschlossen worden seien, während die katholischen Kirchen unentwegt geöffnet blieben. Der unbekannte Schreiber spottete: „Es wäre ja eine schöne Sache, wenn das Betreten letzterer gegen Krankheitserreger immunisieren würde.“

In dem vom *Luxemburger Wort* am 2. November 1918 veröffentlichten Schutzmaßnahmenkatalog hieß es weiter: „Besondere Gefahr entsteht, wenn viele Personen in demselben Raume lange Zeit zusammen bleiben oder gar schlafen müssen, wie in Schulen oder Kasernen. Beim Herrschen einer so weit verbreiteten Krankheit, wie es zurzeit die Grippe ist, kann der Unterricht nur dann aufrecht erhalten werden, wenn es möglich ist, die Schüler mindestens 1 Meter weit auseinander zu setzen. Es kommt dabei gar nicht darauf an, ob in der Klasse viele Schüler wegen Krankheit fehlen, weil der Verdacht besteht, daß gerade unter den Kindern leichte Fälle von Erkrankungen vorkommen. Dann muß damit gerechnet werden, daß unter den Kindern besonders viel Bazillenträger sind, die die Krankheitserreger verschleppen.“

Mancherorts erfolgte die Schließung der Schulen anfänglich auf die eigenmächtige Anordnung der Bürgermeister, wie der Sanitätsinspektor des Kantons Mersch, Dr. Dasburg, in seinem Bericht festhielt. Die Ortsvorsteher wurden in dem Fall von Schulinspektoren auf den korrekten Instanzenweg über die Sanitätsinspektoren hingewiesen. Mit der Schließung der Grundschulen im Anschluss an den Grippöhepunkt Mitte Oktober 1918 bis Januar 1919 ging die Zahl der kindlichen Grippefälle



US-Leutnant N. H. Lang behandelt in der Krankenstation des Medical Corps in Hollerich einen Patienten



An der Spanischen Grippe leidende Soldaten in einem Lazarett in Hollerich

in der Stadt Luxemburg drastisch zurück. Nach der Öffnung der Schulen kam es im Februar 1919 zu einer erneuten Welle, die Schätzungen des Schularztes Dr. Giver zufolge etwa 30 Prozent der Grundschüler betraf. Die Krankheit verebbte während der Osterferien, nachdem sich seit dem Herbst 1918 ungefähr 1 900 Schulkinder angesteckt hatten. Diese Zahl entsprach 80 Prozent der Grundschüler.

„Bei der großen Zahl der Erkrankten und bei dem in der weitaus überwiegenden Mehrzahl der Fälle leichten Verlauf der Krankheit ist es nicht möglich, alle Kranken ins Krankenhaus zu bringen“, schrieb der Autor des bereits erwähnten Artikels im *Luxemburger Wort* vom 2. November 1918. Aufgrund der Präzision seines Textes dürfen wir annehmen, dass er über medizinische Kenntnisse verfügte. Er wies darauf hin, dass Personen mit leichter Grippe ebenso ansteckend seien wie Schwerkranke mit Lungenentzündung. Da der Kranke mit Lungenentzündung aber häufiger huste und die „Teilnahme“ seiner Angehörigen und Freunde eher herausfordere, unterstrich der Schreiber, ins Krankenhaus gehöre nur, wer mit der Pflege zu tun habe und forderte Krankenbesuche zu verbieten. Wenn der Kranke zu schwach sei, um jedes Mal beim Husten ein Taschentuch vor den Mund zu halten, empfahl er, in Mundhöhe quer über das Bett ein Mundtuch zu spannen, an dem die Bakterien hängen blieben und „anklebten“. Dass er das Tränken des Tuches in einer Desinfektionslösung zum Schutze des Umfelds für unnötig hielt, hing vielleicht teilweise damit zusammen, dass es dem staatlichen Desinfektionsdienst 1918 beinahe unmöglich war, sich das damals übliche wasserlösliche Desinfektionsmittel Lysol zu beschaffen, wie der Direktor des bakteriologischen Laboratoriums in seinem Jahresbericht vom 31. Dezember 1918 festhielt. Praum unterstrich zwar, dass man auf die Reserven der vorherigen Jahre habe zurückgreifen können und die Desinfizierungsmaßnahmen nicht unter der Knappheit gelitten hätten, erwähnte aber auch, dass Ersatzmittel in den Einsatz gekommen seien. Ebenso wie der Leiter des Pasteur-Instituts Emile Roux befand Praum, dass die Desinfektion von Räumen für Patienten mit ansteckenden Krankheiten bis zu einem gewissen Grad überflüssig sei, wenn sie täglich mit Sägemehl gekehrt würden, das leicht mit einer Lösung von Kalkchlorid angefeuchtet wurde. Er empfahl dennoch, die Möbel sowie die Böden und die Holzverkleidungen der Räume von Zeit zu Zeit zusätzlich mit einer zweiprozentigen Lysollösung oder mit einem Bleichmittel (*Eau de Javel*) zu reinigen. Die Wäsche der Kranken sei in gut verschlossenen Behältern oder zumindest in Säcken zu sammeln. Vor dem Waschen müsse sie für einige Stunden in eine zweiprozentige Kresollösung getaucht werden. Das Stroh der Matratzen sowie Gegenstände von geringem Wert sollten verbrannt, Besteck und Geschirr abgebrüht werden. Patienten mit Masern, Scharlach, Diphtherie, Grippe und Hirnhautentzündung seien durch ihre nasalen, bukkalen und pharyngealen Sekrete besonders ansteckend und müssten isoliert werden.

Die Bilanz der Grippe

Über die Anzahl der Infizierten und Todesopfer der Spanischen Grippe in Luxemburg gibt es keine offiziellen Statistiken. Die „neue“ Krankheit gehörte nicht zu den Seuchen, die auf Basis eines großherzoglichen Beschlusses vom 22. Juni 1902 und ministeriellen Verordnungen von 1902 und 1904 von der Bürokratie erfasst wurden. Informationen über die Krankheit konnten nur auf freiwilliger Basis zusammengetragen werden. Am 5. No-



US-Soldaten in einem Basislazarett der 5. Division der US-Armee in Hollerich

Nach der Öffnung der Schulen kam es im Februar 1919 zu einer erneuten Welle

vember 1918 veröffentlichte der Medizinalinspektor, Dr. August Weber, eine Anzeige im *Luxemburger Wort*, in der er die Eltern schulpflichtiger Kinder „höflichst“ bat, den betroffenen Schulleitungen über folgende Punkte Auskunft zu geben: „1. Zahl der schulpflichtigen Kinder. 2. Zahl der an Grippe erkrankten Kinder. 3. Zahl der Erwachsenen: Seit wann sind sie fieberfrei? 4. Zahl der tödlich verlaufenen Fälle. 5. Zahl der noch nicht erkrankten Kinder.“ Die Schulleitungen wurden aufgefordert, diese Angaben an ihn weiterzuleiten. Am 3. Oktober 1918 hatte die linksgerichtete *Volks-tribüne* gehöhnt: „Um die ‚spanische‘ Krankheit zu vertreiben, lasse man sie von einer neu zu gründenden Gesellschaft ‚restlos‘ erfassen und darauf einen Höchstpreis dafür festsetzen. Nach den bisherigen Erfahrungen ist die Krankheit dann im Nu verschwunden.“

Die Berichte der kantonalen Sanitätsinspektoren geben teilweise Aufschluss über die Opferzahlen. Im Kanton Esch/Alzette waren die meisten Erkrankten zwischen 20 und 40 Jahre alt und die Mortalität betrug etwa 3 Prozent. Der Sanitätsinspektor des Kantons Clerf sprach lediglich von zahlreichen Opfern. In den Kantonen Diekirch und Vianden trat die Grippe in den Herbstmonaten „massenhaft“ auf und „nahm oft einen bösartigen Charakter an. Besonders die Jugend und Kinderwelt war [dort] stark beteiligt.“ Ab November flaute die Krankheit ab. Im Kanton Redingen verbreitete sich die Epidemie erst ab Oktober, und es kam innerhalb von vierzehn Tagen zu „Massenerkrankungen“. Der betroffene Sanitätsinspektor schätzte, dass mindestens drei Viertel aller Einwohner erkrankten. „Am schwersten angegriffen wurden junge Leute, besonders im Alter von 20—40 Jahren, während ältere Personen dort häufig ganz verschont blieben oder nur

leicht erkrankten. Einen bösartigen Charakter hat aber die Krankheit während ihrer ganzen Dauer nie gezeigt.“ Todesfälle waren eher selten und auf die „so sehr gefürchtete[n] Grippe-Pneumonien“ zurückzuführen. Die Sanitätsinspektoren der Kantone Wiltz, Echternach und Grevenmacher erwähnten die Krankheit mit keinem Wort. In den Gemeinden des Kantons Remich waren die Sterbeziffern dem Sanitätsbericht nach höher als gewöhnlich.

In der Kranken-Messe der Muttergottes-Oktave von 1919 wurde der „ungezählten Opfer der Grippe“, die auf „Kirchhöfen zur Ruhe“ gebracht worden waren, gedacht. In einem an den Präsidenten der Krankenkassen der Arbed, Leo Metzler, gerichteten offenen Schreiben empörte sich der Schriftführer des Luxemburger Ärztesyndikats am 7. Juni 1919 darüber, dass die Krankenversicherungen des Arbed-Werkes Düdelingen und der Arbed-Gruben das Krankengeld von fünf Franken täglich auf 3,75 Franken heruntergesetzt hatten, um das Defizit, das ihnen durch die Grippe-Epidemie entstanden war, zu decken.

Nach ihrem Verebben 1919 verschwand die Spanische Grippe bis zum Ausbruch der Co-



Eine Station in Hollerich, die speziell für Infizierte der Spanischen Grippe eingerichtet wurde

vid-19-Pandemie weitgehend aus dem kollektiven Gedächtnis der Luxemburger Gesellschaft. Wird nun die „neue“ Grippe 2020 zu dem sanitären Luxemburger Erinnerungsort werden, zu dem es die „alte“ Grippe nicht gebracht hat? Oder wird auch sie nach anfänglicher Aufregung in den Tiefen des Bewusstseins der Betroffenen verschwinden?

Marie-Paule Jungblut unterrichtet derzeit *Public History* am Historischen Institut der Universität Luxemburg und ist *Maitre de conférences* am museologischen Institut der Universität Lüttich. 2004/05 kuratierte sie die internationale Wanderausstellung *Sei sauber. Eine Geschichte der Hygiene und der öffentlichen Gesundheitsvorsorge in Europa*.

Literatur

Allerlei. (1918). *Volkstribüne*.

Düdelingen, 23. Okt. (1918). *Luxemburger Wort*.

Esch, den 18. Oktober 1918. (1918). *Tageblatt*.

Giver. (1921). 1918. In *Mémorial* N° 93(1920). <https://doi.org/10.1007/bf02985807>

Grippe und Schulbesuch. (1918, November 5). *Luxemburger Wort*.

Hollerich, 10. Juli. (1918, Juli 12).

Obermoselzeitung.

Kurze Meldungen. (1918, November 1). *Luxemburger Wort*.

Luxemburg. - Die Grippe. (1918, November 4). *Tageblatt*.

Neudorf, 5. Aug. (1918, August 6). *Obermoselzeitung*.

Rapports sur la situation sanitaire du Grand-Duché de Luxembourg pendant l'année 1918. (1920). In *Mémorial* N° 84 (1919) (S. 1–24). Luxembourg: Victor Buck.

Schutzmaßnahmen gegen die Grippe. (1918, November 2). *Luxemburger Wort*.

Stimmen aus der Leserwelt. (1919). *Luxemburger Wort*.

Spinney, L. (2018). 1918 *Die Welt im Fieber. Wie die Spanische Grippe die Gesellschaft veränderte*. München: Carl Hanser Verlag.

Thewes, G. (2004). 1918, *die große Grippe in Luxemburg*. Ein Vortrag [von Dr. Henri Kugener] im hauptstädtischen Geschichtsmuseum. *Luxemburger Wort*.

Un remède contre la grippe. (1919). *L'indépendance luxembourgeoise*.

Wie schützt man sich gegen die Spanische Krankheit? (1918, August 9). *Obermoselzeitung*.

Zur Muttergottes-Oktave. (1919). *Luxemburger Wort*.

Chroniques de l'urgence

Pétroliers laminés, mais impénitents

Jean Lasar

Si 2020 nous a enseigné une chose, c'est bien à quel point les problématiques climatiques, sanitaires et d'équité sont entremêlées. Beaucoup ont compris cette année combien l'aventure humaine repose sur des paris aventureux et soigneusement occultés. Dans ce contexte délétère émerge ces jours-ci l'impénitence des pétroliers, gaziers et charbonniers, qui, depuis des décennies, veulent nous convaincre qu'une consommation débridée de leurs produits est indispensable à notre bonheur. Les rapports d'activité des majors pétroliers pour le premier semestre 2020 sont édifiants. Chiffres d'affaires en berne, bénéfices fondus (Total, Shell) voire pertes nettes (Exxon, Chevron), la pandémie est passée par là. Pour autant, ceux qui espéraient que, conjuguée à la prise de conscience de plus en plus répandue de l'acuité des enjeux climatiques, la pandémie contraindrait ces groupes à revoir leur stratégie en sont pour leurs frais.

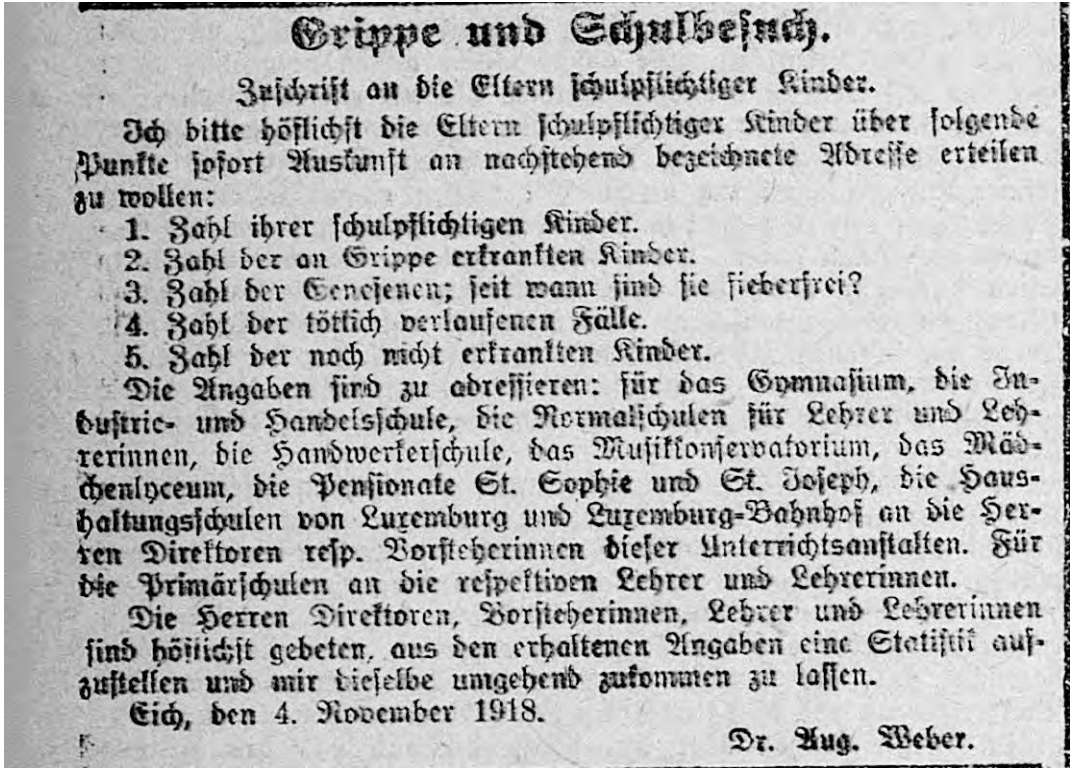
Ainsi, Total a certes choisi de reclasser comme « actifs inexploitable » (*stranded assets*) des réserves, la plupart dans les schistes bitumineux canadiens, qui figuraient à son bilan pour un montant de huit milliards de dollars, reconnaissant qu'elles ne seraient pas mises en production avant 2050. Shell a annoncé début juillet vouloir défalquer pour un montant allant jusqu'à 22 milliards de tels actifs, et BP a

évoqué un chiffre situé entre treize et 17,5 milliards. Il s'agit en réalité de menue monnaie : selon une estimation du *Financial Times*, le total des « stranded assets » des groupes d'hydrocarbures s'élève à 900 milliards de dollars, soit un tiers de leur capitalisation boursière actuelle. Mieux, s'il s'agit de limiter effectivement le réchauffement à 1,5°C, comme les nations du monde s'y sont engagées du bout des lèvres, c'est 80 pourcent de leurs réserves qu'elles devront se résoudre à laisser dans le sous-sol.

Et surtout, au-delà des pieuses paroles sur leurs intentions d'investir dans les énergies renouvelables, la plupart de ces grands groupes n'envisagent pas, officiellement du moins, vouloir réduire la voilure au cours des prochaines années. Neil Chapman, d'Exxon, a reconnu que l'actuel trou d'air que connaît son groupe est sans précédent, mais s'est dit confiant qu'il surmonterait « les défis de l'environnement actuel comme nous avons surmonté les défis du passé ». Pour eux, le Covid-19 n'est qu'un nid-de-poule sur une route qui reste, par ailleurs, dégagée jusqu'à au moins 2030. Exception sans doute annonciatrice d'une inflexion à venir, BP a déclaré cette semaine s'attendre à une baisse de quarante pour cent de sa production d'ici la fin de la décennie par rapport à 2019. Comme le monde reste hypnotisé par la

La déconfiture progressive des majors va prendre la forme de dépréciations ou de retouches comptables

chimère d'un retour à la normalité carbonée, la déconfiture progressive des majors va prendre la forme, au fil de leurs résultats trimestriels, de dépréciations, radiations d'actifs et autres retouches comptables. Soyons clairs : une perception rationnelle de nos perspectives de survie sur cette planète aurait dû sonner le glas de ces dinosaures il y a longtemps.



Artikel im *Luxemburger Wort* am 11. November 1918

Zu Gast

Solidaritätspakt mit wem?

Gary Diderich

Die Reform des Mietgesetzes sieht einen Solidaritätspakt zwischen WG-Bewohner*innen vor. Die Solidarität soll aber zwischen den Schwächsten auf dem Wohnungsmarkt spielen, anstatt zwischen Denen-die-haben und Denen-die-brauchen. So als würde sich Solidarität in Corona-Zeiten nur zwischen Risikopatienten abspielen. Die ungleiche Verteilung der Möglichkeiten zieht sich seit Jahrzehnten durch die gesamte Wohnungsbaupolitik und wird durch aktuelle Projekte nur kosmetisch verschönert, die Grundausrichtung bleibt. Besitz wird in Luxemburg massiv durch die öffentliche Hand bezuschusst. Von rund 600 Millionen Euro Wohnungsbeihilfen an Bürger*innen kommen den Mieter*innen nur sieben Millionen für den Mietzuschuss und 37 000 Euro für die Mietgarantie an direkten Hilfen zu Gute. Wenn die Steuernachlässe und Beihilfen zur energetischen Sanierung hinzugerechnet werden, wird die Diskrepanz noch größer und sie nimmt auch zwischen kapitalstarken Eigentümer*innen und kleinen Hausbesitzer*innen zu. Das Prinzip „wer-hat-kann-noch-mehr-kriegen“ wird durch den *Incentive*-Ansatz bei Subventionen, wie auch bei der Evaluation der Kreditwürdigkeiten durch die Banken, verstärkt.

Mit einer Rendite von fünf Prozent auf dem in eine Wohnung investiertes Kapital (gegenüber null Zinsen auf dem Sparkonto) wird Wohnen immer mehr zur Ware und immer weniger zu einem Grundrecht für alle. Dazu kommt, daß das letzte Woche deponierte Gesetzesprojekt weder die fünf Prozent herabsetzt, noch die Subventionen aus dem investierten Kapital herausrechnet. Vielmehr wird die Philosophie vom Gesetz von 2006 bezüglich des investierten Kapitals total verwässert. Es wird als Präzisierung des Begriffs des investierten Kapitals verkauft, ist in Wahrheit aber ein Türöffner für weitere Schlupflöcher, um an dem real investierten Kapital für Kauf und Bau vorbeizukommen. Was sonst ist die Begründung, bei einer gratis Weitergabe des Wohnungseigentums, den Wert ohne Aufwertung der Wohnung an den Marktwert anzugleichen?

Fast nebensächlich wird mit folgendem Satz ein neues Prinzip eingeführt, welches wieder einmal nur denen zu Gute kommt, die schon viel haben und im Grunde keine weiteren Hilfestellungen vom Staat benötigen: „Toutefois, en cas d’acquisition à titre onéreux ou gratuit, le prix d’acquisition indiqué dans l’acte authentique translatif de propriété respectivement la valeur indiquée dans la déclaration de succession, et les frais en relation avec l’acte respectivement la déclaration, sont présumés correspondre au jour de la signature de l’acte au capital investi, réévalué et décoté.“

Das Gesetz von 2006 hatte ein sinnvolles Ziel, nämlich die Eigentümer dazu zu bewegen, in ihr Haus zu investieren. Mit der erwähnten Passage des Gesetzes wird dies komplett verwässert. Es reicht dann, die Wohnung an ein Familienmitglied zu verschenken damit die Miete für eine Wohnung in Luxemburg-Stadt legal z.B. von 114 Euro (ohne Investitionen seit 1931) bis 268 Euro (bei regelmäßigen Investitionen) auf über 3 000 bis 4 000 Euro erhöht werden kann. Vielen die nicht das Glück haben ein paar Wohnungen in den Schoss gelegt zu bekommen, bleibt also nichts anderes übrig als in WG's zu wohnen. Um auch diese Entwicklung im Sinne der Vermieter*innen zu gestalten, werden die WG-Bewohner*innen gezwungen solidarisch zu sein; fällt eine Person aus und bezahlt keine Miete, müssen die anderen mitbezahlen. Somit bekommen die Gemeinden, die gegen Wohngemeinschaften in den Kampf ziehen, neben der missbräuchlichen Anwendung des PAGs und willkürlicher Anmeldepraktiken (WG-Bewohner in Esch werden beispielsweise im Warteregister ohne Rechte geparkt), noch ein weiteres Instrument an die Hand damit sie keine Risikopatienten mehr bei sich aufnehmen müssen.

Marketing

E Land muss sech verkaufen
An der Corona-Zäit.
Et steet op roude Lëschten
An ass ze kleng fir Sträit.

De Noper huet seng Grenzen;
E mécht se zou an op.
Déi Säit vun eiser Musel
Do späizen s’ eis an d’Zopp.

De Lex schwätzt vu „promoten“,
Well dat d’Horesca freet.
En huet e neie Label;
Wien englesch kann, versteet.

De Jang dierf net méi reesen;
E mécht alt wat e kann:
„Ein Land sind wir mit Menschen,
Und nicht kein Ballermann!“

Jacques Drescher



Die Kleine Zeitzeugin

Rote Listen, Schwarzer Peter.



Es ist ein bisschen eng, murmeln die InsassInnen sich selber zu, überall stößt man an Grenzen

Michèle Thoma

Bei einem Metzger in unserm Nachbarland sind „Luxemburger nicht willkommen“, auf ein paar deutschen Parkplätzen machen die stabilen Menschen mit den dicken Autos und der fetten Kohle plötzlich eine seltsame Erfahrung: Sie sind Verfemte. Dabei hat der Außenminister doch nun wirklich klargestellt was Luxemburg alles nicht ist. Luxemburg sei kein Schlachthof, hat er gesagt. Er hat auch gesagt, dass Luxemburg keine Ballermann-AG sei. Das müsste doch Wirkung zeigen. Aber dann erklimmt er den Drahtesel und schon ist er über alle Berge, oder doch über ziemlich viele. Schon radelt er durch das freundliche Frankreich und lässt die Luxemburger_innen allein zuhause. Allein in der Vakanz Doheem. Aber er würde jeden Abend posten, verspricht er.

Es ist ein bisschen eng, murmeln die Insass_innen sich selber zu, überall stößt man an Grenzen, die es nicht mal gibt. Wie der Fisch auf dem Fahrrad im Wasserglas, murmeln sie sich zu, während sie ihre Kreise ziehen zwischen den Großen Oberflächen und den kleinen, aber charmannten Sehenswürdigkeiten.

Weil draußen wird es so langsam unübersichtlich. Kroatien lässt einfach alle rein, zumindest wenn sie aus den guten Ländern kommen, also EU-Ländern, und ist dennoch gespenstisch leer. Wahrscheinlich weil es plötzlich hieß, die Zahlen dort würden steigen, schnell stiegen alle wieder aus, der Balkon mit dem rauschenden Verkehr ist auch schön. In Amsterdam wiede-

Stabile Menschen mit dicken Autos machen plötzlich eine seltsame Erfahrung: Sie sind Verfemte

rum trampeln die Horden über die Abstandmarkierungen auf der Straße, ach, diese jungen Menschen, die wieder aufleben und in vollen Zügen das Leben genießen! Schon wird den Stadtmüttern und -vätern mulmig und sie zücken drohend die Maske. Statt dass die Brit_innen sich aufs Abnehmen konzentrieren, sperren sie Großherzogtümeler_innen vorsorglich mal vierzehn Tage ein, andere Länder hingegen sperren sie aus. Es ist also alles sehr kompliziert, morgen schon kann alles anders sein, nämlich umgekehrt, und die Letzten werden die Ersten sein. In Tunesien, das vor kurzem etwa Österreich auf die „No Come“ Liste gesetzt hat, verzehnfachen sich gerade die Zahlen.

Einer setzt den anderen auf die rote Liste, was jeder ungerecht findet, weil alle sind die tollsten und haben das beste Gesundheitssystem auch wenn es ein paar Schwachstellen gibt, alle ändern Länder beneiden das Land um dieses Gesundheitssystem. Wahrscheinlich ist die Berichtbestätigung deshalb so verzerrt. Es ist sowieso schwer bzw. unmöglich zu vergleichen, die Viruslasten mit den Kranken, und dann auch noch die Toten mit den Toten. Die Sowiesoquasitoten mit eben noch Quietschlebedigen. Bei der Wortwahl sollte man aber vorsichtig sein, von neoliberal bis nazi reicht das Angebot, der Ethikrat runzelt rügend die Stirn. Leichen kann man sowieso schwer verg-Leichen, finden die Expert_innen, Leichenvergleiche hinken immer. Und wir hinken die ganze Zeit dem Virus hinterher.

Einer setzt den anderen ätsch! auf die rote Liste und preist sich selber vor den Wähler_innen, wir haben das Virus gezähmt. Aber das Virus ist ein Guerillakrieger und legt Systemerhalter_innen und ganze Systeme lahm. Belgien ist wenigstens nett mit Luxemburg, ein netter Nachbar, der zu einem hält wenn alle andern auf Abstand gehen. Einer der im Song-Contest 12 Punkte vergibt, einer der unfair und parteiisch ist wie ein echter Freund. Nicht so ein Erbsenvirenzähler wie Deutschland mit seinen Nasenstocherstationen hinter der Grenze.

Alle Ergebnisse sind eben prekär, volatil wie der Virus, der durch die Luft schwebt und plötzlich an einem Schleimhäutchen klebt. Alle Ergebnisse können gleich über den Haufen geworfen werden, Musterknaben werden ausgemustert, nur Balkan ist immer verdächtig, sowieso, und Schweden muss wegen abweichenden Verhaltens gestraft werden. Der Escher Bürgermeister findet es unfair, die Stadt Esch zu stigmatisieren. Wenn es ja in Wirklichkeit der Kanton Esch ist, der rot glüht wie eine Schlackenhalde in unserm kollektiven Gedächtnis.

Jetzt müssen wir auch noch Kantone lernen, murmeln wir uns selber zu, unsere Welt wird wirklich immer zerkrümelter. Global war doch cooler als regional, während wir nach einem Beki oder einem Wolzi fischen um die Runkelrübe zu erstehen.

Gefundene Texte

Inventar

Die Uhr zählt nicht nur die Zeit der Prämienwelt auch die Schritte im Netzwerk mentalen Komforts Immer noch leben wir den Traum vom Ende der Wucherzinsen und einem pluralistischen System in dem der Frust der Arbeitenden sich umkehrt in kreatives freigeistiges Leben Die puristische Perspektive von Erfolg im Design aller Dinge behandelt Menschen wie Inventar Wir gehen nicht nur von A nach B auch von A nach nirgendwo in der gepixelten Auflösung der Dateien Doch wer zuviel denkt hat auch Probleme und keiner wird uns das Lachen beibringen Das Allerschlimmste: mit sich allein zu sein

Fritz Werf



Was für ein Kraftakt: Die Autor/innen Claude D. Conter, Daniela Lieb, Marc Limpach, Sandra Schmit, Jeff Schmitz und Josiane Weber haben in einem Sammelband auf über 590 Seiten das *Literarisch-intellektuelle Leben zwischen Machtergreifung und Epuration* in Luxemburg analysiert. Es handelt sich dabei um Pionierarbeit, da die literarischen Erzeugnisse in Luxemburg während des Zweiten Weltkriegs noch nicht erforscht waren. Im Zentrum stehen Frontberichte, Theater, Erinnerungsliteratur und Erfahrungen der Schriftsteller/innen während der NS-Zeit. Neben dem anschaulichen Sammelband findet seit dieser Woche auch eine Ausstellung im Lëtzebuerger Literaturarchiv in Mersch über *Luxemburg im Zweiten Weltkrieg* statt – mit Exponaten aus Kunst, Literatur und Alltag. Übrigens: Es handelt sich um die letzte Ausstellung von Claude D. Conter, der mittlerweile Direktor der Nationalbibliothek ist. ps

Art contemporain



La ville condamnée

Alors que Serge Ecker, 19^e artiste invité de la *Cecil's Box* du Cercle-Cité, a un message clair et ironique à faire passer avec son œuvre intitulée *Meanwhile* – attention à la surveillance globalisée – on a, dans le contexte de la crise actuelle, tendance à y déceler tout à fait autre chose. Pour sa présence au cœur de la Ville – le Cercle municipal n'est-il pas « de Salon vun der Stad » comme disent les édiles de la capitale ? – Ecker s'amuse à taquiner le spectateur, intrigué par cette cloison de bois dans une si belle vitrine. En s'approchant, il se rend compte qu'il est en fait surveillé, immortalisé par une caméra cachée dans une des fentes. Or, en traversant la Ville-Haute, on est plutôt frappé par le grand nombre d'espaces commerciaux inoccupés, de magasins en faillite et de vitrines vides. L'œuvre du très politique Serge Ecker pourrait donc aussi se lire comme un commentaire de la désertification de l'hypercentre et de la paupérisation du commerce citadin (jusqu'au 18 octobre ; cerclcite.lu). jh

Exposition

Tranches de vie

En début d'année, l'artiste lorraine Se-Lyung Moon montra ses *Vestiges* à la *Cecil's Box* du Cercle-Cité, même s'ils y semblaient un peu perdus. En ce moment, cette série de disques de bois est accrochée au-dessus d'un tas de beaux livres chez Fellner Louvigny et elle y paraît tellement plus pertinente : thuya, épicaea, if, olivier, cyprès, sophora, mélèze, séquoia et février d'Amérique s'y côtoient, majestueusement et silencieusement alignés sur une simple étagère, éloges de la nature et de la différence (photo: TPC). Alors qu'il s'apprête à ouvrir une galerie d'art au Marché-aux-poissons sous l'enseigne Fellner Contemporary (voir p.17), Hans Fellner propose actuellement *Moon Song* une exposition de deux artistes d'origine coréenne dans sa librairie de la rue Louvigny. Se-Lyung Moon vit et travaille en Lorraine et déploie ici son univers délicat de peintures à l'acrylique de chevelures, de tranches de bois et de ciseaux carbonisés. À ses côtés, Keong-A Song, largement connue au Luxembourg, montre de nouveaux dessins ludiques au trait fin, peuplés d'animaux et de rêves. À l'entrée, les clients découvrent la série des *Cahiers d'images* de Reza Kianpour (voir *d'Land* du 10 juillet). jh



Musique



Und sie dreht sich doch!

Die Rotondes (Foto: mp) blicken auf eine erfolgreiche erste Woche *Congés annulés* zurück: Zwar bevorzugen viele Besucher/innen die Terrasse und trinken lieber ein Bier, als im Amphitheater vor der Bühne mit Maske zu sitzen. Aber die Feuertaufe des Corona-Festivals ist gelungen. (Siehe S. 16) Heute Abend treten mit No Metal in this Battle alte Bekannte aus Luxemburg auf – die instrumentelle Post-Rock-Band mit dem nötigen Unterhaltungsfaktor ist ein gern gesehener Gast in den Rotondes, sie wird begleitet von der französischen Indieband La bofia. Am Samstag sind die *Congés annulés* in Händen des Kollektivs von De Läbbel mit unter anderem Nicool und Corbi. In der kommenden Woche übernehmen dann am Montag die DJ von *Radio 100,7* das Areal und sorgen für urbane Clubatmosphäre. Die *Singersongwriterin* Hannah Ida ist für Dienstag gebucht und am Mittwoch steht mit Kuf der heißeste Scheiß aus Berlin auf der Bühne: elektro-akustische Klänge ohne Gesang zum *Dancen* (wenn auch nur im Sitzen). Der Großteil der Konzerte, die umsonst sind, ist mittlerweile ausgebucht – allerdings besteht an den jeweiligen Abenden immer noch die Möglichkeit Einlass zu erhalten, sofern nicht alle Karteninhaber anwesend sind. (rotondes.lu) ps

Musique

Wider den Stillstand

Zu Beginn des Jahres hat die Luxemburger Band Tuys (Foto: Shade Cumini) sich dazu entschieden, ihre EP *A Curtain Call for Dreamers* nicht wie gewöhnlich als Gesamtwerk zu veröffentlichen, sondern episodisch als Staffel – quasi wie eine Serie auf Netflix. Die Idee: die volle Aufmerksamkeit für jeden einzelnen Song. Mittlerweile ist mit *Jungle* (eine Huldigung an den Schlaf) der vierte Track der EP veröffentlicht worden. Und mittlerweile lässt sich sagen, dass das Experiment geglückt ist. Tuys zeigen nicht nur, welche stilistische Bandbreite sie abdecken, sondern auch welche spannende Entwicklung sie eingeschlagen haben. Ihr Songwriting ist reifer, ihr Sound vielfältiger. Es ist der einst klassischen Gitarrenband gelungen, aktuelle Trends aus RnB oder Electronica wie *Auto-Tun*, *Vocoder* oder Gitarren, die nach Synthesizer klingen, zu integrieren, ohne jedoch krampfhaft den Zeitgeist ausatmen zu wollen. *A Curtain Call for Dreamers* ist ein Plädoyer gegen den Stillstand und für die Lust auf Veränderung. ps



Événement



Der Sündenfall in Lourdes

Sie macht es häufig, sie macht es gerne: Die kanadisch-luxemburgische Künstlerin Deborah de Robertis (Foto: Instagram) entblößt sich an bekannten öffentlichen Orten und kann damit selbst im Jahr 2020 die bürgerliche Welt noch regelmäßig provozieren. Ihre Nacktheit sorgt nicht nur in den Medien für Aufmerksamkeit, sondern war schon mehrmals Gegenstand der Justiz. Während sie für ihren Nacktauftritt im Musée d'Orsay in Paris noch freigesprochen wurde, hatten die Richter für ihre Entblößung vor der Jungfrau Maria am heiligen katholischen Pilgerort Lourdes im Jahr 2018 kein Erbarmen: Sie wurde diese Woche zu einer Zahlung von 2 000 Euro Strafe verurteilt. Und damit ist ihr für einen überschaubaren Aufwand doch eigentlich eine gute Pointe gelungen. ps

Kee Fiederwäissen

Volle Museen, bekannte Gesichter und *é Pättche Fiederwäissen* – die *Nuit des Musées* ist seit Jahren ein kulturelles *Happening*. Doch nicht so im Corona-Jahr. Die Stater Muséén haben diese Woche mitgeteilt, dass die *Nuit des Musées* im Oktober ausfallen wird. Aber immerhin: Tagsüber sind die Museen wie gewohnt bis auf weiteres geöffnet. ps

Luxemburgensia

Alltagsbeobachtungen

Die Textsammlung *La vie trépidante du confiné* ist eine Reise in die Zukunft: Zwischen Eindrücken von Konsumkritik und historischen Exkursen fasst der Autor Laurent Moyse in Worte, was eigentlich jeder weiß, der sich nicht bereits vor dem *Lockdown* komplett isoliert hat: Covid-19 hat die Welt zum Stillstand gebracht. Mensch trägt Masken, oft ungern. Sie horteten Toilettenpapier und schämten sich dafür. Die Texte sind, mit Ausnahme des letzten, in der Vergangenheitsform geschrieben, wodurch das Büchlein sich bereits als das definiert, was es sein wird: ein Schnappschuss einer Zeit, in der nicht viel Platz für Optimismus war – und auch nicht für Gäste. (Laurent Moyse: *La vie trépidante du confiné*. Kremart Edition, 52 Seiten, 11 Euro) mp

Gesprächsrunde

Das Begleitband zur Ausstellung *Celebration Factory* von Filip Markiewicz, die zwischen Oktober und Dezember 2018 im Casino Luxembourg stattgefunden hat, ist nun für 40 Euro in der ArtBookBox erhältlich. Es stellt neben den Exponaten, mit denen Besucher der Ausstellung noch vertraut sein dürften, vier Jahre der Evolution des Künstlers dar, vorgestellt in Gesprächen zwischen dem Künstler und seinen Zeitgenossen, seien sie nun kritisch, achtsam oder feierlich. mp

Cinémasteak

Flagrant délire

Cette nouvelle semaine cinématographique de la rubrique « Why we love cinema » s'ouvre avec *Rear window* (1954), l'un des films les plus populaires et les plus appréciés d'Alfred Hitchcock. Tourné en moins de trois mois dans les studios de la Paramount, *Rear window* est adapté d'une nouvelle de Cornell Woolrich publiée en 1942, *It had to be murder*. La mise en scène, dépouillée au point de pouvoir se résumer à une succession de champs-contrechamps, se révèle d'une grande efficacité dramatique.

Rear window d'Alfred Hitchcock est moins une histoire de corps en mouvement que celle d'un œil analytique agissant

Contrairement à nombre de films dans lesquels les personnages s'agitent en tous sens, il ne se passe ici pas grand-chose. Car *Rear window* est un film sur rien. Son protagoniste, Jeff (James Stewart), photo-reporter pour un magazine sensationnaliste, est confiné chez lui, dans son appartement de Greenwich Village, après s'être cassé la jambe en mission. Habitué à une vie intrépide, notre héros, immobilisé dans une chaise roulante, se voit dans l'impossibilité de quitter son domicile... D'où l'unité de lieu, d'où le huis-clos dépourvu d'action. Que reste-t-il alors au spectateur pour se divertir ? *Rear window* est moins une histoire de corps en mouvement que celle d'un œil analytique agissant. On y fête la vue, l'optique et ses appareils, des jumelles au téléobjectif de l'appareil photo. Ainsi que l'affirme l'infirmière qui soigne Jeff en voyant ce dernier constamment épier son entourage par la fenêtre de son appartement : « Nous devenons une race de voyeurs (*peeping toms*). » Comment ne pas reconnaître dans ce héros assigné à un fauteuil, et pourtant optiquement actif, un synonyme du spectateur lui-même ? Et dans la façade animée de cet immeuble qui lui fait face l'écran de cinéma sur lequel le public projette ses craintes et ses fantasmes ? La fenêtre par laquelle est observé le monde matérialise le cadre de la caméra, comme celui de l'appareil à projection. Ainsi, à travers l'enquête visuelle menée par Jeff, est-ce l'ensemble du dispositif cinématographique qui se voit reconstitué en filigrane. Le spectateur est donc un détective qui prend part à l'enquête de cet alter ego qu'est ce héros voyeuriste. À l'image de celui-ci, il tente de déceler dans le visible le moindre indice de la culpabilité d'un voisinage au comportement inquiétant. Mais, instable, labile, le visible, avec ses trouées d'imperceptibilité, ressort ici dans toute son ambivalence ontologique, à la fois limpide et indéchiffrable, riche en interprétations les plus diverses.

Confectionné entièrement entre les murs de la Paramount et nappé des couleurs grasses du Technicolor, le cinéma de Hitchcock se pare ostensiblement d'artificialité. C'est pourtant bien à la racine du réel qu'il prend sa source et tire son épaisseur, un réel profondément lisse et toujours infiniment surprenant. La cour intérieure d'un immeuble populaire est le théâtre ordinaire d'où l'on observe dans sa diversité le cycle de la vie : l'amour (un jeune couple se marie), la solitude (une dame pleure et déplore l'être aimé), et le crime, bien sûr, comme dans tout film du maître du suspense. À l'imprévu du meurtre répond cependant l'imprévisible amour de Grace Kelly pour Jeff. Avec son élégance glamour, la jeune femme ravissante est l'équivalent positif du criminel. Accident de mourir, accident d'aimer : un même flagrant délire. Loïc Millot

Rear window (USA, 1954, vostf, 112') d'Alfred Hitchcock, avec James Stewart et Grace Kelly, sera présenté ce vendredi 7 août à 20h30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, place du Théâtre.



Raymond Burr et Irene Winston

Festival

Das Happening



Das Open-Air-Areal der Rotondes / Slumbergaze bei der erste Session am vergangenen Dienstag

Misch Pautsch

Das *Congés annulés* ist. Die Welt ist abgesagt, und das *Congés annulés* ist. Es reiht sich damit in die möglicherweise etwas verloren gegangene Tradition des Festivals als Rebellion gegen den Status quo ein. Eine durchorganisierte Mini-Rebellion gegen das Nicht-Sein, mit Desinfektionsmittel und Maske.

Und wie ist es? Gut besucht. Und diszipliniert. Ein Festival, auf dem sich an Regeln gehalten wird, hat man das jemals gehört? An umfunktionierten Europaletten – zwischen ihnen reichlich Abstand –, Desinfektionsmittelpendern und einem ästhetisch zusammengewürfelten Sitzgelegenheiten-Allerlei, finden sich... Menschen. Menschen mit Bier und Cocktails, in Gespräche vertieft, selbst Teil dieses *Happening*, das durch sein *Statfinden* definiert ist. Fast droht es, die Musik zu überschatten, die normalerweise der Fokus eines jeden – es ist im Namen – Musikfestivals ist. Je 100 Besucher können zwischen Mittwoch und Freitag bei den 13 Open-Air Konzerte Platz finden; bei den drei kleineren *Sessions*, die Samstags stattfinden, dürfen immerhin 30 anwesend sein. Gäste, die sich

die Gratis-Tickets nicht rechtzeitig reserviert haben, sind dennoch beim Event dabei, wenn auch nicht mittendrin: Von der Terrasse aus ist der Blick auf die Bühne zwar nicht der beste, und die Musik nicht so laut, aber die Maske darf hier abgenommen werden und Getränke sind erlaubt. Kompromisse. Tauchen Personen, die sich – verleitet durch die Kostenfreiheit – etwas voreilig ein Ticket besorgt haben, nicht auf, oder verlässt jemand das Konzertareal, kann für jeden freien Sitz ein/e Glückliche/r nachrücken, vorbei am Sicherheitspersonal, das die Einhaltung der Regeln mit Argusaugen kontrolliert. Und tatsächlich: Die Regeln, die sich mittlerweile in das kollektive Gedächtnis der Bevölkerung eingebrannt haben sollten, werden auch hier respektiert.

Während Musik aus Luxemburg auch in den Vorjahren schon einen festen Platz in und vor den Rotondes hatte, haben die Reisebeschränkungen dennoch einen guten Grund geliefert, sich dieses Jahr besonders auf heimische *Acts* zu konzentrieren. Die erste *Session* im kleinen Kreis von Slumbergaze beweist: Festivalgänger/innen lassen sich die Laune nicht verderben. Marc

Luxemburgensia

Out and about

Janine Goedert

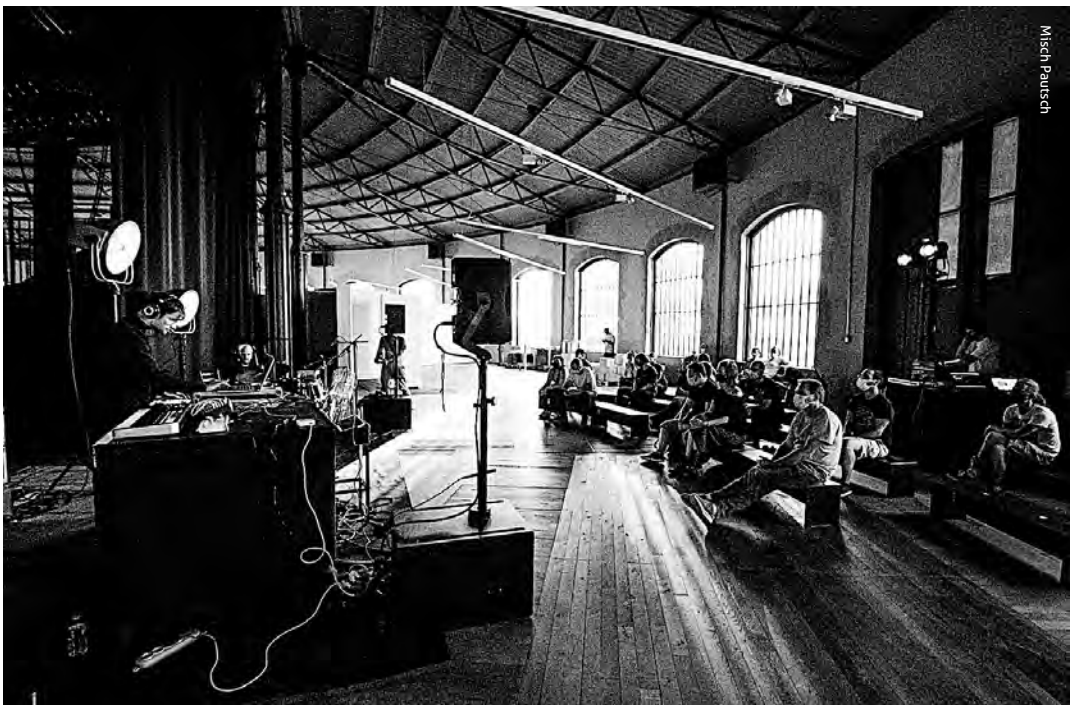
Poet, essayist, translator... Pierre Joris's writing career ranges fluidly between genres. And 2020 marks his return onto the Luxembourg literary scene in two ways. First, he was recently crowned as the winner of this year's Batty Weber Prize and now Black Fountain Press have published *Fox-trails, -tales & -trots*, a quirky little volume of eleven 'proses and poems'. A rag bag of ideas and types of writing: partly academic in the opening section, later veering towards the autobiographical. Four of the texts are published here for the first time, and they are the ones that I am going to concentrate on.

Born in 1946, Joris was raised in Ettelbruck, where his father was a surgeon, both 'a healer & a hunter', as the son puts it. The latter left Luxembourg at 19 to study medicine in Paris, but then turned to poetry and has never looked back. You will discover his passion for Michel Rodange's *Renert* as well as for the different fox epics that inspired our national version. 'The fox has been my totem animal since childhood', he explains. There is also his fascination with etymology and his love of translation. Though they are but mentioned in passing, Joris's translations of Celan have long become legend.

As he comments: 'Poet, translator: même combat!' Hunting for the right word, for the most fitting expression, can be as challenging and exciting as the fishing expeditions his father would take him on. And, certainly, more solitary...

As a Luxembourg reader, you are bound to be drawn to the Pierre Joris's family connections – his ancestor Jean Joris published the first edition of *Renert* and his grandfather Leo believed that the Grand-Duchy was the only country in the world worth living in. The five shortish proses evoke life in post-World-War-II Luxembourg: there was the suffering and the occasionally un-

Pierre Joris gives you a clear sense of what growing up was like in small-town Ettelbruck, where everyone knew the surgeon's son and where anti-Semitism was still rife in the 1950s schoolyard



Michel Pautsch

Die Brandmarke des Hotspot-Events will verständlicherweise niemand riskieren

Hauser, Verantwortlicher für das Programm des Festivals, zeigt sich nach drei Abenden optimistisch: „Es sind natürlich besondere Bedingungen, aber bisher sind wir sehr zufrieden. Gäste und Künstler freuen sich, hier sein zu können.“ Die Hauptsorge sei, die Zuschauer dazu zu bewegen, sich in das Konzertareal zu setzen. Eine Frage des Bieres, offensichtlich.

Es ist ein kalkuliertes Risiko, im Sommer 2020 ein solches Event zu organisieren, und die anderen Festivals, die Luxemburger normalerweise durch das Jahr begleiten, wurden sicherlich nicht leichten Herzens abgesagt. Die Brandmarke des *Hotspot*-Events will jedoch verständlicherweise niemand riskieren. Es ist nicht nur eine Frage der PR, sondern auch eine der Ethik. Ob man das *Congés annulés* nun als fahrlässig oder bitter nötig einschätzt, hängt wohl unter anderem vor allem vom Vertrauen ab, das man noch in die Bereitschaft der Leute hat, Regeln zu befolgen. Interpretiert als demokratische Frage hingegen, deren Messlatte die Beteiligung der Bevölkerung ist, zeichnet sich ein klares Bild ab: Die Bänke sind besetzt, die Musik spielt und die Leute haben Spaß.

easy self-perception of people; there were the myths spun around Nazi occupation. Joris gives you a clear sense of what growing up was like in small-town Ettelbruck, where everyone knew the surgeon's son and where anti-Semitism was still rife in the 1950s schoolyard. To the adolescent Luxembourg-city swiftly came to represent freedom, with the Place d'Armes acting as a magnet for what felt like illicit pleasures. You are invited to follow in his footsteps along what he calls 'rue Neuve', to which Luxembourgers had, of course, given the much grander name of 'avenue de la Porte-Neuve'!

Looking back through his eyes, you realise that an innate restlessness and the lure of the unknown have kept Joris away for over 50 years. New York has long turned into his home, the place he identifies with. Still, he comes back once a year at least. And his love of *Kachkéis* leaves no doubt: he remains more of a Luxembourger than his uncle Pierre could ever have been!

The volume ends on two poems. One a moving homage to Edward Steichen, entitled *Letter to Steichen's Ed*, while the other, which is a hymn to the daily bustle of New York, turns out to be revelatory in a rather unexpected way. It is entitled *E Gedicht op Lëtzebuergesch iwwer New York* and is followed by its English-language version *A poem in Luxembourgish about New York*. The second text works much better. In my eyes at least, it

proves that English has definitely become Joris's literary language.

The touch is lighter, the rituals of everyday urban modernity sparer, more concise and direct. Some of the lines do recall Ted Hughes' animal poems, others echo Whitman's all-American exuberance and energy. Meanwhile, a few words in the Luxembourg version are quaint and slightly antiquated. Is this what is bound to happen if you stay away for so long? Because, after all, even in sleepy Luxembourg nothing stands still. Foxes are invading cityscapes here just like elsewhere. And nowadays a hotdog is a hotdog also in Luxembourgish – guaranteed to taste better in spite of all the sugar and starch!

Let me end with one of my favourite sentences. In *Moien*, one of the prose texts, Joris responds to his wife's reservations about his tongue-in-cheek reference to our national *Bauere*-sense with: 'But I say I am a writer and not the syndicat d'initiative'. Of course, in the capital the latter has long metamorphosed into the *city tourist office*. Sleek and modern, following the cultural zeitgeist, which has moved away from the French dominance traditionally supported by the local bourgeoisie, for whom culture used to equate French literature and Parisian flair. *Tempi passati*. Nation branding, here we come!

Pierre Joris, *Fox-trails, -tales & -trots*, Black Fountain Press, 2020 (ISBN 978-99959-998-5-8).

Autrement/Anders (4)

Monter un écosystème

Interview : josée hansen

Ce jour-là, il fait au moins trente degrés, l'été caniculaire a ralenti le mouvement dans la ville, les rares touristes se tapissent à l'ombre. Dans l'entrée de la rue de Wiltheim, Gérard Valérius a garé sa voiture pour déménager ses dernières affaires de la galerie coincée entre deux espaces de Nosbaum-Reding, en direction de la place du Théâtre. L'historien d'art Hans Fellner, exploitant actuellement encore sa librairie rue Louvigny, prendra la relève à partir de début septembre, installant ici Fellner Contemporary, une galerie pour laquelle Alex Reding, propriétaire de l'espace, lui laisse carte blanche. Il y montrera uniquement des artistes luxembourgeois, en commençant avec un soloshow de Patricia Lippert – une prise de risque courageuse sur un marché de l'art en crise. Au Luxembourg, le minuscule marché était déjà sous perfusion ces dernières années. Il est encore chamboulé par la pandémie et ses conséquences. Entretien avec Alex Reding (49 ans), qui possède deux galeries d'art contemporain au Marché-aux-poissons et a créé la Luxembourg Art Week, qu'il dirige toujours et dont la tenue, annoncée pour le week-end du 20 au 22 novembre, pourrait être remise en cause par de nouvelles mesures sanitaires.

d'Land : *Qu'en est-il de l'Art Week 2020 ? Au jour d'aujourd'hui (l'interview a été réalisée le 27 juillet), pouvez-vous dire si elle aura lieu ou pas ?*

Alex Reding : Dès le début de la crise sanitaire, en mars, nous avons imaginé tous les scénarios possibles. Le premier fut une annulation pure et simple, ce que nous voulions absolument éviter. Je ne voulais pas ne rien faire durant deux ans : j'ai une équipe de trois personnes qui travaillent dessus et ce marché est devenu un élément important du chiffre d'affaires annuel des galeries. Il sera doublement important cette année, où la vente était carrément à l'arrêt durant plusieurs mois au printemps. Nous avions aussi réfléchi à un report de six mois, en refixant au printemps, mais nous devons toujours nous positionner sur le calendrier international, afin de ne pas avoir de concurrence d'autres grandes foires. Ce qui nous aurait fait arriver à mars, en parallèle au Luxembourg City Film Festival. Nous voulions aussi éviter cela, parce qu'il serait absurde de se concurrencer pour l'attention publique. Nous sommes donc revenus à une date en automne, fin novembre, et travaillons actuellement sur plusieurs pistes pour son organisation.

Si la prévalence du virus l'impose, nous envisageons la tenue de toute la foire sur le web, par des simulations en 3D. Ou alors, et nous avons une préférence pour cette solution, on pourrait faire une foire très encadrée, avec des réservations d'entrées par tranches horaires fixes. Quoi qu'il en soit, tout le côté festif des réceptions, des grands dîners et des conférences-débat, qui contribuait hautement au succès de la foire, est interdit. Mais peut-être que des visites plus intimistes de la foire, avec moins de monde – lors des dernières éditions, il y avait plus

de 2 000 personnes le dimanche après-midi – augmentera aussi la qualité de la visite ?

La pandémie arrivait à un moment où le marché de l'art traversait déjà de fortes perturbations. Comment est-ce qu'il s'en sort, à l'international, où même l'Art Basel, foire qui donnait le ton sur le marché, vient d'être annulée ? Et au Luxembourg, dans votre galerie ?

Mal. À l'étranger, beaucoup de grandes galeries ont déjà commencé à licencier nombre de leurs employés. Seules les prestigieuses maisons de vente comme Sotheby's ou Christie's ont pu profiter du réseau mondial d'Internet pour faire circuler leur centaine de grands noms d'artistes et ainsi booster leur cote. Mais le marché national ou régional vit de l'échange entre l'artiste et le collectionneur, des rencontres organisées par le galeriste. Et ce côté humain, social, a beaucoup souffert des conséquences de la pandémie : on est moins décontracté en portant un masque et il n'est pas possible d'organiser de grandes fêtes de vernissage pour l'artiste. Certains galeristes tentent de se rabattre sur Internet, mais aucune photo, aucune visite virtuelle ne remplacera jamais la sensualité ou la matérialité d'une œuvre qu'on voit sur place. Alors il faut imaginer de nouvelles formes pour que cette rencontre ait lieu : travailler davantage sur rendez-vous, étendre les horaires d'ouverture, organiser des événements limités à dix personnes... Alors que durant une année normale, j'enchaîne les présences de la galerie sur les foires internationales, au rythme de toutes les trois semaines au printemps, tout cela est tombé à l'eau cette année. J'en ai profité pour approfondir mes relations avec les collectionneurs avec lesquels

j'ai établi un lien, en les contactant individuellement avec des propositions de vente. C'était aussi très dense comme travail.

Il faut dire que, contrairement au contexte international, où le marché était en surchauffe ces dernières années, le marché de l'art luxembourgeois battait déjà de l'aile depuis quelques années, avec la disparition de plusieurs galeries de qualité – Beaumont-public, Toxic, Clairefontaine espace 2 –, qui n'ont jamais été remplacées. Seule la galerie Valérius, fondée en 2017, est plus récente. Vous avez ouvert votre premier espace, Alimentation générale à la Gare, il y a vingt ans et avez suivi l'évolution de ce marché. Comment s'explique cette déliquescence actuelle ?

Il y a vingt ans, il y avait ici trois ou quatre galeries, notamment celles des trois dames Lea Gredt, Martine Schneider et Christiane Worré, ainsi que la Galerie de Luxembourg de Jean Aulner et Erna Hécy – partie ensuite s'établir à son compte. Faisant suite à l'âge d'or de la place bancaire, toutes les grandes banques ont alors décoré leur siège d'art contemporain acheté dans ces galeries. Aujourd'hui, ces grandes sociétés ont de moins en moins de lien avec le Luxembourg et, si elles achètent de l'art, ce sera plutôt sur le marché international.

Classiquement, une galerie a trois segments pour vendre : les clients privés, les sociétés, qui ont donc disparu localement, et les collections et musées publics. Or, ces derniers sont quasi inexistantes au Luxembourg : le Mudam n'a acheté l'année dernière que pour un tiers de la somme attribuée pour monter une collection et il semblerait que pour l'exercice en cours, il ne prévoient plus que dix pour cent du budget alloué. Le Musée national d'histoire et d'art n'a carrément pas du tout de budget d'acquisition et il n'y a pas vraiment de stratégie pour une collection nationale, qui garderait une trace de l'histoire de l'art en train de se faire et soutiendrait le marché¹. Nous dépendons donc entièrement des clients privés, qui ne sont pas si nombreux.

Pourquoi l'État ou les institutions nationales devraient-ils acheter de l'art ? Quel serait leur intérêt à investir dans le secteur ?

Il s'agit de monter un écosystème qui permette aux artistes, aux galeristes et à un certain nombre de professions connexes de vivre de leur travail. Or, au

Luxembourg, beaucoup de métiers manquent carrément, parce que le marché ne leur permet pas de vivre : il n'y a par exemple presque pas de critiques d'art ni de curateurs indépendants qui organiseraient des événements alternatifs aux institutions. Dans sa politique culturelle, l'État ne mise quasiment que sur la pierre et le fonctionnement de ses propres institutions. Seuls dix pour cent de leurs budgets sont investis dans le contenu et reviennent ainsi aux artistes. J'ai fait une estimation de l'argent public qui va dans les arts plastiques à proprement parler, donc aux artistes, entre les aides à la production, les cachets de ceux qui travaillent pour le Casino ou le Mudam et les acquisitions, et j'arrive alors à 500 000 euros par an. C'est l'équivalent des frais de chauffage du Mudam sur un an ! Comment voulez-vous développer cet écosystème dont je parle avec si peu de moyens ?

Les pays dont les artistes ont du succès sur le plan international, je pense à la Suisse, à la France, à l'Allemagne ou à la Grande-Bretagne, ont des programmes complets de soutien à ces artistes, un véritable plan de carrière, comprenant aussi des résidences durant lesquelles ils peuvent travailler sans soucis – comme la Villa Medici à Rome par exemple. Le Luxembourg semble prendre peu à peu conscience de ses déficiences, les résidences au Künstlerhaus Bethanien ou à Paris vont dans la bonne direction. Peut-être que la création du « arts council » Kultur:LX va permettre d'accélérer ce mouvement et de développer vraiment les carrières d'artistes, avec différentes étapes, de la découverte d'un talent sur la scène libre en passant par les centres d'art de Dudelange en galerie, puis en institution ou à la biennale de Venise.

Après l'enthousiasme des années 1990 et 2000, conséquemment à la création du Casino Luxembourg, la tenue de la biennale Manifesta 2 et l'ouverture du Mudam, le milieu de l'art contemporain est morose aujourd'hui. À tel point que les artistes les plus en vue, ceux qui ont représenté le Luxembourg à la biennale de Venise par exemple, vivent tous à l'étranger aujourd'hui². Est-ce une de raison de leur invisibilité ?

Probablement et c'est dommage. Parce qu'il y a d'excellents artistes luxembourgeois – par exemple Eric Schumacher, qui est maintenant en résidence au Künstlerhaus Bethanien, ou à Yann Annicchiarico, qui présente actuellement une exposition remarquable au Kit à Düsseldorf³. Mais il n'est pas normal que Mike Bourscheid, qui a pourtant fait Venise,

« J'ai fait une estimation de l'argent public qui va dans les arts plastiques à proprement parler, donc aux artistes, et j'arrive alors à 500 000 euros par an. C'est l'équivalent des frais de chauffage du Mudam sur un an ! » Alex Reding

doive travailler sur des chantiers au Canada pour vivre. D'ailleurs les cachets pour les artistes pour le pavillon de Venise sont beaucoup trop bas, alors que cette présence demande un investissement personnel sans faille durant au moins une année. Il faudrait que l'État et les institutions fassent preuve d'un peu plus de confiance dans les artistes. On pourrait prendre en exemple le secteur du cinéma, où les producteurs, les réalisateurs et tout le milieu savent qu'ils auront quarante millions d'euros par an pour travailler. Et pour vivre de leur travail.

¹ Le paquet d'aide à la relance *Neistart Lëtzebuerg* au secteur culturel de quelque cinq millions d'euros contient aussi un volet de soutien au marché : le budget d'acquisition de la collection d'art du ministère est augmenté de 150 000 euros. Les propositions de vente d'œuvres pour un prix unitaire maximal de 20 000 euros peuvent être soumis à un jury, qui décidera du choix des œuvres, d'ici le 1^{er} septembre.

² Martine Feipel et Jean Bechameil vivent et travaillent à Bruxelles, Simone Decker à Francfort, Su-Mei Tse et Catherine Lorent à Berlin, Filip Markiewicz à Hambourg et Mike Bourscheid au Canada. Seul Marco Godinho garde sa résidence au Luxembourg.

³ Yann Annicchiarico : *Diener zweier Herren* ; Kit – Kunst im Tunnel, Düsseldorf, jusqu'au 8 novembre ; *kunst-im-tunnel.de*.



Alex Reding dans sa galerie, où se tient actuellement une exposition de Helmut Dorner



Bande dessinée

Wendy face à la réalité de la vie

Pablo Chimienti

L'amour dure sept ans a-t-on l'habitude de dire. Pas de chance, Mia et Manuel, eux, sont ensemble depuis huit. Dur dur, d'autant que, alors qu'ils approchent la trentaine, ils vivent de petits boulots



dans un petit appart de Bologne avec quatre autres colocataires. C'est *La juste mesure* de Flavia Bondi, un album qui résume avec tendresse l'absence de perspectives de la jeunesse italienne.

Sorti en novembre 2017 dans sa version originale italienne sous le titre de *La giusta misura*, le nouvel album de Flavia Bondi (*L'orgoglio di Leone, Les Générations*) est sorti le 24 juin dernier, chez Glénat, dans sa version francophone.

« Je n'ai jamais été douée avec les mots » nous dit d'entrée une voix off. « Depuis toujours, je parle sans me faire comprendre », « Vous voyez ce que je veux dire ? ». En trois phrases, l'auteure agrippe le lecteur, le prend à partie. Rapidement on comprend que ces questionnements sont ceux de Mia. On la découvre un soir, en train de boire un verre de vin debout devant un bar. Elle discute avec un jeune homme. « Allez, raconte-moi encore cette scène » lui dit-il. C'est que la jeune fille vient de démissionner avec perte et fracas de son travail de vendeuse de chaussures. « Je tourne les talons », a-t-elle juste balancé à son patron avant de prendre ses cliques et ses claques.

Mia a 29 ans. Originnaire de Vénétie, d'un naturel timide, elle a décidé de quitter sa famille – recomposée –, sa ville et sa région une fois le bac en poche

pour faire ses études à Bologne. La ville se situe « à deux heures de train » de chez elle, et pourtant « j'avais l'impression de pouvoir récrire ma vie entière (...) Tout était nouveau, différent, rayonnant (...) Tout le monde se foutait de savoir qui j'avais été les vingt premières années de ma vie. On était tous neufs, tous amis, tous spéciaux (...) Bologne appartenait à tout le monde et à personne ». Bref, l'enthousiasme de la vie étudiante... Mais voilà, « Dix ans ont passé (...) Qu'est-ce que j'ai fait en dix ans ? » se demande-t-elle désormais.

Oh, certes, elle a obtenu son diplôme des Beaux-Arts, mais il ne lui sert pas à grand-chose, elle sait qu'elle ne vivra jamais de son art. Du coup, pour payer le loyer elle a été réceptionniste, serveuse, démarcheuse, ouvreuse, vendeuse, animatrice... et pendant ce temps certains de ses anciennes copines débattent sur Facebook sur la vaccination de leurs enfants. Sacré gap !

Un gap qui l'éloigne également de plus en plus de son partenaire, Manuel, avec qui elle vit depuis huit ans. Lui aussi a 29 ans. Il travaille en tant que serveur dans un restaurant mais rêve d'être écrivain. Il passe ses nuits à écrire un roman médiéval. Comme il n'a pas trouvé d'éditeur, il le publie gratuitement sur internet, et commence, épisode après épisode, à avoir un petit succès. Manuel, ce qu'il veut, c'est économiser assez

La juste mesure de Flavia Bondi résume avec tendresse l'absence de perspectives de la jeunesse italienne

d'argent pour louer une vieille baraque à retaper, seul avec Mia, l'épouser et, on devine, avoir des enfants avec elle. Du coup, le couple bat de l'aile. Et les tentations ne sont jamais bien loin.

« À l'époque, on était le couple le plus heureux du monde », se remémore Mia en pensant à leurs années d'études. Elle poursuit : « J'étais une jeune fille puérile et délaissée par sa propre famille (...) Et puis, cet idiot de cent kilos, avec sa tête pleine de rêves est entré dans ma vie (...) Pendant des années, on a vécu comme les deux débles les plus heureux du monde (...) Pourquoi aujourd'hui j'ai l'impression que tout ça n'a servi à rien ? (...) Ces années-là

me paraissent si loin, c'est comme si Peter et Wendy avaient finalement grandi ».

Voilà le problème : Manuel veut passer définitivement dans le monde des adultes, tandis que Mia a « envie de retourner au pays imaginaire ». On la comprend quand on sait que le monde des (jeunes) adultes, en ce moment en Italie se résume à un travail arasant payé « 700 euros par mois ».

En noir et blanc, dans un style épuré, se concentrant avant tout sur les personnages, leurs dialogues et leurs pensées, mêlant l'histoire du couple et celle du roman de Manuel, cette *Juste mesure* parvient à capter aussi bien le moment dans un couple quand la passion des débuts s'estompe, ainsi que l'instant difficile que représente le passage à l'âge adulte. Le tout agrémenté par cette spécificité toute italienne des salaires minables pour faire face à un immobilier au prix inaccessible.

Un travail plein de finesse et pertinence, au vocabulaire soutenu et agréable, avec aussi pas mal d'humour et plein de détails charmants. Un album entre réalité et fantaisie sur ce que ça veut dire trouver sa place dans le monde, la juste mesure des choses.

Flavia Biondi : *La juste mesure* ; Glénat, juin 2020. ISBN 978-2-344-03083-7

Exposition

Cézanne n'était jamais en Italie

Loïc Millot

Actuellement et jusqu'au 3 janvier 2021, le musée Marmottan Monet à Paris organise une exposition inédite intitulée *Cézanne et les maîtres. Rêve d'Italie*. Le titre fait allusion à une exposition consacrée à Picasso qui s'était tenue au Grand Palais en 2008 (*Picasso et les maîtres*). La démarche, que l'on peut en partie qualifier de « génétique », consiste à confronter un Moderne à ses sources d'inspiration au sein de l'histoire de l'art. Si cette approche avait bien fonctionné dans le cas d'une œuvre aussi référencée que celle de Picasso, l'entreprise se montre plus ardue et contestable dans le cas de Cézanne, qui s'est souvent bien gardé de dévoiler sa dette à l'égard d'éventuels maîtres. Difficile, en effet, de passer pour un pionnier de la Modernité si l'on ne fait pas table rase autour de soi...

Ainsi, les rares propos qu'on lui connaît au sujet d'autres peintres – celui de vouloir « faire du Poussin sur nature » en l'occurrence – sont douteux : ils nous ont été rapportés par Jo-

achim Gasquet, fils d'un vieil ami d'enfance de Cézanne qui s'est par la suite abusivement approprié son œuvre... Surtout, Cézanne ne s'est jamais rendu en Italie, quand bien même il passa la plus grande partie de sa vie en Provence. Dès l'entrée dans l'exposition, on se rend compte combien le rapprochement entre les toiles de Cézanne et les œuvres de ses maîtres italiens supposés peut paraître parfois forcé ou superficiel. L'héritage supposément reçu par Cézanne constitue alors le premier temps de la manifestation parisienne. Celle-ci débute ainsi par un tableau religieux, *La descente de croix* (1580) d'un fameux Vénitien, Jacopo Robusti, dit Le Tintoret. À ses côtés, une toile de la jeunesse de Cézanne marque le contraste, tant par son format, de très petite dimension (31 x 25 centimètres), que par la violence toute profane de son sujet, puisqu'il s'agit de *La femme étranglée* (1875). On est frappés – très littéralement même – par la brutalité de l'acte figuré sur la toile, rendue par une touche rapide et des postures expressives : le cul en hauteur de l'agresseur se jetant sur sa victime, qui est quant à elle renversée au sol, bras levés, chevelure rouquine affolée.

Une composition et un sujet similaires se retrouvent juste après dans une autre toile à dominante bleue, intitulée *Le Meurtre* (1870), elle aussi typique des années de jeunesse de l'artiste. L'agressivité du geste, les teintes sombres, la disproportion des figures, comme la volonté de déplaire au public de son temps, rappellent la peinture de Courbet, dont Cézanne fut le contemporain. Mais qu'en est-il des toiles religieuses de Tintoret, avec lesquelles ces tableaux criminels sont mis en rapport ? Les connexions sont maigres, pour ne pas dire anecdotiques dans bien des cas. Dans *La femme étranglée*, c'est seulement une ligne brusque, cassée, en angle droit, qui vient justifier un

pareil rapprochement. Peu importe que cette ligne n'ait pas la même fonction dans chacune de ces toiles, ni même qu'on la retrouve dans de nombreuses autres peintures classiques de l'époque... Plus avant, les portraits de Cézanne – telles têtes de vieillard ou de sa mère portant un fichu blanc – sont mis en regard avec ceux de Jacopo Bassano et du Maître de l'Annonce aux Bergers.

Du portrait de l'Italien Francesco Trevisani issu du musée Granet d'Aix-en-Provence, ville où est né Cézanne, celui-ci garde moins la précision et la netteté que l'inachèvement qui entoure le visage d'Émile Zola, son ami d'enfance qui le défendra contre les critiques de l'époque avant de lui écrire un livre à charge à la fin de sa vie (*L'Œuvre*, 1886). Sa façon nonchalante d'ébaucher la figure deviendra d'ailleurs l'un des traits caractéristiques du style de Cézanne. La comparaison est plus convaincante encore entre la *Déposition* de Ribeira qui se trouve au Louvre et celle de Cézanne, qui n'en retient que trois figures principales. Une fois parvenu au milieu du parcours, les choses s'inversent : contrairement à ce qu'indique le titre de l'exposition, c'est Cézanne qui est pris pour maître par des peintres italiens du premier XX^e siècle.

Plus pertinente que la première, cette seconde partie de la manifestation est sans aucun doute la plus réussie. Les paysages lumineux – la montagne Sainte Victoire comme les carrières de Bibemus, en Provence – trouvent écho parmi des peintres tels que Carlo Carrà, Ottone Rosai et Ardengo Soffici. Quand ce ne sont pas ses paysages, ce sont ces baigneuses qui vont influencer Fausto Pirandello, ou des natures mortes (auxquelles l'historien de l'art Meyer Schapiro consacre de belles pages dans *Style, artiste et société*, 1983), qui trouvent certaines résonances auprès du grand peintre bolonais Giorgio Morandi.

Peu importe, finalement, le degré de ressemblance entre les toiles de Cézanne et celles des Italiens qui l'auront précédé ou succédé. Rien ne s'oppose au plaisir de voir tant de belles toiles renommées réunis au sein d'un même lieu.

L'exposition Cézanne et les maîtres italiens – Rêve d'Italie au Musée Marmottan Monet à Paris dure encore jusqu'au 3 janvier 2021 ; www.marmottan.fr/

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Rédactrice en chef** Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Pol Schock (48 57 57-35; pschock@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu) **Gérant et mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu) **Stagiaire** Misch Pautsch **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Den Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse - aitia, SCHÉFFLENG,	Eng éischt Wiel gëtt op Basis vun den Dossiere gemaach.
sicht fir de Centre psychothérapeutique Andalé	
1 Employé B1 (Infirmier psychiatrique, Educateur) (m/w), (sous-groupe éducatif et psycho-social)	
20 Stonnen d'Woch, op onbegrenzten Zäit, fir am Departement Thérapeutique – Centre psychothérapeutique “Andalé Nord”	
D'Demande mat Liewenslaf, Foto, engem Extrait aus dem Casier judiciaire N°3 an N°5, souwéi den néidegen Diplomer, ass bis de 16. August 2020 un d' Directrice vum Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse – aitia ze schécken.	
Weider Informatiounen fannt Dir um Site http://postes-vacants.men.lu Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse B.P. 51 L- 3801 Schiffflange	

nelles réglementaires et de sécurité y relatives ; – Etc.	sicht fir de Centre psychothérapeutique Andalé
Conditions d'admission : – Vous êtes titulaire d'un grade ou diplôme d'un Bachelor en Facility Management, en Bâtiments et Infrastructures et en Entretien et Maintenance ou équivalent ; – Connaissance des langues luxembourgeoise, allemande, française et anglaise ; – Vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.	2 Employéen A1 (psychologue) (m/w), (sous-groupe éducatif et psycho-social) 20/40 Stonnen d'Woch, op onbegrenzten Zäit, fir am Departement Thérapeutique – Centre psychothérapeutique “Andalé Nord” D'Demande mat Liewenslaf, Foto, engem Extrait aus dem Casier judiciaire N°3 an N°5, souwéi den néidegen Diplomer, ass bis de 16. August 2020 un d' Directrice vum Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse – aitia ze schécken. Weider Informatiounen fannt Dir um Site http://postes-vacants.men.lu Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse B.P. 51 L- 3801 Schiffflange
Les candidats (m/f) désirant poser leur candidature pour le poste vacant sont priés de consulter le site www.govjobs.lu sous la rubrique « postes vacants » afin d'avoir plus de renseignements sur les missions et les requis du poste vacant ainsi que pour s'informer sur la procédure à suivre.	Eng éischt Wiel gëtt op Basis vun den Dossiere gemaach.
Date limite de candidature : 17.08.2020	
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Den Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse - aitia, SCHÉFFLENG,	

Cinéma

Dans les coulisses de l’Alexanderplatz

Pablo Chimienti

Il aura fallu plus de trois heures de film, sans le moindre temps mort, à Burhan Qurbani pour venir à bout du récit fleuve de *Berlin Alexanderplatz*, nouvelle adaptation sur grand écran du roman culte d’Alfred Döblin publié en 1929 – un roman de 458 pages en neuf livres. En 1931, Phil Jutzi en propose une première adaptation à l’écran. La suivante sera signée Rainer Werner Fassbinder, en 1980. Celui qui restera comme un des grands noms du « Neuer Deutscher Film », renouera avec le gigantisme de l’œuvre originale et en proposera sa version en une série de quatorze épisodes de plus d’une heure chacun. Sa pièce maîtresse selon certains experts.

1980 est également l’année de naissance du réalisateur germano-afghan, Burhan Qurbani (*Shahada, Wir sind jung. Wir sind stark*). C’est lui qui signe cette troisième adaptation audiovisuelle de cette plongée dans les bas-fonds de la capitale allemande. S’il n’aura pas été aussi gourmand en temps que son illustre aîné, Qurbani prend tout de même 183 minutes pour raconter l’histoire du jeune Francis.

Disparu, ici, le Franz Biberkopf imaginé par Döblin en 1929. Fini aussi le Berlin des années vingt dans lequel l’auteur a placé son récit. C’est dans le Berlin d’aujourd’hui que Qurbani entraîne ses spectateurs. Pas celui des touristes, des dirigeants de l’Allemagne réunifiée ou des businessmen, non, plus dans la ville interlope, celle de discothèques louches, des parcs délabrés, des sous-sols détériorés. Une ville aux mains de dealers et autres gangsters de tout genre.

C’est pour cet « eldorado » européen que Francis, originaire de Guinée-Bissau, a risqué sa vie et perdu sa compagnie en Méditerranée. Illégal, sans domicile, réfugié – même s’il refuse cet dénomination –, il survit tant bien que mal dans un immeuble en ruine occupé à moitié par des prostituées et à moitié par d’autres pauvres diables vivant dans la même misère que lui ; sans papiers et du coup sans droits. Qu’à cela ne tienne. En débarquant sur les côtes du Vieux

Laissant, comme dans le roman d’Alfred Döblin, une grande place aux réflexions intérieures, *Berlin Alexanderplatz* de Burhan Qurbani ajoute au récit initial le sujet de l’immigration clandestine

continent, Francis a fait la promesse d’être un homme bon.

Avec d’autres illégaux qui vivent dans le même squat que lui, Francis trouve un travail au noir auprès d’une société de travaux publics. Les conditions sont pénibles, le travail éprouvant, les bruits assourdissants et les machines pas de toute première jeunesse. Qu’importe, cela permet de faire bouillir la marmite, de rester digne, droit et ne pas succomber – de suite du moins – aux sirènes de l’argent facile.

Un argent facile incarné par Reinhold, petit homme à la voix fluette et au corps courbé mais aux poches bien remplies de billets de 100 euros et aux paroles pleines de promesses : un travail facile, beaucoup d’argent, un avenir meilleur avec une femme allemande, des papiers... De quoi revenir sur toutes les promesses ! Mais Francis résiste ; il veut être un homme bon. Son travail lui suffit.

Le destin viendra donner le coup de grâce à son serment. Un de ses collègues se blesse et les contre-maîtres allemands lui demandent dehors. Francis ne peut s’y résoudre. Une situation insoluble qui lui fera perdre son poste et le jettera entre les griffes de Reinhold et de son organisation de trafiquants de drogue. Simple cuisinier pour les dealers au départ, il montera vite les échelons : homme de main, second de Reinhold – « vice-roi de l’organisation » –, puis remplaçant possible de ce dernier, et du coup, son adversaire... Francis monte les échelons au même rythme qu’il plonge dans le monde souterrain de Berlin. Escort girls, alcool, drogue, violence, cambriolages, trahisons... Et dire qu’il voulait être quelqu’un de bien !

Loin de tout manichéisme, loin de tout jugement de valeur, ce *Berlin Alexanderplatz* offre un récit complexe et maîtrisé. En une intro, cinq chapitres et un épilogue, Burhan Qurbani offre une surprenante profondeur à chacun de ses personnages.



Jella Haase interprète Mieke et Welket Bungué est Francis

Le destin viendra donner le coup de grâce à son serment. Un de ses collègues se blesse et les contre-maîtres allemands lui demandent dehors. Francis ne peut s’y résoudre. Une situation insoluble qui lui fera perdre son poste et le jettera entre les griffes de Reinhold et de son organisation de trafiquants de drogue. Simple cuisinier pour les dealers au départ, il montera vite les échelons : homme de main, second de Reinhold – « vice-roi de l’organisation » –, puis remplaçant possible de ce dernier, et du coup, son adversaire... Francis monte les échelons au même rythme qu’il plonge dans le monde souterrain de Berlin. Escort girls, alcool, drogue, violence, cambriolages, trahisons... Et dire qu’il voulait être quelqu’un de bien !

Loin de tout manichéisme, loin de tout jugement de valeur, ce *Berlin Alexanderplatz* offre un récit complexe et maîtrisé. En une intro, cinq chapitres et un épilogue, Burhan Qurbani offre une surprenante profondeur à chacun de ses personnages.

Résultat : même le pire des salauds finit par être incroyablement attachant.

Laissant, comme dans le roman, une grande place aux réflexions intérieures, le film ajoute au récit initial le complexe sujet de l’immigration clandestine. Plein de suspense, de rebondissements, de moments de stress, le long-métrage ne connaît aucun temps mort. Du coup, malgré sa durée, dans la salle, on ne sent pas le temps passer. Magnifiquement interprété – Albrecht Schuch, qui incarne Reinhold (et Adam Pohl dans la série germano-luxembourgeoise *Bad Banks*) a remporté le prix du meilleur acteur dans un second rôle à la 70^e cérémonie du Deutscher Filmpreis (en même temps que le prix du meilleur acteur pour son rôle dans *Systemsprenger*) – et magnifiquement mis en scène, le film a également remporté le prix de la meilleure photographie, des meilleurs décors et de la meilleure musique, et raté de peu celui du meilleur film.

Binge watching

Auge um Auge

Unter dem Begriff *Naziploitation* werden Filme bezeichnet, welche die Verbrechen des Dritten Reiches ausschöpfen und in denen die Nazis als das absolut Böse dargestellt werden. Als sadistische Gewalttäter, die sich auf groteske Weise am Leid ihrer Opfer erfreuen. Besonders in rezenten Jahren fallen Beispiele ins Auge, die nahezu lustvoll die Geschichte mit einem zynischen Gestus neuschreiben: Die *Iron Sky*- oder die *Dead Snow*-Serie oder noch Quentin Tarantinos *Inglorious Basterds* (2009) beziehen ihren besonderen Reiz aus der Darstellung der zynischen Neuinterpretation historischer Ereignisse. Die Serie *Hunters*, ein Amazon Original, die seit 2020 auf dem Amazon Prime-Server ausgestrahlt wird, schreibt sich in diese Linie ein. Allein das Titelplakat der Serie erinnert augenscheinlich an Tarantinos Farbcodes und deutet ähnliche Stilmerkmale und inhaltliche Parallelen an: In den Siebzigerjahren schließt sich der junge Jonah Heidelbaum (Logan Lerman) einer Gruppe im Untergrund arbeitender Nazi-Jäger, den sogenannten *Hunters*, an. Angeführt von dem ergrauten und zwielichtig taktierenden Meyer Offerman (Al Pacino) spüren die selbsternannten Rächer die in Amerika lebenden Nazis auf und bringen sie zur Rechenschaft, bevor diese ihre Pläne für das „Vierte Reich“ in den Vereinigten Staaten realisieren können...

Erst nach und nach macht *Hunters* seine moralischen Grauzonen auf

Die von David Weil kreierte und unter anderem von Jordan Peele produzierte Serie zeigt in ihrer Titelsequenz dann auch kaum verwunderlich ein Schachbrett, auf dem die einzelnen Figuren agieren. Hier geht es um den ewigen Kampf Gut gegen Böse, Schwarz und Weiß; erst nach und nach macht *Hunters* seine moralischen Grauzonen auf. Denn die Gewalt dieser Helden hat jede Selbstverständlichkeit verloren; sie wird durch die Spiegelung der einstigen Nazi-Verbrechen zelebriert wie eine Kunst: grausam-zynisch, variantenreich und angestrengt. Jede Episode besitzt ähnliche Strukturmerkmale: Es gibt Rückblenden, die von der Grausamkeit der KZ-Offiziere erzählen und dann in den Siebzigern wieder evoziert werden. Auge um Auge, Zahn um Zahn. Da ist denn auch ein gewisser Instinkt, das Verlangen nach Selbstjustiz, das die Gruppe von *Hunters* eint und den idealistischen Jonah zur aktiven Teilnahme bewegt. Ferner gibt es aber immer noch ein Funken von Anstand, der sie vor der ausgesprochenen Boshaftigkeit ihrer Verbrechen bewahrt: Ein klein bisschen weniger schlecht zu sein, als die ignorante Gesellschaft, die es versäumt hat, die Kriegsverbrecher zu stellen, ja, ihnen einen Neustart auf amerikanischem Boden ermöglicht hat. Als er von der ermittelnden FBI-Agentin zur Selbstkritik aufgerufen wird, verliert sich der junge Jonah dann auch zunehmend auf diesem Schachbrett.

Hunters verhandelt die Frage der Selbstjustiz, wenngleich eher oberflächlich, mit allerlei Referenzen auf die Popkultur, von Darth Vader zu Batman bis hin zum nervösen und heillos überforderten Sonny Wortzig aus Sidney Lumets *Dogday Afternoon* (1975), der ebenfalls von Al Pacino verkörpert wurde. Überhaupt gilt Al Pacino das Hauptinteresse der Serie: Er spielt zurückgenommen, sagt ganz viel mit kleinen Gesten, seine Gesichtszüge lassen den jahrelangen Konflikt erahnen, den er mit sich trägt, bis er dann seine energische, dunkle Seite freisetzt. Mit der Figur des Meyer Offerman knüpft er ein wenig an sein Porträt des Juden Shylock in der Shakespeare-Verfilmung *The Merchant of Venice* (2004) an, für dessen Dreharbeiten Pacino einst nach Luxemburg reiste.

Ganz im Sinne der *Diversity*-Ansprüche, die heute zum Standard gehören, setzt sich auch diese Jäger-Truppe zusammen und besteht beileibe nicht nur aus Juden. So gesehen richtet *Hunters* seine Rachefantasien dann auch nicht ausschließlich gegen böse Nazis, sondern vielmehr gegen Rassismus und *White-Supremacy*-Ideologie. Unter diesem Zeichen deutet sich eine zweite Staffel an, diesmal ist auch die schwarze und lesbische FBI-Agentin Millie Malone (Jerrika Hinton) bei den *Hunters* mit von der Partie. Marc Trappendreher

Considérations cosmiques

Rousseau interpelle

Lucien Kayser

On appelle cela une fenêtre de tir ou de lancement... en l'occurrence l'intervalle de temps où les conditions sont optimales pour faire partir une fusée. Et quand la distance est de quelque cinquante millions de kilomètres, c'est le cas de la Terre à Mars, il n'est pas de petit gain. Tous d'en profiter, les Américains qui ont pris de l'avance, avec des robots qui s'y sont déjà posés, et qui semblent bien décidés à être les premiers également à y marcher ; les autres qui veulent à tout prix rattraper le retard, la Chine vient de lancer une sonde, les Émirats arabes unis de même ; seuls les Russes ne sont pas (encore) partie prenante, faute de moyens financiers, malgré un projet de mission habitée vers Mars qui existe depuis le début des années 60.

Et l'Europe, demanderez-vous ? Des échecs ont là encore fait renvoyer les ambitions. Dira-t-on aussi que l'un de facteurs qui jouent dans l'entreprise s'avère moins opérant. Les nations en attendent bien sûr un gain de prestige, la fierté nationale aura de quoi s'emoustiller. Tant mieux si cela aide les scientifiques, et fait amonceler des connaissances. Hélas, il n'y a pas que cela : l'espace est aussi objet d'autre convoitise, comme l'étaient jadis les régions, les continents inconnus de la terre. Osons les mots, c'est d'appropriation, de colonisation qu'il s'agit.

En juillet 2017, le Luxembourg a voté une loi sur l'exploitation minière des astéroïdes. C'est plus modeste, il est vrai ; quand même, on a été le deuxième pays au monde après les États-Unis. A l'origine de l'initiative, un ministre qui voulait s'arroger le portefeuille des affaires spatiales, ça a coûté assez cher. Il est revenu

entretemps sur le plancher des vaches, on peut y faire son lait aussi, en accumulant les postes dans les conseils d'administration.

La chose peut surprendre, quelqu'un qui s'affirme socialiste du côté de l'exploitation et de l'utilisation des ressources par des intérêts privés. Bien sûr, on ne forcera pas un militant de gauche à lire Bakounine et Fourier, Proudhon et Marx ; la lecture de Jean-Jacques Rousseau fera déjà du bien à tout le monde, quant à l'origine et aux fondements de l'inégalité (non pas celle naturelle, ou



Plus modestement, Heinz Mack et Le Sahara-Projekt (dans l'exposition *Le ciel comme atelier*, au Centre Pompidou-Metz)

physique), de l'inégalité morale, établie par une convention humaine, parmi les hommes :

Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne. »

Vous direz que voilà une belle fable, un mythe, et on répliquera qu'il est question en effet d'une expérience de pensée. Et que les choses ne se sont pas passées comme ça. Toutefois, la réalité, la vérité historique, nous sommes en train de la vivre, et toute proche, oh la même que la scène originelle telle que la relate le philosophe. Et, une fois de plus, l'imposteur risque de trouver des gens assez simples pour le croire. Il est vrai que les temps compliqués que nous vivons depuis des mois, nous ont mis la tête ailleurs, jusque dans les hautes sphères. Ce n'est pas une raison de fermer les yeux à tout nouvel usurpateur, d'autant plus (ou moins) que les injustices du passé (sur notre bonne vieille terre) ne passent plus pour acceptables, enfin.

Un décret présidentiel américain, en date du 6 avril dernier, après moult observations plus générales, en vient à l'essentiel : « L'espace extra-atmosphérique est un domaine de l'activité humaine unique sur le plan juridique et physique,

On a marché sur la Lune, on explore la Planète rouge, l'espace sera-t-il un bien commun mondial ?

et les États-Unis ne le considèrent pas comme un bien commun mondial. »

Voilà qui est bien et définitivement dit, qu'on se le dise. Cela balaie tel texte de 1967, tel autre signé à l'Onu en 1979, sur les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes, « patrimoine commun de l'humanité ». Course dans l'espace, et plus près de nous, de façon plus urgente, course au vaccin contre le Covid-19. Quels pays seront les gagnants, à côté bien sûr des intérêts privés ?

STIL



Maske tragen kann so einfach sein – und schützt uns alle

Sei kein Ken!

Ines Kurschat

A.I.T.A. – Am I The Asshole? So heißt ein Forum auf der Onlineplattform *Reddit*, das sich großer Beliebtheit erfreut. Es ist so etwas wie ein virtueller Beichtstuhl: Dort können Extrovertierte anonym Dilemmata aus ihrem Leben einstellen. Nur kommentiert nicht der gestrenge Pfarrer, sondern die anderen Foren-Mitglieder.

Und das schonungslos: Sie beurteilen, getreu dem Kürzel A.I.T.A., wer sich im Plot mies verhalten hat und wer nicht. Das moralische Verdikt erfolgt oft wenige Minuten nach der Veröffentlichung ... und im Schwarm. So wie bei dem Mann, der unlängst erzählte, er sei vom Arzt zu seiner Frau ins Krankenhaus gerufen worden. Dort bekommt er die Nachricht, sie habe Gebärmutterkrebs im fortgeschrittenen Stadium und nur eine Totalope-

ration, die Entfernung beider Eierstöcke, könne die Ausbreitung des aggressiven Krebs stoppen und ihr Leben retten. Die Ehefrau, so steht es im Post, ergreift daraufhin seine Hand und sagt tapfer: „Das stehen wir gemeinsam durch. Und wir können adoptieren.“ Der Ehemann indes ignoriert die Geste und stürmt aufgebracht aus dem Krankenhaus. Er wollte unbedingt Kinder; seine Frau habe sich mit Mitte 20 statt für Nachwuchs für die Karriere entschieden, schreibt er erbost. Die Partnerin lässt er mit der Diagnose zurück.

Y.T.A. – You are The Asshole lautete das nahezu einhellige Votum der rund 800 Hobby-Moralist/innen noch am selben Tag. Manch eine/r kann gar nicht glauben, dass sich die Geschichte so zugetragen haben soll. Aber sogar als erfundene Handlung sei

das Verhalten des Ehemanns unsäglich, herzlos und egoistisch, urteilt der Internet-Chor. Ein veritables Arschloch halt.

Ein A.I.T.A.-Test wäre auch gut für die zahlreichen Coronaskeptikerinnen, Impfgegner und Anhänger kruder Verschwörungstheorien, die in Bussen und PKWs zu Tausenden am vergangenen Samstag in die deutsche Hauptstadt nach Berlin strömten – laut *Twitter* auch aus Luxemburg –, um dort ohne Maske und Sicherheitsabstand zwischen Reichsbürgerflaggen und Nazi-Emblemen, mit Birkenstocksandalen, Hippiehaaren und Protestschildern gegen die Corona-Hygieneauflagen zu protestieren.

Vielleicht hätten sie dann mit(geteilt) bekommen, dass sich in Massen durch Bahnhöfe und

in die U-Bahn zu drängen, um für die eigene Maskenfreiheit zu demonstrieren, in der Tat, pardon, arschlochmäßig ist: gegenüber denjenigen, die Angst vor Ansteckung haben, die zur Risikogruppe zählen und die, um sich im öffentlichen Raum einigermaßen geschützt bewegen zu können, darauf angewiesen sind, dass es Menschen gibt, denen die Gesundheit anderer so wichtig ist, dass sie Mund- und Nasenschutz ohne Zögern aufsetzen. Möglicherweise sogar obwohl sie selbst finden, das Virus könne ihnen nichts anhaben, und sie nicht überzeugt sind, dass ein Stück Stoff mehr Schutz bringt. Maske schützt nicht zu hundert Prozent, ist aber besser als nichts, wie Studien belegen.

Doch kollektive und individuelle Rücksichtslosigkeit liegt im Trend. Neben wandernden Wahnwichteln, die Bill Gates vorwerfen, das Coronavirus erfunden zu haben, um mit einem Impfstoff den großen Reibach zu machen, und die den Staat als Kinder verspeisende die Welt umspannende Elite bekämpfen, greift zeitgleich das Karen-Phänomen (bei den Männern: Ken) um sich. Der Name ist unglücklich gewählt. Was können die Leute für ihren Vornamen; die meisten bekommen ihn von den Eltern: Jean-Paul Michael, weil die Familientradition das so will, Denise oder Charlotte, weil Vati es als junger Mann nicht zum Studium nach Paris schaffte, oder David-Dylan und Hannah-Ida, weil Doppelnamen bei der Generation Y hipp sind.

Karen oder Ken also heißen in den Vereinigten Staaten jene durch die Bank weißen Frauen und Männer, die selbstgerecht Parkplätze blockieren, rücksichtslos in Läden einmarschieren, wo sie wahlweise rassistische und andere Schmähungen von sich geben sowie ein unmaskiertes Einkaufserlebnis einfordern. Gemeinsam zeichnet die Karens und Kens dieser Welt aus, dass sie voller Zorn sind, fast immer herumschreien und in ihrem Anspruchsdenken besonderes gut über die eigenen Freiheitsrechte Bescheid wissen, aber merkwürdigerweise nie über die der anderen. Aufgezeichnet werden ihre Wutausbrüche meist von jungen *TikTok*-Fans, die diese Videos dann ins Netz stellen und spöttisch kommentieren.

Man wünscht sich indes, diese Freiheitsfreunde würden den Kantschen ethischen Leitsatz kennen, der da lautet: Die eigene Freiheit endet da, wo die der anderen beginnt. Gemeint ist, dass mensch tun und lassen kann, was er, sie, es will – solange das eigene Handeln nicht die Freiheit anderer verletzt. Freiheit ist also nicht nur ein Recht, sondern kommt mit Pflichten, zuallererst die der gegenseitigen Rücksichtnahme. Dieser Freiheitsbegriff scheint den Coronaskeptikern, Verschwörungstheoretikerinnen, besser und schlechter getarnten Anti-Demokrat/innen alldings nichts zu sagen. Vielleicht verstehen sie die englischsprachige Version à la Oliver Wendell Holmes besser: „The right to swing your fist ends where the other [wo-]man’s nose begins.“

L'endroit



Le restaurant était fermé depuis belle lurette, mais le résultat des transformations est de taille. Ce que le **Basta Così** de la rue Louvigny (photo : GD) propose sur deux étages est un régal pour les yeux, surtout au niveau supérieur. Depuis l'ouverture du « Toit pour toi » il n'y aura plus eu de pareil éclat esthétique dans le pays. Ici l'œil est flatté par les matières nobles et colorées des banquettes, la lumière tamisée des comptoirs ou les boiseries des plafonds restaurées à l'original. S'y rajoutent des jeux de couleurs qui, au premier étage, osent marier le rose dans une salle avec le vert olive dans l'autre, les plafonniers étant sculptés en verre de Murano, etc. Le restaurant à dominante italienne a tout pour devenir en automne l'espace le plus prisé de la ville. Le mérite revient surtout à l'investisseur, Paul Marzouk, as de la communication parisienne, qui est le patron de ce restaurant comme celui de Limpertsberg, mais qui est toujours resté effacé sur le terrain pour laisser les rênes à ses responsables. Pourtant, le personnage a de quoi remplir un livre d'anecdotes, ayant édité le premier gratuit parisien, des revues consacrées à des montres précieuses, travaillé pour la maison Chanel, pour ne citer que quelques détails d'un CV foisonnant. Ne lui reste plus qu'à trouver une formule pour la carte du restaurant, dont le contenu ne correspond pas encore tout à fait à la luminance de l'intérieur. GD

L'endroit

L'ouverture du **Mama Shelter** Kirchberg était très attendue et l'hôtel a ouvert ses portes sans grand éclat car les lieux de réjouissance commune comme le bar, le restaurant ne seront à disposition qu'en fin de saison estivale. La formule à succès parisienne ne devrait pas manquer de séduire un public luxembourgeois à la mode, et surtout celui qui était au premier rendez-vous de la maison mère, située à Paris pas très loin du Père Lachaise. Fondée par Serge Trigano, ses deux fils et le designer Philippe Starck, l'histoire de la chaîne hôtelière a vu de l'eau couler sous les ponts depuis sa création il y a une vingtaine d'années, où il était encore révolutionnaire de trouver un baby foot dans un hall d'hôtel. Depuis, d'autres ont pris le relais et créé des formules alternatives, le « Mama » a fait rentrer le groupe Accor dans son actionnariat, un espace *coworking* a été ajouté à l'intérieur (d'où sans doute le choix de l'implanter dans le quartier *busy* du Kirchberg), des filiales se sont ouvertes un peu partout et Luxembourg n'est donc qu'un point d'ancrage de plus dans une filière qui était très personnelle au départ mais qui n'est plus qu'une chaîne parmi d'autres. À Luxembourg, certes, avec sa pénurie d'hôtels et surtout d'endroits sympas, l'ouverture du Mama peut être considérée comme une bouffée d'air frais et il est à espérer que l'autochtone y profitera autant des parties communes que le voyageur. Ce qui n'est pas gagné d'avance, la réticence du luxembourgeois à aller se distraire dans les bars d'hôtels étant presque légendaire. GD

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzeburger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

